

LES PROPOSITIONS DE M. GORBATCHEV

Le président Reagan accueille froidement le moratoire soviétique sur le déploiement des fusées

Un geste peu crédible

Les réactions occidentales aux initiatives de M. Gorbatchev sont empreintes du plus grand scepticisme. D'abord parce qu'un moratoire de six mois n'a guère de sens pour des programmes d'armements qui s'étendent sur dix ans et plus. Le précédent de mars 1982, lorsque Brejnev avait déjà annoncé un moratoire pourtant non limité dans le temps, sur les mêmes SS-20, incite encore plus à la prudence puisque Moscou avait continué, pendant des mois, d'installer des missiles sur les sites en cours de construction à l'époque.

Surtout, l'arsenal surabondant édifié par l'URSS en matière d'armements à moyenne portée ces dernières années fait apparaître comme de peu de poids toute mesure qui ne comporterait pas une réduction drastique.

L'URSS dispose aujourd'hui de plus de 400 SS-20 et de 120 engins SS-4 de la première génération : soit un total de 1 300 ogives nucléaires, au regard desquelles apparaissent bien faibles aussi bien les quelques 120 Pershing et missiles de croisière actuellement déployés que les 576 têtes que comportera l'arsenal occidental à la fin du programme, en 1985 seulement.

En principe, l'arrêt des « contre-mesures » en cours dans le camp de l'Est depuis 1983 devrait apparaître comme une concession plus importante, puisque M. Gorbatchev les suspend, elles aussi, pour six mois, sans avoir la garantie d'un arrêt simultané du déploiement américain en Europe. Mais, là encore, le déséquilibre en matière d'engins à courte portée en réduit la signification.

En face des 180 missiles Pershing-1 et Lance de l'OTAN en Europe, l'URSS aligne 400 lanceurs de fusées Scud (en voie de remplacement par des SS-23, plus modernes, en RDA et en Tchécoslovaquie), 60 SS-12 et 375 engins Frog, les uns et les autres étant eux aussi remplacés par les nouveaux SS-22 et SS-21 respectivement. Les Américains eux-mêmes avaient, pour cette même raison, prêté peu d'attention jusqu'à présent à ces contre-mesures.

Plus significative, dans ces conditions, est la disponibilité manifestée par le nouveau maître du Kremlin non seulement pour une rencontre avec M. Reagan, mais encore pour une amélioration des relations en tous domaines avec l'autre superpuissance. Mis à part une attaque vive et attendue contre l'initiative de défense stratégique, M. Gorbatchev ne critique que modérément (beaucoup plus modérément que la presse soviétique en général ces derniers temps) la politique américaine, et juge « non seulement indispensable, mais aussi possible » la fin de l'« anomalie » que constitue la « confrontation » actuelle entre Moscou et Washington. On croit même retrouver un accent krouchtchévien dans sa définition de la coexistence pacifique, laquelle implique que « chacun des systèmes prouve son avantage par la force de l'exemple et non par celle des armes ».

Mais il faudra beaucoup plus que ces moratoires peu crédibles pour convaincre les opinions que la nouvelle direction soviétique aurait renoncé aux tendances militaristes que ses devanciers avaient manifestées.

Les Etats-Unis ont froidement accueilli les déclarations faites par M. Gorbatchev à la Pravda de ce lundi 8 avril, par lesquelles le secrétaire général du PC soviétique, d'une part, confirme son accord pour une rencontre avec M. Reagan, et, d'autre part, annonce la suspension jusqu'en novembre prochain du déploiement des SS-20 et des « contre-mesures » décidées par Moscou après le début du déploiement des missiles américains en Europe à la fin de 1983.

« Nous examinerons les propos du secrétaire général et leur donnerons la considération qu'ils méritent », a dit M. Spokes, porte-parole de la Maison Blanche. Mais, à première vue, la proposition de moratoire semble être une réactivation d'efforts soviétiques antérieurs visant à geler un avantage considérable.

De notre correspondant

Washington. — De Californie, où M. Reagan est en vacances, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Spokes, a indiqué que l'accord de principe pour un sommet était déjà acquis (le Monde du 3 avril), mais qu'aucun pas nouveau n'avait encore été fait vers la fixation d'une date et d'un lieu. A propos d'un moratoire annoncé par M. Gorbatchev, M. Spokes a fait valoir d'une part que l'URSS avait déjà fait dans le passé de telles promesses sans les respecter, d'autre part que ce « gel » consacrerait au profit de l'URSS un avantage « de l'ordre de dix à un ».

Les Etats-Unis n'ont déployé à ce jour en Europe que cent vingt-cinq missiles de croisière et Pershing-2, munis d'une seule tête nucléaire, alors que l'URSS a déjà mis en place quatre cent quarante SS-20, munis de trois têtes et dirigés pour les deux tiers vers l'Europe occidentale et pour un tiers vers l'Asie.

« S'ils veulent un gel, c'est parfait », a donc estimé M. Spokes. Mais il a ajouté qu'il importait avant tout de parvenir à une « réduction » du niveau actuel des armes nucléaires offensives, au cours des négociations de Genève, dont le porte-parole a rappelé que les Etats-Unis respectaient le caractère « confidentiel ».

C'était là une manière pour la Maison Blanche de faire concurrence, sans le dire, qu'elle voyait dans les déclarations de M. Gorbatchev un effort de propagande visant les opinions publiques et les gouvernements occidentaux, notamment les Pays-Bas, qui doivent décider, d'ici novembre, s'ils acceptent ou non le déploiement sur leur territoire de quarante-huit missiles de croisière. On note à ce propos que le ministre néerlandais des affaires

étrangères est attendu mardi à Moscou, où est arrivée aussi, dimanche, une importante délégation du Congrès américain, dirigée par M. « Tip » O'Neill, adversaire déclaré des programmes d'armement en cours à l'Est.

La date de l'entretien accordé par le secrétaire général à l'organe du comité central soviétique apparaît donc bien choisie par M. Gorbatchev, qui fait preuve ainsi de l'habileté qu'on lui prête généralement. Enfin, signalons que Moscou avait prévu la Maison Blanche de cette initiative au cours des pourparlers de Genève.

BERNARD GUETTA.
(Lire, page 5, les déclarations de M. Gorbatchev.)

LA « RÉVOLUTION SOUDANAISE »

Les principaux dirigeants du régime déchu ont été arrêtés

Quarante-huit heures après le renversement du régime du maréchal Némery par un coup d'Etat militaire, le calme régnait ce lundi matin 8 avril au Soudan où les principaux dirigeants du régime déchu ont été arrêtés.

Les télécommunications et les liaisons aériennes étant toujours interrompues, les informations parvenues indirectement de Khartoum et celles — les plus nombreuses — émanant de la capitale égyptienne indiquent que la vie normale reprend progressivement. Répondant à l'appel du chef des putschistes, le général Abdel Rahman Sewart El Dahab, les Soudanais se seraient remis au travail après quatre jours de grève générale.

La première proclamation des putschistes, samedi, annonçait des mesures démantelant le régime renversé : la suspension de la Constitution ; la destitution du président de la République, de ses collaborateurs, des ministres, des secrétaires d'Etat ; la dissolution de l'Union socialiste soudanaise (le parti unique), de l'Assemblée nationale et des assemblées régionales ; la suspension de leurs fonctions des gouverneurs et des préfets de province ; enfin, la nomination de militaires pour assumer provisoirement les fonctions des personnalités destituées.

On apprendrait peu après que toutes les unités des forces armées s'étaient ralliées les uns après les autres au général Sewart El Dahab.

(Lire la suite page 4 ainsi que, page 3, le portrait du maréchal Némery par JEAN GUÉYRAS.)

LES INDÉPENDANTISTES DES DOM-TOM

Une stratégie commune

La Conférence des dernières colonies françaises réunie à la Guadeloupe depuis le vendredi 5 avril a terminé ses travaux dimanche.

L'« effet calédonien » a conduit les indépendantistes antillais, guyanais et réunionnais à élaborer une stratégie commune qui vise à déstabiliser le pouvoir métropolitain dans les départements et les territoires d'outre-mer.

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — La conférence indépendante réunie à la Guadeloupe depuis le 5 avril a célébré le dimanche 8 Pâques en terminant ses travaux par une cérémonie symbolique : « L'enterrement du colonialisme français ». Cette cérémonie, qualifiée d'« historique » par les dirigeants de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) et leurs frères venus des autres départements et territoires d'outre-mer, s'est déroulée au nord-est de la Grande-Terre, sur le territoire de la commune d'Anse-à-l'Ancre, au pied du moulin de Bonne-Vieille, l'un de ces vestiges qui jalonnent les plantations de canne à sucre et dont la présence évoque, dans la mémoire collective antillaise, la période esclavagiste.

Sur un terrain occupé et défriché depuis plusieurs mois par une centaine de militants « paysans », quelques milliers de militants indépendantistes rassemblés au soleil ont applaudi quand les drapeaux des huit organisations participantes ont été hissés l'un après l'autre aux mâts dressés pour la circonstance à côté des ruines du moulin : « Nous sommes venus enterrer le colonialisme à l'endroit même où il construisait sa richesse », a déclaré le secrétaire général de l'UPLG, M. Claude Makouk.

Cet enterrement d'un genre particulier a ensuite donné lieu à une joyeuse kermesse pascalle, entrecoupée de messages politiques, pour rappeler à l'assistance la portée de la première « Conférence des dernières colonies françaises ».

Le premier enseignement de cette réunion réside dans un constat politique qui vaut pour l'ensemble de l'outre-mer français, à l'exception des archipels de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, dont les particularismes n'offrent pas prise au séparatisme. Sous « l'effet calédonien », les formations indépendantistes antillaises, guyanaises et réunionnaises s'accrochent aujourd'hui sur une stratégie de déstabilisation du pouvoir métropolitain.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6 ainsi que l'article de notre envoyé spécial à La Réunion BERTRAND LE GENDRE.)

Le bafouillage économique

par PIERRE DROUIN

bonne politique économique au bout de leur baguette de sourcier, cela ne serait déjà pas si mal.

Lorsqu'on songe à ces experts du temps de Kennedy qui avaient cru trouver la pierre philosophale en mêlant les politiques budgétaires et monétaires, selon un décret rigide (fine tuning) qui devait définitivement sortir la pratique économique du Moyen Âge, quelle déception !

Le monstre de la stagflation qui n'avait été réprimé par aucun manuel, a jeté la consternation parmi les bons auteurs qui n'imaginaient pas cette union contre nature entre la hausse des prix et la dépression des affaires.

L'idée que l'économie américaine était pratiquement invulnérable aux chocs d'origine externe a éclaté avec le renversement des cours du pétrole. Avec Reagan, on a de nouveau cru posséder la recette d'une belle croissance sans larmes, c'est-à-dire sans inflation. Oubliant trop aisément les conditions exceptionnelles de fonctionnement de la patrie du dollar, on a considéré avec un grand respect M. Laffar et d'autres jeunes « économistes de l'offre ». Se rappelaient-ils qu'il y a... quatorze ans M. Robert Mundell, professeur à l'université Columbia, avait préconisé la même politique jugée alors hétéroclite : la politique monétaire doit viser à réduire l'inflation et la politique budgétaire à stimuler la croissance économique.

C'est exactement ce que M. Volcker pratique à la Federal Reserve en symbiose avec l'administration américaine. Mais le « truc » ne marche plus aussi bien. La croissance américaine faiblit et l'association des économistes américains prévoit une récession pour 1986 du fait des trois secteurs à hauts risques que sont le déficit budgétaire, la dégradation continue du commerce extérieur et le niveau élevé des taux d'intérêt.

Ce ne sont pas seulement les ruptures techniques et les modifications de comportement des agents économiques qui font bafouiller les théoriciens. L'émergence d'une économie mondiale rend de plus en plus difficilement maniables les modèles connus (1). On ne peut plus rendre seulement compte en effet, des échanges internationaux et des relations entre Etats ; il faut maintenant intégrer les activités des firmes multinationales. Or l'opération n'est pas encore faite. Spécialement difficile, au reste, puisque l'espace de l'économie déborde de toutes parts celui du politique.

En attendant des théories nouvelles, si l'on présentait une meilleure

synthèse des connaissances déjà acquises pour en retirer des techniques opératoires, cela ne serait déjà pas si mal. C'est ce que pense Stephen Maris (2), qui estime d'abord qu'il y a deux questions sans réponse : 1) il n'existe pas de solution définitive à l'inflation. On ne peut jamais savoir avec quelle rapidité les points marqués contre la hausse du coût de la vie seront perdus. Certes, il existe un rapport entre la croissance et l'inflation, tant à court qu'à moyen terme, mais il est de nature instable. Nous ne continuerons à apprendre que par approximations successives ; 2) nous ignorons dans quelle mesure les forces sociales et politiques œuvrant au sein de sociétés démocratiques sont capables de porter atteinte à l'efficacité intrinsèque des économies de marché.

(Lire la suite page 15.)

(1) Lire l'article de Charles-Albert Michales dans *Analyses financières* du deuxième trimestre 1984 (reproduit dans *Problèmes économiques* du 9 janvier 1985) et celui de Stephen Maris dans *Economie prospective internationale*, troisième trimestre 1984. Revue du CEPII, la Documentation française.

(2) *Economie prospective internationale*, revue du CEPII, troisième trimestre 1984, la Documentation française.

Le Monde ÉCONOMIE

A la recherche de l'or
La chronique de Paul Fabra
Pages 7 à 9

LES HOMMES PETITS ONT ENFIN LEUR PRET-A-PORTER

Si vous êtes petit, fort ou mince, vous n'êtes plus condamné à la sur-mesure pour être bien habillé. Au 167 rue Saint-Honoré, Roland Eveline, maître-tailleur, explique : « Pourquoi démettre l'honneur d'un vêtement d'un intellectuel n'est pas un fin art, soi, non plus que les modèles savamment habillés, qui ne rendent compte que d'une réalité défectueuse. Si les mutations profondes que vivent nos sociétés avaient pour effet de donner un leçon d'humilité à ceux qui croyaient disposer d'une



POUR LE PRINTEMPS
Je suggère, dans ma collection, un costume léger en laine et mohair (2347F), une veste pied de poule en pelé anglais (1627F), un trench pur coton (2625F), etc.

ROLAND EVELINE

167, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS TEL. (1) 250.47.26
(PLACE DU THÉÂTRE FRANÇAIS)

débats

NICARAGUA

Sous forme d'un placard publicitaire, le Monde publiait le 21 mars un appel au Congrès des Etats-Unis pour renouveler l'aide accordée aux forces qui, au Nicaragua, s'opposent, au gouvernement sandiniste. Ce texte a soulevé de nombreuses réactions de nos lecteurs, dont celles d'Eduardo Manet et du pasteur Bosc, à qui nous avons offert nos colonnes dans le Monde du 29 mars. Robert Jaulin, signataire de cet appel, nous explique aujourd'hui ses raisons, et Georges Casalis, exposant la contrepartie, rend compte de ce qu'il a vu sur le terrain.

Les vœux pieux ne suffisent pas

Les sandinistes veulent détruire l'identité indienne
par ROBERT JAULIN (*)

LE MONDE, dans son édition du jeudi 21 mars 1985, a publié un appel au Congrès des Etats-Unis d'Amérique, appel dont l'objet est le renouvellement de l'aide accordée aux forces qui, au Nicaragua, s'opposent au gouvernement sandiniste. Signataire de cet appel, je crois nécessaire d'expliquer les raisons et le sens qu'on, à mes yeux, les arguments évoqués.

L'appellation de « contre-révolutionnaires » (« contras ») qui désigne les forces opposées aux sandinistes signifie simplement que ces dernières se disent « révolutionnaires ». Ce terme évoque plus, ici comme il en va souvent ailleurs, qu'un masque, une « religion ». L'Etat. Les actions menées par le gouvernement sandiniste à l'égard des Indiens Miskitos relèvent de la tradition coloniale sous sa forme la plus violente, et ces actions ne sont pas des erreurs qu'il conviendrait d'isoler de la politique commise par ailleurs, elles en sont une illustration. Plus des deux tiers des Indiens Miskitos, Sumu et Rama - près de soixante-dix mille sur cent dix mille Indiens - ont dû fuir leur terre ou ont été parqués dans des camps de regroupement. La destruction des villages, les tortures, l'intimidation, la création d'un climat de peur et de misère sans précédent, ont été le fruit de la révolution.

Il n'y a jamais eu l'ombre d'une collaboration entre les Indiens et le gouvernement de l'ancien dictateur Somoza, il n'y avait pas l'ombre d'une alliance entre les Miskitos et les forces hostiles aux sandinistes, bien au contraire. Aucun argument stratégique, défensif, éthique, ne justifiait l'intervention sandiniste : celle-ci a eu pour fondement une volonté d'exploitation, de pouvoir et de destruction de l'identité indienne - destruction nommée intégration à la nation - volonté de nature « coloniale », à laquelle on cathéchisme marxiste et des collaborations internationales redonnaient de l'éclat et de la vigueur.

Les tentatives de dialogue avec le gouvernement sandiniste ont toutes échoué : les promesses n'ont jamais été tenues, et si des erreurs ont pu être reconnues, ce ne fut qu'afin d'endormir l'adversaire et de pour-suivre l'action menée. Au reste, les propos tenus par les pouvoirs civils au Nicaragua sont de peu de poids, car le pouvoir réel est militaire (seul commandant), et ce pouvoir est lui-même soumis à un encadrement international dont l'autorité est, dans le cadre des forces armées, fort grande.

Alliance

Deux armées indiennes se sont organisées et se battent pour la survie d'un peuple. Ces armées ont, dans le contexte de la lutte menée contre un régime totalitaire, un poids essentiel ; elles ne furent jamais et ne sont nullement l'emanation d'une puissance étrangère, en l'occurrence l'Amérique du Nord. De même, on ne peut suspecter d'être vendues aux Etats-Unis les forces (ARDE) organisées par d'anciens dirigeants sandinistes indignés, tel le plus fameux des commandants de la révolution, Eden Pastora, ou encore le commandant Chamora, Alfonso Rebelo. Ces forces se battent le dos au mur ; nous leur devons aide et le plus grand respect.

Enfin, le Front national de libération (FDN) réunit les forces libérales « traditionnelles » ; il ne s'agit nullement du regroupement des anciens collaborateurs du dictateur Somoza : ceux-ci ont disparu, se sont enfuis ou ont été récupérés par les pouvoirs sandinistes.

Sans doute ces trois forces sont-elles diverses, mais ce qui les réunit est bien plus qu'un ennemi commun. Elles ont fait alliance, et leurs représentants se sont retrouvés en novembre 1984 à Paris afin que cela se sache. On ne peut souhaiter que l'une d'entre elles soit aidée, à l'exclusion des autres.

L'aide que les uns et les autres peuvent recevoir et reçoivent occasionnellement vient, en sa presque totalité, directement ou indirectement des Etats-Unis. On peut le déplorer, mais il faut en prendre acte.

Le vieux discours de la dénonciation capitaliste manque ici de pertinence : les matières premières ou les bananes du Nicaragua sont, pour les Etats-Unis, de peu d'intérêt, de même que le marché réel ou potentiel que constitue ce petit pays. Doit-on imaginer, pour autant, que les Etats-Unis ont pour unique souci celui de la liberté ? La leur d'abord, celle des autres ensuite, ou par voie de conséquence. Sans doute l'appel qui leur a été adressé évoque-t-il cette liberté, mais il ne s'agit pas de la liberté au sens où l'entend le Congrès américain.

A la frontière d'une totalité déchirée

Le langage utilisé dans l'appel dont je suis signataire n'est évidemment pas le mien, mais qu'importe, car ce discours ne devrait-il pas être celui qui l'Amérique du Nord prétend souvent tenir et devrait tenir ? Les civilisations qui meublent la planète Terre forment un ensemble pluriel et non une totalité déchirée, un corps où la « gauche » s'oppose à la « droite » et prétend lui succéder. On ne peut sortir de l'Europe ou des Etats-Unis sans se heurter à une « frontière » en son sein, et c'est à la frontière de cette totalité déchirée qu'il faut souvent agir afin d'en sortir.

(*) Professeur à l'université Paris-VII.

Ne pas trahir la liberté !

La réalité, c'est la guerre globale imposée à un petit peuple

par GEORGES CASALIS (*)

PRÈS avoir superbement désigné l'URSS comme l'« empire du mal absolu », reprenant à son compte, mais utilement, les anathèmes que l'ayatollah Khomeiny déverse sur « les deux grands Satans », le président Reagan n'hésite pas à insulter les authentiques combattants de la liberté, dans le monde entier. Qu'on en juge : en l'espace de quelques jours, courant février, il a assailli les bandes armées qui, depuis le Honduras et le Costa-Rica, font des raids éclairs ou des incursions durables à l'intérieur du Nicaragua, au Libérateur Simon Bolívar puis aux résistants français. Dans le premier des cas, il a souligné, à travers toute l'Amérique latine, des vagues de protestations indignées. En Europe, comme à l'ordinaire, la réaction a été plus molle et, à lire certaines prises de position, il semble même que des cercles complaisants aient accueilli favorablement ces surprenants rapprochements historiques. M. Reagan est considéré comme « l'homme le plus puissant du monde » ; il n'est pas, pour autant, infallible dans ses jugements sur l'histoire latine ou récente !

Il y a, certes, au Nicaragua, d'où je reviens, une forte opposition démocratique : le 4 novembre, 30,8 % des votants n'ont pas donné leurs voix au Front sandiniste de libération nationale, ce qui ne veut pas dire qu'ils aient choisi pour autant des partis opposés au processus révolutionnaire (le Parti populaire social-chrétien, notamment, avec ses 5,2 % de voix) ; 75,4 % des inscrits avaient voté ; 24,6 % s'étaient abstenus ; il y avait 4,6 % de votes nuls. Ces élections exemplaires par le calme de leur déroulement et l'entier respect des électeurs, auxquelles j'ai assisté au milieu de 300 observateurs étrangers et de 600 journalistes, n'ont pas moins été immédiatement qualifiées par M. Reagan de « farce organisée par un régime de dictature marxiste-léniniste ». Curieuse faiblesse de ce « pouvoir totalitaire », qui organise une consultation où il ne recueille que 47,4 % des votes des électeurs inscrits (94 % des personnes ayant le droit de vote) ! An fait, par quelle proportion des inscrits de son pays M. Reagan a-t-il été réélu ?

Sacrifices

Il est faux de qualifier de « résistants » les quelque 10 000 hommes des groupes de mercenaires financiers et armés par les Etats-Unis et encadrés par des officiers de l'« garde nationale » du dictateur Anastasio Somoza Bayle, renversé le 19 juillet 1979. J'en suis témoin : ce sont des assassins, dont les cibles privilégiées sont les écoles, les dispensaires et coopératives agricoles... Leurs actions terroristes, vols, tortures, mutilations, tueries distillées avec raffinement, ne peuvent qu'indigner ceux, dont je suis, qui furent les combattants volontaires de la Résistance contre la barbarie nazie. Demander que le Congrès nord-américain leur accorde une aide accrue (1), c'est choisir le crime : c'est appeler à la complicité meurtrière et non à la solidarité qui toujours veut la liberté et la vie.

(*) Théologien.

COURRIER DES LECTEURS

A propos de la résistance afghane

Sans revenir sur l'analyse bien discutée faite par Pierre Metzger des raisons de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, je ne peux pas laisser sans réponse son affirmation surprenante selon laquelle, du fait de l'absence d'unité structurelle de la résistance, « les Soviétiques n'ont, qu'ils le veulent ou non, d'autre issue que de poursuivre la guerre » (le Monde du 23 mars).

1. La dénonciation de la résistance ne peut en aucun cas justifier, ni même expliquer la poursuite du conflit. Il n'est pas sûr d'ailleurs qu'elle constitue un handicap pour les moudjahedins qui, sans le concours d'une organisation unique, peuvent mieux s'adapter à la multiplicité des composantes de la société afghane.

2. Les Soviétiques n'ont jamais manifesté la moindre intention de négocier avec la résistance afghane. Si le cas se présentait, celle-ci, qui a su s'adapter de manière inattendue aux conditions de la guerre avec une « super-puissance », ne manquerait pas de trouver les solutions lui permettant de se présenter une, comme elle l'a fait à la conférence islamique en 1984 à Casablanca.

3. En revanche, leur volonté de poursuivre la guerre à outrance ne préjuge nullement de la résistance contre les désordres aux frontières, principale préoccupation du Kremlin selon Pierre Metzger. Leur retrait assourdirait bien mieux la non-hostilité des Afghans que le maintien par les Soviétiques des opérations militaires actuelles, dont un rapport récent de l'ONU vient de souligner la cruauté, à l'égard notamment des populations civiles.

4. Tous les résistants afghans, quelle que soit leur sensibilité, aspirent à la paix. Tous souscriraient sans réserve à un retrait soviétique qui poserait comme seule condition un « accord de non-hostilité » entre l'Afghanistan et l'URSS.

ETIENNE GILLE
(vice-président
d'Amis franco-afghans).

Enfin le week-end scolaire ?

Le ministre de l'éducation nationale a l'intention d'offrir aux écoles la possibilité de libérer les classes

maternelles et primaires le samedi matin. Ce n'est pas la première fois que ce problème a été posé. Il n'a jamais pu être résolu par voie ministérielle. Espérons que cette fois le succès viendra.

Depuis une vingtaine d'années, chaque fois qu'un sondage a été fait sur un échantillon national représentatif, l'opinion s'est révélée divisée. Mais toujours la majorité des parents se sont prononcés pour le samedi libre non seulement dans l'enseignement primaire mais aussi dans l'enseignement secondaire. Les opinions favorables étaient majoritaires non seulement dans les familles ouvrières, non seulement chez les parents les plus jeunes, mais aussi parmi les plus âgés. Quant aux enfants et aux adolescents, n'en parlons pas... Ils n'ont jamais eu la parole dans ce genre de décision « pour leur bien » (...).

Aujourd'hui, le temps libre des soirées, des vacances ou du week-end est devenu le temps le plus long à partir de dix-huit ans, avec ou sans chômage. Ce temps social est devenu créateur de valeurs nouvelles qui changent les mœurs non seulement chez les adultes, mais aussi dans la jeunesse. Pourquoi refuser ce changement à cette dernière en lui refusant le week-end ? Fera-t-elle elle-même la grève, la grève des enfants comme elle s'est produite déjà dans d'autres pays comme le Québec pour avoir plus de temps libre ? Tout cet absentéisme et ces fausses autorisations d'absence du samedi dans les écoles ne sont-ils pas déjà des signes inquiétants ?

JOFFRE DUMAZEDIER
(sociologue, auteur de
Vers une civilisation du loisir ?).

L'ancien juge et l'ancien avocat

Un ancien juge, M. Sartzevski, qui a su, en son temps, accuser l'intolérance, préside aujourd'hui une démocratie retrouvée.

Puisse cet leçon de l'histoire inspirer un ancien avocat afin qu'il défende, contre une intolérance retrouvée, la démocratie qu'il préside aujourd'hui.

CHRISTIAN JUNG
(professeur, Paris).

« Changez de lunettes »

Je voudrais répondre aux élèves de l'institution Sainte-Marie de Saint-Chamond (le Monde du 24 février). Ces jeunes gens et jeunes filles, ainsi qu'ils le disent eux-mêmes, veulent lancer « un cri de révolte devant l'indifférence des gens les uns pour les autres » et ils concluent : « C'est dur, trop dur de critiquer les gens... ». Surtout lorsqu'on ne les connaît pas en profondeur.

Mais justement, pourquoi critiquer quand on ne sait pas ? Regardez autour de vous, ouvrez les yeux, changez de lunettes ! Comment se fait-il que je voie autour de moi des actes de solidarité et que ces jeunes n'en voient pas ? Serait-on plus ouverts, plus généreux à Clermont-Ferrand qu'à Saint-Chamond ?

Je vous donne quelques exemples pour vous redonner l'espoir.

J'ai souvent affaire, pour des raisons de santé, à un hôpital anticoncépteur. Eh bien ! je vous assure que les gens de tous âges et de toutes conditions savent s'aider et se soutenir les uns les autres. Telle personne originaire du Cantal prospecte systématiquement toutes les chambres pour bavarder et remonter le moral à ses « compatriotes ». Une dame âgée de quatre-vingts ans a veillé toute une nuit sa compagne de chambre qu'elle jugeait mal en point. Dernièrement, une autre a décollé toute une campagne pour trouver du sang d'un groupe rare, une affiche n'a été mise dans une grande école de la ville ; moins d'une heure après, l'hôpital avait plus de donneurs qu'il n'en fallait, etc.

Vous voulez un mot, un sourire, mais avez-vous essayé de le donner en premier, ce mot, ce sourire ?

YVONNE VALETTE
(Romagnat).

Mon pote...

Il y avait urgence, et « Touche pas à mon pote » est nécessaire, ici et maintenant, pour aller contre les appels cyniques des racistes.

Mais après avoir dit la solidarité, il faudra dire le droit de tous à un statut politique dans la République, et porter le badge civique : « ... Et demain tu votes, mon pote ! »

GERARD MONNIER
(Aix-en-Provence).

LES HOMMES DE LA FRATERNITE (tome V) de Michel Clévenot L'an mil en trente séquences

MICHEL CLÉVENOT tient ses promesses : chaque année, deux ou trois siècles viennent s'ajouter au grand œuvre. Nous en sommes au tome V de ce vaste dessin : raconter, une histoire vivante, concrète, actuelle de la chrétienté en brisant l'atténuation du lecteur sur un nombre limité d'événements significatifs, en mêlant à la fois, souvent peu connus mais d'autant plus suggestifs, l'histoire, pour choisir ces faits et les approfondir, quelle érudition ! Une science de-construente servie par un style de conteur, presque de journaliste. Qui connaît encore le moine Syméon, ses hymnes, ses admirables prières ? « Le soleil chauffe délicieusement le petit monastère de Saint-Anne, près de Constantinople. Assis sur un banc, le dos calé contre le mur de pierres sèches, l'abbé Syméon médite. » Après cela, vous n'oublierez plus ce saint François du dixième siècle, qui avait eu l'idée de prendre l'évangile au pied de la lettre. On sait que cela se passe très bien.

Vous découvrirez, mais cette fois au fond de la Saône, une monnaie dramatique, Rowetha, ou encore les poèmes mystiques du caméléon-cardinal Pierre Damien, tant d'autres... et même les souffles arabes : un bref chapitre nous dit l'essentiel sur Al-Hakim, si bien introduit chez nous par Louis Massignon. Car Clévenot embrasse tout, surtout, de l'Espagne musulmane au siècle d'or de Cordoue à l'Arménie (saint Grégoire de Narek, vous connaissez ?), de la Bulgarie (l'écriture cyrillique) au Danemark, où l'apostolat des Normands.

Comment, même, résumer l'Europe (le crâne, le sous-développement) qu'en lisant le journal d'un ambassadeur juif arabe, Ibn Yakoub, et la vie de cour à Byzance qui en font la relation d'un envoyé de l'empereur germanique, le Lombard Liutprand ?

S'inspirent-ils s'amusent, se contentent des gens qui semblent très loin mais qui nous sont pathétiquement proches, comme cette Allemande de Montpelier, épouse d'un comte de Toulouse, Thérèse, qui nous a laissé un petit manuel de conseils pour son fils aîné. Mais en même temps, on comprend en lisant les mémoires de l'argument ontologique de saint Anselme...

Que vous soyez cultivés ou barbares, historiens ou ignorants, lisez ce livre : il nourrit, il éduque, il donne à lire, à l'imaginer, à aimer. Vous sentirez vivre en vous un passé lointain et vous ne l'oublierez plus. Et puis, pour les jeunes, quelle magistrale pédagogie !

JEAN ONIMUS.

* Michel Clévenot, *Quand Dieu était un monarque féodal*, 290 p., Nathan 1985, 75 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Robert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favret (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Conseiller en chef : Claude Salas

Imprimé à Paris

Reproduction interdite de tout ou partie sans l'autorisation écrite de l'éditeur

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75427 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 190 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par mandats)

1. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

366 F 734 F 1 056 F 1 330 F

2. SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 362 F 1 756 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (dans semaines ou plus) : non abonnés sont invités à fournir leur dernière adresse connue au moment de leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les adresses propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie : 3 DA ; Arabie : 420 dr. ; Tunisie : 400 m. ; Allemagne : 120 DM ; Autriche : 17 sch. ; Belgique : 30 fr. ; Canada : 120 \$; Côte d'Ivoire : 338 F CFA ; Danemark : 240 kr. ; Espagne : 120 pes. ; États-Unis : 6 \$; Grèce : 90 dr. ; Hongrie : 95 p. ; Italie : 1 700 L. ; Liban : 300 P. ; Libye : 0,250 DL ; Luxembourg : 30 F. ; Norvège : 0,60 kr. ; Pays-Bas : 2 fl. ; Portugal : 100 esc. ; Roumanie : 200 F. ; Royaume-Uni : 400 fr. ; Suède : 100 kr. ; Suisse : 1,10 fr. ; Turquie : 110 ml.

étranger

LA SITUATION AU SOUDAN APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

La longue fuite en avant du maréchal Nemeiry

Dans la longue lutte qu'il a menée pendant près de seize ans pour assurer sa survie politique, le président Gaouf Nemeiry n'a pas cessé de changer de visage. Choisi le 25 mai 1969 par un groupe d'officiers nationalistes, nassériens et communistes, pour présider la junte militaire qui venait de prendre le pouvoir, celui qui fut à l'époque l'espérance de toute une nation est devenu progressivement un homme contesté, voire détesté. Abandonnant les positions « anti-impérialistes » et « panarabes » proches de celles du président Nasser dont il avait été le disciple enthousiaste, il s'est rapproché graduellement de l'Afrique modérée, des pays arabes conservateurs et de l'Occident, empruntant ainsi une voie qu'il avait condamnée avec véhémence en 1969.

Le président Nemeiry s'était ainsi acquis la haine du colonel Kadafi, qui, après avoir été un de ses plus fidèles alliés, a tenté à plusieurs reprises de déstabiliser le régime de Khartoum. La « menace libyenne » a cependant été intentionnellement grossie et utilisée par Nemeiry comme un moyen commode pour justifier les échecs de son régime et inciter les Occidentaux, et en particulier les États-Unis, à l'aider face à de multiples difficultés intérieures. Au fil des ans, celles-ci se sont aggravées, le président-maréchal refusant d'écouter les conseils de ses compagnons les plus proches. A la faveur d'épurations et de remaniements successifs, il fit le vide autour de lui, régnant et gouvernant en s'appuyant sur une coterie de ministres et de conseillers dociles totalement inefficaces qu'il nommait et démettait au gré des circonstances. Convaincu de détenir la vérité, le président Nemeiry ne supportait pas

les critiques. Tous ceux qui, au sein de son entourage, avaient pris quelque poids dans la vie politique du pays et dans l'armée furent impitoyablement écartés, exilés, renvoyés dans leur campagne natale, ou promus à des postes honorifiques.

Nemeiry n'a pas su, en particulier, résoudre les graves problèmes économiques auxquels son pays se trouve confronté à la suite de l'effondrement des grands et ambitieux projets de développement du début des années 70. Pour éviter la banqueroute de l'État, il a été finalement contraint de passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international en prenant des mesures d'austérité drastiques où a sombré sa popularité. La stagnation de l'économie soudanaise a du même coup compromis l'acquis essentiel de son régime qui avait été l'accord d'Addis-Abeba du 26 février 1972, qui avait mis fin à dix-sept années de guerre civile entre le Nord musulman et le Sud animiste et chrétien, demeuré, malgré toutes les promesses de Khartoum, dans un état de sous-développement chronique.

Qui plus est, pour tenter d'éteindre les flammes renaissantes d'un nouveau mouvement insurrectionnel, Nemeiry ordonnait la reddition du Sud en trois provinces distinctes avec le vain espoir de morceler l'opposition des « Sudistes ». En fait, il n'a réussi qu'à remplacer la guérilla, exacerbée en septembre 1983 par sa maladroite décision d'appliquer la loi islamique « à la lettre » aux Soudanais du Nord comme du Sud, dans le but apparent de gagner l'appui des milieux intégristes musulmans de plus en plus récents à soutenir un régime assiéé de tous les côtés.

Ces deux forces coopèrent une fois de plus fin mars 1970 pour faire face à la rébellion des partisans de l'imam El Hadi Abdel Rahman El Mahdi, chef spirituel de la puissante secte des Ansars. Mais la querelle rebondit à nouveau une semaine après l'écrasement des Ansars, réfugiés dans l'île d'Abu. Le secrétaire général du Parti communiste, M. Abdel Khalek Mabjoub, est exilé et s'exile au Caire, mais est autorisé à regagner Khartoum en juillet grâce à l'intervention du président Nasser.

Rien n'est cependant réglé et, en février 1971, Nemeiry lance une véritable déclaration de guerre contre les communistes en proclamant publiquement son intention de

détruire le « prétendu Parti communiste » qu'il accuse « de saboter l'économie du pays et de saper l'unité nationale ».

Devançant Nemeiry, une jeune militaire, dirigée par le commandant Hachem El Atta destitué quelques mois auparavant de toutes ses fonctions civiles et militaires en raison de ses sympathies communistes, prend le pouvoir à Khartoum le 19 juillet 1971. Arrêté par les putschistes, le général Nemeiry reprend le pouvoir quarante-huit heures plus tard, grâce à l'aide du président Sadate et du colonel Kadafi, qui avaient conclu en avril avec le Soudan le pacte de Benghazi, une sorte de « sainte alliance » contre le péril communiste.

La Commune de Khartoum

Nemeiry fait aussitôt exécuter une vingtaine de membres ou sympathisants du Parti communiste dont quelques uns avaient été ses compagnons d'armes les plus proches, malgré le fait que ces derniers l'avaient épargné lorsqu'il avait été leur prisonnier durant les trois jours de l'éphémère Commune de Khartoum. Il pousse la cruauté jusqu'à se faire photographier en train de prendre le café avec les condamnés à mort, dont Abdel Khalek Mabjoub, le secrétaire général du Parti communiste, avant de les envoyer au supplice.

Rien ne semble alors devoir s'opposer aux projets du président Nemeiry devenu le maître incontesté du Soudan. En septembre 1971, il se fait plébisciter président de la République, dissout le Conseil de la révolution et fait ratifier par le congrès de l'Union socialiste, qui fait figure de parti unique, la Constitution permanente qui consacre sa prééminence au sein du régime. Il épure l'armée de tous les éléments « suspects » y compris certains officiers socialistes et nassériens. Tout en maintenant les formes d'organisation calquées sur le modèle nassérien, il rejette désormais son idéologie « unioniste et

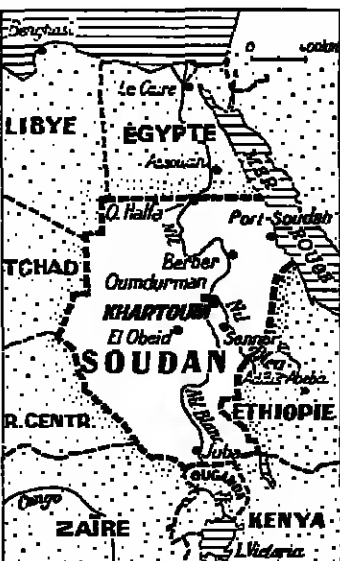
anti-impérialiste ». Prenant ses distances à l'égard du panarabisme, il renonce à adhérer à l'Union des Républiques arabes (Égypte, Libye et Syrie) dont il avait pourtant contribué à lancer l'idée fin 1970, gèle les relations avec Moscou et les pays du bloc soviétique et se rapproche de l'Occident, en particulier des États-Unis avec lesquels il rétablit en juillet 1972 les relations diplomatiques.

L'ouverture sur le monde occidental lui permet de mettre fin à la « guerre civile » qui, depuis près de dix-sept ans, opposait les populations noires animistes ou chrétiennes du Sud au Nord musulman. L'accord d'Addis-Abeba du 26 février 1972 renforce les assises de son régime en supprimant un abécédaire de fixation dans le Sud. Les problèmes intérieurs demeurent cependant. Encouragés par l'élimination des communistes, les sectes politico-religieuses des Ansars et des Khatmias, les Frères musulmans commencent à relever la tête. Deux nouvelles tentatives de coup d'État en septembre 1975 et en juillet 1976 montrent la fragilité du régime. Se sentant menacé, le président Nemeiry signe le 15 juillet 1976 avec le président Sadate un pacte de

défense commune pour vingt ans. Le 17, l'Arabie saoudite, l'Égypte et le Soudan décident de coopérer dans le domaine militaire et de la sécurité, donnant ainsi une consécration officielle à la « sainte alliance » ébauchée au lendemain du putsch avorté de juillet 1970. La Libye, qui cependant avait été à l'origine des tentatives de coup d'État de septembre et de juillet, ne fait plus partie du nouveau pacte et est désormais considérée à Khartoum comme le principal adversaire du président Nemeiry et la source de tous les maux et malheurs du Soudan.

Ryad, qui a remplacé Tripoli dans le rôle d'allié privilégié du régime de Khartoum, devient désormais le grand bailleur de fonds du Soudan en butte à de graves difficultés économiques. Elle a également son mot à dire en ce qui concerne la politique intérieure soudanaise et incite le chef de l'État à se réconcilier avec M. Sadek El Mahdi, chef du parti Oumma et de la puissante secte musulmane des Ansars, en vue de renforcer le caractère « arabo-musulman » du Soudan. La « réconciliation nationale » souhaitée par Ryad est ébauchée en juillet 1977 au cours d'une rencontre secrète à Port-Soudan entre le président Nemeiry et M. Sadek El Mahdi. Mais elle demeure inachevée, le Front national soudanais qui regroupe les partis d'opposition de droite estimant que les « méthodes personnelles et autocratiques » du chef de l'État rendent illusoire tout dialogue. Seuls les Frères musulmans accordent au régime un appui conditionnel avec le secret espoir d'« islamiser » le pays.

Les rapports entre le président Nemeiry qui s'est octroyé en mai 1979 le titre de « maréchal » et les chefs de l'armée se détériorent. Ceux-ci se plaignent du comporte-



ment de l'Union socialiste qui s'est montrée totalement incapable d'empêcher l'extension de l'agitation sociale provoquée par les mesures d'austérité dictées par le FMI. Le 26 janvier 1982, le président Nemeiry dissout la direction du parti unique et destitue son secrétaire général, numéro deux du régime, le général Abdel Magid Khalil, qui est en même temps le commandant en chef des forces armées et le premier vice-président de la République. Il avait refusé de tirer sur les étudiants qui protestaient contre l'augmentation du prix du sucre et d'autres denrées essentielles. En fait, le général Khalil et certains des plus proches collaborateurs, linéés en même temps que lui, ont surtout « envisagé » la « démission forcée » du président au cours d'une séance plénière du parti unique.

L'imam des Soudanais

Le fragile équilibre politique que Nemeiry tente de maintenir contre vents et marées, est une fois de plus menacé (fin 1982 par l'agitation des lycéens, résultat d'une dégradation de la situation économique sociale et politique qui s'accroît au fil des mois : les « Sudistes » notamment se plaignent du sous-développement chronique de leur région et du fait que les promesses faites au lendemain de l'accord d'Addis-Abeba n'ont pas été respectées. Toutes les données pour une nouvelle guerre civile sont réunies, avec l'apparition au début de 1983 des premières unités rebelles dans le Sud. Pour tenter de briser le mouvement insurrectionnel qui commence à faire tache d'huile, le président Nemeiry décide fin juin 1983 de diviser le Sud en trois régions indépendantes, violant ainsi l'une des clauses essentielles de l'accord d'Addis-Abeba qui prévoyait une région du Sud autonome et unie. Cette mesure maladroite contribue à aggraver le mécontentement dans les provinces méridionales, alimentant ainsi la rébellion. En proclamant, le 29 septembre 1983, la mise en œuvre d'une nouvelle législation islamique fondée sur le principe de l'« oil pour l'oil », le président Nemeiry jette l'huile sur le feu et donne au problème du Sud un aspect religieux qui vient ainsi s'ajouter au lourd contentieux politique et économique déjà existant entre Khartoum et les autonomistes du Sud.

Engagé dans une « fuite en avant » éperdue, le chef de l'État soudanais multiplie les mesures d'« islamisation » forcée et ne voit pas qu'il est en train de perdre le sud contrôlé de plus en plus par les maquisards du colonel Garang. Il est surtout pressé de devenir l'« imam des Soudanais », c'est-à-dire le chef politique et religieux du Soudan. Mais l'Assemblée nationale, pourtant réptée pour sa docilité à l'égard du chef de l'État, refuse d'amender la Constitution de 1973 afin de la rendre conforme à la loi islamique. Devant ce coup de semonce inattendu, le président Nemeiry renonce à son rêve de se

proclamer l'imam des Soudanais en septembre 1984 à l'occasion du premier anniversaire de la mise en application de la charia. Il s'aperçoit, un peu tardivement, qu'il fait fausse route et commence à assouplir sa politique. Il met fin à l'état d'urgence, se déclare prêt à revenir sur sa décision de diviser le Sud en trois régions, libère M. Sadek El Mahdi, chef de la secte des Ansars. Sous la pression des États-Unis et de l'Égypte, il décide au début de janvier 1985 de mettre un terme aux amputations prétendument « coraniques » qui ont causé un tort irréparable à l'image de marque de son régime. La dernière victime de ses abus « religieux » sera Mahmoud Mohamed Taha, le chef des Frères républicains, apôtre de la non-violence et partisan d'un « islam à visage humain », qui est pendu à la mi-janvier sur la place publique.

C'est également à la demande de Washington et du Caire que le Maréchal Nemeiry met fin à son alliance avec les Frères musulmans, ces derniers constituant son seul appui dans la rue. Il est désormais tragiquement seul. Il croit cependant pouvoir compter encore sur le soutien des militaires qu'il a souvent humiliés et qui ne partagent pas tous sa politique de guerre dans le Sud. Avant de partir pour Washington, où il espère peut-être regagner la confiance des Américains en faisant valoir que tous ses adversaires sont manipulés par les Frères musulmans, les communistes et le colonel Kadafi, il nomme le plus loyal de ses officiers, le général Seward El Dahab, aux postes de commandant en chef de l'armée et de ministre de la défense, qu'il assumait personnellement, sachant toute l'importance que ces fonctions revêtent dans une société militarisée. Une mesure qui lui sera fatale.

A-t-il commis une erreur d'appréciation ou bien, miné par la maladie, a-t-il, par lassitude, baissé sa garde devant les énormes défis auxquels fait face le Soudan ?

JEAN GUEYRAS.

Un coup d'État d'« officiers libres »

Certains attribuent cependant le prosélytisme islamique de Nemeiry à ses origines familiales. Né à Omdourman en 1930, dans une famille modeste, il avait été en effet élevé sous l'influence de son grand-père qui était musulman. Ce n'est que, par la suite, lorsqu'en 1950 il entre à l'école militaire de Khartoum, qu'il commence à se familiariser avec les idées du nationalisme arabe et les théories marxistes, en contact avec les militaires dont un nombre non négligeable professent des sentiments pro-nassériens ou communistes. Lorsque deux ans plus tard éclate le coup de tonnerre de la révolution égyptienne, le jeune Nemeiry songe à imiter l'exemple de ses aînés, du Caire en se lançant dans l'action politique au sein de l'armée. Ses activités secrètes sont d'abord dirigées contre l'occupant britannique jusqu'à l'indépendance (1956) puis contre la dictature imposée par le général Abboud en 1958.

Impliqué dans plusieurs tentatives de coup d'État, il est exclu de l'armée en 1959. Réintégré en 1961, il est affecté à des postes hors de la capitale au Soudan du Sud, où il participe aux opérations anti-guérilla. De retour à Khartoum, il est arrêté sous l'accusation d'avoir formé une organisation clandestine d'« officiers libres ». Libéré quelques mois plus tard, il est de nouveau emprisonné en novembre 1964 pour avoir participé au mouvement populaire qui devait aboutir au renversement du régime Abboud.

À partir de cette date, les « officiers libres » soudanais, dont le colonel Nemeiry est l'un des principaux figures, commencent à préparer leur propre prise de pouvoir. Le régime « pseudo-démocratique » qui s'est substitué à celui du général Abboud ne les satisfait pas. Soupçonné de menées subversives, Nemeiry est arrêté pour la troisième fois fin 1966 pour les besoins d'une enquête sur un putsch manqué. Il est désigné par la suite au poste de commandant de la place de Chendi, protégeant la capitale, poste qu'il occupera jusqu'au coup d'État militaire du 25 mai 1969.

Le coup d'État, qui porte en pouvoir une coalition d'officiers nation-

alistes et progressistes, ne renouë pratiquement pas de résistance : Khartoum tombe comme un fruit mûr entre les mains de quelques unités qui viennent d'Omdourman et de camp d'El Chagana. Aussitôt, le colonel Nemeiry, qui jouit de la confiance des huit autres membres d'un Conseil de commandement de la révolution qu'il préside, se proclame commandant en chef de l'armée avec le grade de général, et charge un civil, M. Babakar Awadallah, un juriste réputé pour son intégrité, de former un gouvernement de vingt et une personnes dont plusieurs sont membres ou sympathisants du Parti communiste soudanais.

Installé au pouvoir, le général Nemeiry ne dissimule guère ses options affirmant qu'il veut faire de la nouvelle République démocratique du Soudan « un phare du socialisme sur notre continent ». Il s'en prend aux sectes musulmanes qui « ont voulu faire de la religion l'opium du peuple », qui étaient sur le point de « promulguer une nouvelle Constitution faisant de l'islam la religion de l'État ».

Cependant, l'alliance conclue au lendemain du 25 mai 1969 entre le général Nemeiry et les officiers progressistes fait long feu. Dès juillet 1970, le chef de l'État affirme qu'il ne se fait aucune illusion sur les communistes « qui collaborent avec nous pour mieux nous dévorer ». Ces derniers critiquent pour leur part leurs partenaires nationalistes, des « nassériens attardés » qui veulent transposer le système instauré en Égypte en 1952 au Soudan où les conditions sont différentes. En octobre 1969, le président Nemeiry, qui avait déjà renforcé sa mainmise sur l'appareil de l'État, cumule les fonctions de chef de la junte avec celles de président du conseil, remplaçant à ce poste M. Babakar Awadallah jugé « trop complaisant » à l'égard des communistes. Les divers complots organisés par la droite — le chef de l'État avançant en 1969 le chiffre de dix tentatives dirigées contre le nouveau régime en l'espace de six mois — devaient contribuer néanmoins à retarder l'épreuve de force inévitable avec ses alliés communistes.

Le général Seward El Dahab : un officier discret issu d'une confrérie pro-égyptienne

Le général Abdel Rahman Seward El Dahab, qui vient de prendre le pouvoir à Khartoum, est un militaire de carrière que l'on croirait dépourvu de toute ambition politique. C'est d'ailleurs vraisemblablement pour cette raison que l'ancien président Nemeiry s'était dessaisi en sa faveur lors du remaniement ministériel du 16 mars dernier, de son portefeuille de la défense et l'avait promu commandant en chef de l'armée, poste qui était également détenu par l'ancien chef de l'État.

Officier discret, voire secret, le général Seward El Dahab (en arabe : « bracelet d'or »), était auparavant commandant en chef adjoint des forces armées et avait dirigé à ce titre à la fin de l'année 1984 les opérations militaires dans la sud du pays, contre les maquisards du colonel John Garang, le chef de l'armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), branche armée du Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS).

Le nouvel homme fort du Soudan appartient à la confrérie politico-religieuse des Khatmias, traditionnellement proche de l'Égypte et opposée aux Frères musulmans. La secte des Khatmias a partagé la domination du système politique soudanais jusqu'en 1969 avec sa rivale, la secte des Ansars du Sadek El Mahdi, fondée à la fin du dix-neuvième siècle dans un sursaut de nationalisme. Les deux sectes avaient été écartées du pouvoir

par l'ancien président Nemeiry, mais elles ont conservé une grande influence sur la société, notamment dans le Darfour et le Kordofan à l'ouest du pays.

L'appartenance du général Seward El Dahab, à la secte des Khatmias semble être l'une des raisons pour lesquelles le Caire ne s'est nullement inquiété du « coup d'État en blanc » de Khartoum. Cette attitude a été d'ailleurs confortée par l'une des premières déclarations du général Dahab, qui a affirmé que l'Égypte et le Soudan étaient liés « par le sang dans une destinée commune ».

[Né en 1934 à Omdourman, Seward El Dahab était entré à l'âge de vingt ans à l'académie militaire de Khartoum qu'il avait quittée quatre ans plus tard avec le titre de sous-lieutenant. Par la suite, le jeune Dahab perfectionnait son éducation militaire en Grande-Bretagne et en Jordanie, avant d'être nommé, pour une courte période, attaché militaire en Ouganda. Il a également servi dans la force de police du Qatar comme colonel et a été promu au rang de général de brigade dans l'armée du Qatar. En 1975, il regagne le Soudan où il dirige l'entraînement des forces armées soudanaises. Il est ensuite nommé commandant en chef du sud, puis responsable des opérations dans le nord. Le maréchal Nemeiry lui avait demandé en 1982 de devenir le chef de son état-major, mais il avait décliné cet offre en invoquant des raisons de santé. Depuis, il avait été promu commandant en chef adjoint des forces armées.]

Paris-Washington à partir de 4.255 F. Prêt à partir ?

Tarif Loisir a/r 14-60 jours. Selon la saison.

Vol sans escale tous les jours de CDG1
Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des États-Unis.

TWA ouvre la voie vers les USA.

ملنا من الحاصل

AFRIQUE

LA SITUATION AU SOUDAN

Les principaux dirigeants du régime déchu ont été arrêtés

(Suite de la première page.)

On ignore toutefois si la mesure a été prise de leur propre chef par les nouvelles autorités ou imposée par les manifestants qui, selon certaines informations, auraient pris d'assaut les prisons de la capitale. Quoi qu'il en soit, le général Dabab a déclaré dès dimanche le démantèlement de l'appareil de sécurité de l'Etat, qui comprenait quelque vingt mille agents, et la confiscation de ses biens.

Dès l'annonce du coup d'Etat samedi, des dizaines de milliers de Soudanais avaient envahi les rues de Khartoum pour manifester leur joie. Ils ont arraché et brûlé l'effigie du régime déchu, ainsi que les portraits du maréchal Némery. Les manifestants scandaient des slogans en faveur de l'instauration de la démocratie, de la libération de tous les détenus politiques, de la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, de l'extradition de l'ancien président Némery, actuellement au Caire, afin qu'il soit jugé. La foule scandait encore : « Le peuple n'aime. Nous sommes pour la révolution. Les baïes ne nous font pas peur. Un million de martyrs pour une nouvelle époque ».

Tandis que les membres des professions libérales repré- sentaient le travail dimanche, divers syndicats ont distribué des tracts dans les rues de la capitale dans lesquels ils appellent la population à poursuivre la grève jusqu'à l'obtention de l'assurance que les revendications populaires seraient satisfaites.

Lundi matin, le général Dabab n'avait toujours pas constitué de gouvernement mais, selon un dirigeant communiste résidant en Grande-Bretagne, M. Ezeldine Ali Amer, des conversations étaient en cours entre le chef de la conjuration victorieuse et les représentants des diverses formations de l'opposition. Dans divers communiqués publiés ce week-end, le général Dabab a cependant esquissé les grandes orientations du nouveau régime. Celui-ci n'a pas l'intention de « confisquer les droits politiques du peuple soudanais » et « remettre le pouvoir au peuple » dans le cadre d'un système pluraliste fondé sur des élections libres. Aucune date cependant n'est fixée pour le retour aux urnes. Une « période transitoire » serait mise à profit pour « l'établissement d'organisations démocratiques et un climat de neutralité politique qui garantirait des élections libres et impartiales ».

Les nouveaux dirigeants annoncent également la rédaction d'une « charte d'action nationale » fondée sur les principes suivants : « Indépendance totale, préservation de l'unité nationale, indépendance de la magistrature, liberté d'expression, respect des droits fondamentaux de l'individu, liberté de culte... ». Evoquant la rébellion qui sévit dans les provinces méridionales, les nouveaux dirigeants « rejettent l'effusion de sang entre frères » et se prononcent pour « un dialogue direct, fondé sur l'égalité des droits et des devoirs ».

Le président Moubarak : nos relations avec le nouveau régime sont « très bonnes »

De notre correspondant

Le Caire. — Le président Moubarak a affirmé, le dimanche 7 avril, que les relations entre les responsabilités égyptiennes et le nouveau pouvoir au Soudan étaient « très bonnes ». « Nous avons été en contact permanent avec le nouveau régime dès le début de l'annonce du premier communiqué » (prise du pouvoir par les militaires et destitution de Némery), a ajouté le raï dans une déclaration à la presse.

Les responsables du Caire avaient été informés du coup d'Etat samedi, quelques minutes avant l'arrivée du maréchal Némery de Washington, pour ce qui devait être « une courte escale à l'aéroport du Caire, avant de regagner Khartoum ». Le président Moubarak s'est personnellement évertué à convaincre le chef de l'Etat renversé de ne pas tenter de regagner le Soudan « pour redresser la situation ». L'ancien président, qui occupait vraisemblablement un engagement égyptien à ses côtés, a dû déchanter. M. Moubarak, qui avait dû être rassuré par le fait que le chef du coup d'Etat n'était ni pro-soviétique ni proche du colonel Kadhafi, a voulu éviter tout incident susceptible d'être perçu comme « hostile » par le nouveau régime.

M. Moubarak a toutefois précisé que le maréchal Némery, résidant actuellement au palais présidentiel de Taïra, au Caire, pourra continuer à séjourner en Egypte, « au même titre que les nombreux amis soudanais qui sont nos hôtes ».

Dans ses déclarations de dimanche, le chef de l'Etat égyptien a affirmé que son pays considérait que « ce qui n'est pas du Soudan est une affaire purement intérieure ne relevant que du peuple soudanais ». « Nous soutenons tout gouverne-

En matière de politique étrangère, la junte s'engage à respecter tous les engagements du Soudan tout en promettant « d'œuvrer au rétablissement des relations entre le Soudan et certains pays, notamment les Etats voisins... » sur la base d'une politique non alignée. Ainsi seraient désignées, selon certains observateurs, l'Union soviétique, la Libye et l'Ethiopie, avec lesquelles les relations étaient tendues à la veille du coup d'Etat.

Prudence soviétique

Tant les Etats-Unis que l'Union soviétique observent une grande prudence dans leurs appréciations du nouveau régime. L'agence Tass a annoncé le coup d'Etat sans commentaire, mais avec une satisfaction à peine déguisée devant la chute du gouvernement du maréchal Némery. Le département d'Etat américain a commencé par déclarer que « la politique des Etats-Unis n'a pas changé ». Mais, à la suite d'un entretien entre le général Dabab et le chargé d'affaires américain à Khartoum, on assurait à Washington que « les Etats-Unis partagent pleinement le désir [du nouveau pouvoir] d'entretenir des relations solides avec le Soudan ». Le général Dabab avait exprimé sa « reconnaissance pour l'assistance que les Etats-Unis ont fournie au Soudan ces dernières années ». Le chargé d'affaires américain a, pour sa part, assuré son interlocuteur que « l'aide américaine au Soudan, en matière d'approvisionnement et de dons d'autres domaines, continuerait ». Le gouvernement britannique s'est déclaré « encouragé » par l'évolution de la conjoncture soudanaise.

Les pays arabes, quasi unanimes, officiellement ou par le truchement de la presse officielle, ont accueilli avec grande satisfaction le renversement du maréchal Némery. La Libye a été la première à reconnaître le nouveau régime tout en précisant qu'elle n'avait nullement contribué à la « révolution ». Cependant le colonel Kadhafi espère mieux. Il a déclaré samedi : « Nous voulons que demain ou après-demain soient des jours de tristesse non seulement pour le traître Némery, mais aussi pour le traître Hosni Moubarak [le président égyptien], l'arrogant Reagan, l'impérialisme américain, les ennemis des Arabes et de l'Islam ».

Quant à la Syrie, l'allié de la Libye, elle a affirmé que « tous ceux qui lient leur destin à celui de l'impérialisme américain et au sionisme subiront le même sort que Némery, Anwar El-Sadate [l'ancien président égyptien assassiné en 1981] ou le chef d'Iran ».

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a été le premier chef d'Etat arabe à adresser un message personnel félicitant le général Dabab et souhaitant aux nouveaux dirigeants « succès et réussite ». Le Koweït, le Qatar, les Emirats arabes unis se sont exprimés d'en faire autant. La République islamique du Liban, pour sa part, que la chute du maréchal Némery constitue « un grand pas vers la victoire de la nation musulmane ». — (AFP, Reuters, AP, UPI).

ment choisi par le peuple soudanais et nous refusons de nous ingérer dans les affaires intérieures de Khartoum », a-t-il ajouté. Il a toutefois appelé le nouveau régime « à la vigilance, afin de parer à toute intervention étrangère ». Pour les responsables libanais, le Liban est une danger potentiel à ce niveau. Dès samedi, le premier ministre égyptien, le général Kamal Hassan Ali, avait adressé une mise en garde à Tripoli, en affirmant que le Caire « ne tolérera pas une ingérence étrangère directe ou indirecte dans les affaires du Soudan, qui constitue la profondeur stratégique de l'Egypte ».

Samedi, les autorités égyptiennes auraient, selon certaines sources, renforcé le dispositif militaire près de la frontière soudanaise « afin de parer à toute éventualité ». L'Egypte et le Soudan sont liés depuis 1976 par un pacte de défense commune, et au moins une trentaine de militaires égyptiens se trouvent à Khartoum où ils supervisent le système de défense antiaérienne de la capitale.

Malgré le soutien officiel accordé par le Caire au nouveau régime de Khartoum, certains responsables égyptiens laissent percer, en privé, une certaine réticence. Des tracts signés « Officiers libres » ont en effet circulé au Soudan, quelques jours avant le coup d'Etat. D'aucuns se demandent si le chef des putschistes, le général Seward al Dabab, ne sert pas de « couverture » à une tendance plus radicale, comme le général Mohamed Neguib le fit pour Nasser quand les « officiers libres » égyptiens renversèrent le roi Farouk en 1952.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Afrique du Sud

LE GRAND PÈLERINAGE DE L'ÉGLISE DE SION

Quand le président Pieter Botha est qualifié d'« homme de paix et d'amour »

De notre envoyé spécial

Moria. — Les « bons Noirs » étaient, et M. Pieter Botha les a rencontrés. Cela s'est passé dimanche 7 avril dans un coin tranquille et plutôt conservateur du Transvaal du Nord, la cité sainte de Moria, à une quarantaine de kilomètres de Pieterburg. Lieu de pèlerinage annuel des adeptes de l'Eglise de Sion (Zion Christian Church, ZCC), un petit village adossé à la montagne et dominé par une immense étoile blanche dessinée au sol. Destination pascalle de milliers de Noirs venus d'Afrique du Sud et des Etats environnants. Au dire de tous, le plus grand rassemblement chrétien d'Afrique en ce jour de Pâques, une concurrence ouverte à l'Europe et à Rome. La presse a annoncé allégrement le chiffre de un à deux millions de pèlerins. La réalité est plus proche du demi-million. Une belle assemblée tout de même pour le pape de ces lieux, l'évêque Barnabas Lekganyane, qui, âgé de trente ans, règne sur quatre millions de fidèles en Afrique du Sud. Une Eglise, qui, depuis ses origines, est dirigée de père en fils par la même famille. La grand-père Engenas a rompu en 1910 avec l'Eglise d'Ecosse, après « des visions venues directement du ciel ». Il a donc décidé de fonder sa propre Eglise, qui, au cours de ce week-end pascal, a fêté ses soixante-quinze années d'existence.

Une belle occasion pour inviter pour la première fois le premier personnage de l'Etat et lui faire allégeance. L'évêque a décerné une récompense, celle de la « liberté de Moria » à cet « homme de paix et d'amour ». Le président de la République, M. Pieter Botha, est arrivé en hélicoptère, en compagnie de son épouse, pour apporter sa bénédiction à ce bon peuple, tranquille, discipliné et respectueux.

L'évêque Barnabas Lekganyane est sorti de sa ville pour aller accueillir l'illustre visiteur. Invalide dans une splendide Cadillac noire six portes aux vitres fumées, il a traversé la foule précédé de la fanfare et de ses gardes du corps.

gardes qui portent kilt en souvenir de l'Eglise d'Ecosse. Une foule bigarrée mais sage applaudissait à son passage. Les hommes en uniforme de toile kaki, chaussures blanches et casquettes noires pour les troupes de base, en costume vert pour la hiérarchie et les prêtres. Les femmes en vêtements jaunes clair pour les plus âgées et en bleu azur pour les jeunes. Tous portent, épinglée sur leur poitrine, l'étoile de David argentée sur fond d'étoile verte, signe de ralliement de l'Eglise de Sion. Le roi, coquelard de la mort et de la maladie, est banni de cette religion, syncrétisme de plusieurs autres sur fond de croyances africaines.

L'arrivée du chef de l'Etat dans la Mecque du zionisme fut saluée par des applaudissements courtois. Pas d'acclamations ni de danses ni de chants pour celui qui, à peine devenu premier ministre, avait, en 1970, osé se rendre à Soweto. Une foule acquiesce, bienveillante, pour qui l'autorité est d'essence divine, et qui était manifestement fière d'accueillir un maître incontesté. C'est d'ailleurs ce que leur a dit M. Botha : « Il n'y a que l'autorité de Dieu. Il n'y a que ceux qui se conduisent mal qui ont à craindre quelque chose des dirigeants. Faites ce qui est bien et vous recevrez l'approbation du chef. Il est le serviteur de Dieu pour ce qui est bien ».

« Vous respectez la loi »

Le président de la République, arborant un casier jaune à la boutonnière, a fusillé les « messages de la terreur » et les « forces des ténébreux », ceux « qui viennent de loin avec un esprit malin pour tuer ou blesser des innocents. Nous ne devons pas leur permettre de briser nos maisons et détruire nos biens ». Au début de son allocution, les applaudissements saluèrent chacune des phrases du discours prononcé en an-

gleais, bien que la plus grande partie de la foule ne parle pas cette langue mais salue avec enthousiasme et l'assurément le message n'est donc pas véritablement passé, d'autant que des haut-parleurs détaillent ont interrompu une bonne partie de l'allocution, ce qui a contribué à séparer les applaudissements et à diminuer leur intensité.

« Vous respectez la loi, l'ordre et l'autorité », leur a dit M. Botha. « Je suis venu vous dire que nous le voyons, et nous vous respectons pour cela. Par le passé, nous ne nous sommes pas véritablement parlés. Regroupons-nous et parlons ensemble, comme nous le faisons maintenant. Par le passé, nous nous sommes pas véritablement entendus. Commençons à nous écouter comme nous le faisons maintenant. Aucune communauté ne peut être l'unique vainqueur. Nous devons gagner ensemble ou nous serons tous perdants... Là où les éléphants se battent, l'herbe ne repousse pas ».

Plus que jamais, le chef de l'Etat a fait référence à Dieu et aux principes chrétiens qui guident son action « protection de la liberté, de la loi et de l'adoration ». L'Afrique du Sud n'est pas parfaite, a-t-il reconnu. En tant qu'être humain, nous ne sommes pas non plus, mais, comme chrétiens nous avons une responsabilité, et nous devons tous l'assumer ».

Le président de la République a offert à l'évêque Lekganyane une bible en afrikaans, et ce dernier a fait remettre par sa fille un bouquet de fleurs à M^{me} Elize Botha, qui a serré l'enfant dans ses bras. Cette fête de la fraternité entre Noirs et Blancs s'est poursuivie autour d'une bonne table, avant que l'évêque, à son tour, ne délivre à l'assistance son message de paix : « Que Dieu vous bénisse et vous guide dans le sillon difficile de gouverner notre cher pays ».

Après quatre jours de prières, de chants et de recueils, le pèleri-

nage de Moria doit prendre fin lundi soir. Les quelque deux mille autobus, les camions et les voitures particulières vont reconduire dans leurs townships les fidèles d'une Eglise réputée pour son conservatisme et sa soumission à la loi. Les fidèles doivent observer des règles de vie strictes. Toute personne pénétrant à Moria doit s'abstenir de fumer, de boire de l'alcool et de se maquiller. La viande de porc est considérée comme impure. Le « jeu » et les médicaments, y compris l'aspirine, sont prohibés. Les sorcières sont à pour déceler toutes les maladies et les soigner. Pour Sion, l'avenir meilleur est dans l'autre monde. Alors, comme l'a déclaré le prophète Isaiah Shembe : « Les Blancs doivent refouler des portes du paradis, car personne ne peut gouverner deux fois ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

« La moitié des habitants de Crossroads acceptent d'être relégués ». Près de cinquante mille habitants du camp de squatters de Crossroads (près du Cap), où dix-huit personnes ont été tuées en février par la police lors de manifestations de résidents qui craignaient d'être évacués par force, ont accepté d'être relégués dans le camp de Khayelitsha, situé à une vingtaine de kilomètres plus au nord, a indiqué, samedi 6 avril, la presse sud-africaine. — (AFP).

« L'UDF va intensifier ses actions de déstabilisation civile ». Le Front démocratique uni (UDF) a décidé de lancer des actions ordonnées pour protester contre le système de l'apartheid, et de renforcer ses relations avec les syndicats, a annoncé, samedi 6 avril, le porte-parole de l'UDF, à l'issue du premier congrès annuel de ce mouvement. D'autre part, cinq personnes sont mortes au cours du week-end, à la suite des émeutes qui se sont produites dans plusieurs cités noires (AFP, AP, Reuters).

Tunisie

L'UGTT ne participera pas aux élections municipales

De notre correspondant

Tunis. — Le conseil général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), réuni du mardi 2 au jeudi 4 avril à Tunis, a décidé que la centrale s'abstiendrait de prendre part aux élections municipales du 12 mai, que ce soit en présentant des listes ou en participant à celle patronnée par le Parti socialiste destourien (PS).

C'est la première fois depuis l'indépendance que l'UGTT ne figu-

ra pas sur les listes électorales du Parti destourien. Les quelque six cents délégués syndicaux ont, en revanche, recommandé que, l'avenir, l'UGTT soit présente avec ses propres candidats dans toutes les consultations électorales, c'est-à-dire à partir de novembre 1986 lors des élections législatives.

Ainsi, non seulement la centrale syndicale confirme son autonomie, mais prend encore plus de distance à l'égard du pouvoir en envisageant d'ores et déjà d'entrer directement en compétition avec ses représentants dans dix-huit mois. C'est, expliquent les dirigeants syndicaux, parce que la situation sociale actuelle « requiert toute son attention et mobilise toutes ses énergies » que l'UGTT a choisi de demeurer en dehors des élections du mois prochain.

Le conseil national de la centrale a, d'autre part, accepté la proposition gouvernementale de poursuivre les négociations salariales au sein d'une commission tripartite (le 10 mai du 3 avril), mais en réaffirmant qu'elles devraient être exclusivement fondées sur la hausse du coût de la vie.

Les conversations s'annoncent donc particulièrement difficiles, d'autant plus que l'UGTT a confirmé les diverses grèves sectorielles et régionales déjà programmées et a, en outre, décidé le principe d'une grève générale dans la fonction publique, ce qui constituerait une première. Déjà, vendredi 5 avril, le trafic aérien a subi des perturbations.

MICHEL DEURÉ.

Ethiopie

QUATRE-VINGT-DIX OFFICIERS AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

Quatre-vingt-dix officiers — essentiellement des capitaines et des commandants — suspects d'avoir formé un complot contre le chef de l'Etat éthiopien, le colonel Mengistu, ont été arrêtés, rapporte le journal britannique The Sunday Times, qui cite des sources dignes de foi à Addis-Abeba. Ces arrestations, effectuées le 26 mars par des agents de la Sécurité, organisés que commande directement M. Mengistu, ont eu lieu à Addis-Abeba. « L'opération de l'armée était dominée dans une note politique ultra-sécritée signée du ministre de la justice, M. Amde-Mikeal et jointe à un projet de nouvelle Constitution », écrit The Sunday Times, qui assure avoir obtenu des exemplaires de ces deux documents. Le document politique réclame une intensification du travail d'éducation politique au sein des forces armées et signale que « l'administration se répand dans les villes et dans la brousse ». Les principales caractéristiques du projet de Constitution, qui pourrait avoir force de loi en mai prochain, sont le parti unique, un chef d'Etat « omnipotent », un système de surveillance généralisée pour débusquer les « contre-révolutionnaires » et « contrôler la vie des masses », l'abolition de toute propriété privée et un renforcement de l'alliance avec l'URSS.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

• ACCORD SUR DES VENTES D'ARMES ENTRE L'ITALIE ET LA CHINE. — M. Spadolini, ministre italien de la défense, et son homologue chinois, M. Zhang Aiping, ont signé, dimanche 7 avril, à Pékin, un mémorandum sur la coopération militaire prévoyant que Rome vendra des armes et formera des techniciens. Il s'agit du premier accord de ce type conclu par Pékin avec un pays occidental. Selon M. Spadolini, la Chine serait intéressée par l'achat de systèmes radars, d'avions de transport et de chasseurs, de torpilleurs, d'hélicoptères, de mines, ainsi que de différents systèmes électroniques. L'Italie se propose de demander un assouplissement des règles du COCOM envers la Chine lors de la prochaine réunion de cet organisme en juin. Le COCOM est le Comité de coordination des pays occidentaux sur le contrôle des exportations vers les pays communistes. — (AFP).

Grèce

• RÉVISION DE LA CONSTITUTION. — Le projet de révision de la Constitution présenté par le gouvernement socialiste de M. Papandréou et qui vise à réduire les pouvoirs du président de la République, a été adopté par le Parlement en première lecture samedi 6 avril. Il a recueilli 182 voix, soit le plein des voix de gauche à l'Assemblée. A deuxièmement vote doit avoir lieu le 9 avril.

Mozambique

• NOMINATION DU PREMIER AMBASSADEUR. — Le gouvernement de Maputo a annoncé, samedi 6 avril, la nomination de son premier ambassadeur à Paris, M. Isaac Miranga, un diplomate de carrière qui avait jusqu'ici la responsabilité du département des affaires juridiques et consulaires au ministère des affaires étrangères : le Mozambique aura désormais quatre ambassades en Occident : Portugal, Belgique et Communauté européenne, Etats-Unis et France. — (AFP).

Tchad

• M. HISSÈNE HABRE EFFECTUE UNE NOUVELLE TOURNÉE DANS LE SUD. — Le président tchadien a quitté N'Djamena, dimanche matin 7 avril, à destination de Bangor, chef-lieu du Mayo-Kebbi, pour une seconde tournée dans le sud du Tchad. Il doit se rendre ensuite à Lal (Tandjile) et à Am-Timane, dans le Salamat, au nord du Moyen-Chari. Au cours de sa première tournée dans le Sud, du 9 au 16 mars dernier, M. Habre avait visité Sahr (Moyen-Chari), Doba (Logone orientale), et Moumouda (Logone occidentale). — (AFP).

(Publié)

ANGLAIS/ALLEMAND/ESPAGNOL/ITALIEN/RUSSE/GREC

DIPLOME DE LANGUES

A VOCATION PROFESSIONNELLE

Préparez, tranquillement, chez vous, par correspondance, un examen de langue pratique, pour valoriser votre formation et augmenter votre qualification.

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES, UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE.

ETS TRADUCTEUR D'ENTREPRISE

Centres d'études dans toute la France. Préparations académiques à tout cours qui possèdent une pratique courante de la langue. Cours de mise à niveau pour débutants et ceux défectueux. Inscriptions toute l'année. Orientation et formation continue. Cours et examens complémentaires à Paris-Louvain.

Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, service 4282, 36, rue Colonne, 92303 Paris-La Neuville. Tél. : (1) 270-41-28 ou 270-73-43 (répondra tous les jours).

politique

LA SITUATION DANS LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Une métropolitaine tuée sur la côte est

Une enseignante métropolitaine a été tuée lundi soir 8 avril près de Houailou, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, à la suite d'un jet de pierres en direction de sa voiture.

Depuis vendredi, de nombreuses agressions à coups de pierres avaient été commises dans cette région. Trois personnes avaient été blessées dimanche. Dans l'après-midi du lundi, une opération de gendarmerie avait été menée dans la tribu de Coula (commune de Houailou). Quatre cents gendarmes mobiles et quatre hélicoptères y avaient pris part. Il s'agissait d'interpeller les auteurs de jets de pierres. Cette opération avait été conduite avec l'accord des autorités coutumières, qui semblaient avoir facilité l'accès de la tribu aux gendarmes.

Les activités de la mine de nickel de Thio, sur la côte est, interrompues pendant quatre mois et reprises le 1^{er} avril sous réserve d'un accord entre le personnel métallurgiste et le SLN (Société Le Nickel), doivent retrouver un niveau normal mardi, la SLN et les ouvriers canadiens étant parvenus, à un accord sur les revendications de ces derniers.

Les bagarres entre Mélanésiens aux îles Belep, au nord de la Nouvelle-Calédonie, ont fait, le 6 avril, deux blessés, qui ont dû être évacués en avion, samedi, sur Nouméa. L'un des blessés est le receveur de la poste, victime d'un affrontement avec des militants du FLNKS. Les îles Belep, habitées par huit cents Mélanésiens et une infirmerie européenne, avaient déjà connu, il y a six ans, des conflits entre clans, qui avaient fait un mort.

Une cinquantaine d'anciens parachutistes et d'anciens combattants d'Afrique du Nord ont organisé un « pique-nique », dimanche, devant la villa de M. Edgar Pisani, député du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, à Clans, dans l'arrière-pays nicotien. M. Pisani était absent. Les manifestants, qui répondaient à l'appel du Comité d'action patriotique pour la Nouvelle-Calédonie, souhaitent remettre au député du gouvernement une motion exigeant que ce territoire « jouisse de tous les bienfaits de la République française ».

Caldochie Coca-Cola

De notre correspondant

La Foa. — La bannière étoilée flotte sur Ouano. Sur les douze kilomètres de piste poussiéreuse qui traversent la propriété Paladini, s'étire un long cortège formé par des voitures des parisiens « calédoniens américains ». Ils sont six mille. Pour ce premier rassemblement de l'Association des amis des États-Unis, les caldoches n'ont pas ménagé sur les amérindiens. Les plus convaincus sont venus dans une jeep démontée de la dernière guerre ou dans une Chevrolet cinquante de chromes et de chromes. Les broussards ont sorti le stétoscope de John Wayne. La Coca-Cola coule à flots. Cette joyeuse fête batte dans une ambiance sonore à base de country music des derniers tubes venus du Pacifique et d'accents caldoches savoureux, mélange d'intonations helvétiques et de pieds-noirs nasillardes. A cela près on se croirait dans une fête agricole du Midwest.

A l'entrée de la propriété Paladini, un panneau écrivait : « Propriété privée, défense absolue de circuler hors de la route, de chasser, de toucher, de couper, de prendre quoi que ce soit sous peine des tribunaux ». C'est signé René et Florentino Paladini, propriétaires de ces mille hectares en friche, des Calédoniens d'origine italienne nostalgiques de l'époque où l'on mettait les Canaques.

Sur une estrade de bois s'agit un animateur apparemment indifférent à la chaleur étouffante. Il harangue la foule, car c'est le moment de la remise du prix au stockman — il est à la étape calédonienne — ce que le cow-boy est à l'Arizona — le plus rapide de l'Ouest (de la Grande Terre d'entendre, car de l'autre côté de la chaîne, sur la côte est, il n'y a point de pluie). Hurlant dans son micro, l'animateur s'adresse à la jeune fille qui vient de remettre la trophée Coca-Cola au gagnant. Histoire de rester dans le ton, il lui pose quelques questions sur les États-Unis. On commence par quelque chose de pas très difficile. « Quel est le nom du président des États-Unis ? » demande la Sabatier des antipodes.

— Ben, heu...

Visiblement, aucun souvenir d'un cow-boy pourtant célèbre.

— Et celui de son prédécesseur ? », harcèle l'animateur. Pas de réminiscence non plus pour cette jeune fille au corsage en vinyle et au short coupé dans un drapeau américain de l'illustra-

teuses difficultés aussi pour lui faire sortir le nom de Carl Lewis, le grand vainqueur des Jeux olympiques. On s'estime heureux malgré tout, elle n'est pas allée jusqu'à attribuer à Christophe Colomb la découverte de la Nouvelle-Calédonie, comme une célèbre miss locale. Une miss Calédonienne justement, en voilà une transportée en hélicoptère depuis Nouméa. Celle-ci est du cru 1984, elle lors de la foire agricole de Bourail. Elle s'appelle Nathalie Jones, un nom dont la consonance s'accorde parfaitement aux circonstances. Elle est venue présider du haut de son maître quatre-vingts l'élection de miss America qui doit clore la manifestation.

Cow-boys et Indiens

Dans le bicoque en toile qui jouxte le podium, on fait le bilan. Les cinq cents adhérents enregistrés dans la journée ont permis à l'Association des amis des États-Unis de dépasser les dix mille adhérents qu'elle revendiquait jusqu'alors. M. Roger Ludeau, président de l'association, se déclare le premier surpris par l'expansion de son mouvement qui siège dans un modeste local attenant à son magasin de pièces détachées de La Foa. En mai 1984, lorsque M. Ludeau crée son amicale, il ne compte qu'une vingtaine. En septembre de la même année, ils sont deux cents cinquante-sept adhérents, deux mille six cents en février 1985 et aujourd'hui, dit-il, presque quatre fois plus.

M. Ludeau n'est jamais allé aux États-Unis. Né sur le territoire, il n'était pas là entre 1942 et 1945 période où stationnaient en Nouvelle-Calédonie trois cent mille soldats américains (soit mille soldats américains soit plus du tiers de la population du moment). « A l'époque, clame-t-il avec indignation, on se battait pour une France qui aujourd'hui nous rejette. Alors maintenant on se bat pour devenir Américains... »

Dans sa retraite de Hienghène, s'il a regardé à la télévision le compte-rendu du rassemblement de dimanche, M. Jean-Marie Tjebkous, le chef de file des indépendantistes, a dû se rappeler la phrase qu'il avait prononcée au sujet des admirateurs de la grande et forte Amérique : « Ils aiment Reagan parce que c'est un cow-boy. Les cow-boys tuent les Indiens. »

FREDERIC FILLOUX.

A LA RÉUNION

La guerre des Vergès et des Virapoullé

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Au premier coup d'œil, le débat politique réunionnais résume à une guerre de clans entre deux familles dont les chamailleries ressemblent à un interminable combat de boxe. Perdu dans l'océan Indien, le ring n'est qu'un gros caillou, mais les coups tombent dru, parfois même les coups les moins chez les professionnels aguerris.

Voici les combattants retournés dans leur coin après le match des cantonales. A gauche, dans les cordes, encore groggy, Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais (PCR) et ses deux fils Vincent et Pierre. A droite, Louis Virapoullé et son frère Jean-Paul (UDF), vainqueur par KO, c'est-à-dire au premier tour, de Paul et de Vincent Vergès.

Résumer ainsi la vie politique réunionnaise, c'est la simplifier mais non la caricaturer car la guerre des Vergès et des Virapoullé reflète assez fidèlement la situation de l'île. Le recul d'un PCR trahi, estimé-t-il par le gouvernement socialiste et la victoire des départementalistes parisiens de liens étroits avec la métropole, une victoire en forme de « oui » de soulagement.

Bien sûr, il existe d'autres combattants. Un RPR qui a encore du punch bien que son champion Michel Debré a encore plus la même attraction sur les foules, et un PS aujourd'hui exsangue faute de s'être rangé dans l'un des deux camps obligés, celui des autonomistes ou des « intégrationnistes ».

Triomphe à contre-courant

Autonomiste à géométrie variable, le PCR ne souffre pas de ce voisinage. Il n'a jamais fait qu'une bouchée du PS. Le vrai problème du PCR, si l'on en croit Paul Vergès, c'est le revirement du gouvernement socialiste qui, après avoir fait minuter la Réunion, la possibilité d'une intégration à la métropole sans assimilation, n'a pas tenu ses promesses. Il y eut cette décision d'écorner les heures scolaires (la préfecture dut, à cette occasion, faire sortir les CRS de la rue) et, surtout, ce renoncement au projet d'assemblée unique qui aurait fait du pôle conseil régional un département autonome.

Jusqu'à là, le PCR avait espéré, au point de revendiquer l'étiquette de premier parti de la majorité présidentielle. « A la Réunion, convient Paul Vergès, l'état de grâce n'a pas duré six mois, mais trois ans ». Plus dur fut la chute. Après un triomphe à contre-courant de la métropole, aux élections municipales de 1983, le déclin s'amorça.

Sans doute le PCR s'en remettrait-il. Recueillant bon an mal an un

tiers des voix, sa situation n'est pas comparable à celle du PCF. Il n'empêche qu'il lui faut aujourd'hui rebondir. Douché par son flirt avec le gouvernement, il cherche à remonter le pas en cassant de coups l'ambition de la droite. C'est là un terrain connu de lui sans surprises, encore que la grève générale organisée le 28 mars par la CGT réunionnaise n'ait connu qu'un médiocre succès.

Politiquement, le PCR rumine sa déception et se cherche. L'heure est venue d'une réorientation dont la direction n'apparaît pas clairement, et sans doute, pour Paul Vergès, de penser à sa succession.

Jumex de Jacques Vergès, l'avocat de Klaus Barbie, le secrétaire général du PCR vient d'avoir soixante ans. Sa succession n'est pas ouverte, mais on a dû mal à imaginer le Parti communiste réunionnais, sinon dirigé par un Vergès, à moins sans les Vergès. Le père de Paul, Raymond Vergès, agronome, ingénieur, médecin des pauvres, journaliste et député, était pas communiste. Son socialisme était plutôt celui d'un Jaurès, mais il présida en novembre 1947 la première conférence fédérale du PCF à la Réunion (le PCF autonome n'existait que depuis 1959). C'est cette conférence, qui fut de « l'enseignement du grand Staline », décida de « constituer des cellules dans toutes les localités et quartiers de l'île ».

Les années passant, le docteur Raymond Vergès, décédé en 1957, a aujourd'hui des petits-fils que Paul, le fils, s'efforce de lancer dans la politique. Ils sont à l'École, n'ayant essayé jusqu'ici que des défaites électorales. Agé de trente ans, Vincent est journaliste à *Témoin*, le quotidien du PCR. Pierre, le cadet, dirige à vingt-sept ans, et par la grâce de son père, le syndicat qui regroupe six des sept municipalités communistes de l'île.

« Perrain »

Certains militants du PCR restent en sourdine à la constitution d'une dynastie des Vergès, encore que, à en croire Paul, les « camarades » n'aient rien trouvé à redire aux candidatures de ses fils dans des circonscriptions réputées difficiles. Moins charitable, la droite de l'île prédit que Vincent et Pierre « auront du mal à maintenir le nom ». Et il est vrai qu'ils n'ont pas la stature de leur père et n'auront jamais auprès du petit peuple réunionnais l'aura de leur grand-père. C'est peut-être là le drame du scrutin de terre dans une île où les intégrationnistes se filient avec celui qu'ils appellent « le docteur Vergès », une légende

que personne ne reconnaît pour l'instant à ses enfants.

Sans les Virapoullé, les Vergès existaient sans doute politiquement. Mais sans les Vergès, les Virapoullé n'occuperaient pas la place qui est la leur aujourd'hui à la Réunion. C'est surtout vrai de Louis Virapoullé, cinquante ans, élu sénateur en 1974 avec le soutien, au second tour, des communistes, soutien qui lui fut accordé après qu'il eut donné son feu vert en catimini et en renchérissant à une déclaration favorable à l'autodétermination de l'île. Son seul et unique métier politique depuis lors est d'avoir fait valoir ce faux pas profitable en donnant à croire aux Réunionnais qu'il avait pris au palais du Luxembourg la tête de la croisade contre le projet d'assemblée unique, au fait d'arriver qui lui valut une réélection confortable en 1983.

Malgré son front dégainé et sa crinière de jais, son air placide et son élocution rouflaite, Louis Virapoullé est pas politiquement sans Jean-Paul, son cadet de neuf ans, un batteur acrobate. Officiellement conseiller de gestion et d'économie rurale, Jean-Paul est surtout un animal politique. Aujourd'hui conseiller régional, maire de Saint-André, premier vice-président du conseil général, il se voyait il y a pas si longtemps député. En 1986, dans la première circonscription, celle de Michel Debré, un crime de lèse-majesté. Loin de lui l'idée de débaucher l'ancien premier ministre de son piedestal réunionnais car « même à soixante-trois ans, il peut encore rendre des services », mais avant l'annonce de la réforme de scrutin il voyait bien celui-ci candidat sur une liste nationale à la proportionnelle.

Pressé, il mène avec flair et détermination sa carrière et celle de son frère qu'il appelle « perrain » ce que Louis est réellement. Cette filiation ne lui vaut pas que des partisans. Elle lui attire plutôt des crocs-en-jambe de présumés amis dont il s'est jusqu'ici bien tiré. « Un jeune de mon âge, ça aime à se battre », dit-il, glissant aimablement Auguste Legros, président (RPR) du conseil général et suppléant de Michel Debré. Quant à l'accusation, lancée par le père, de « débaucher » des voix par le jeu des adversaires de droite et de gauche de jouer sur les particularismes de la communauté amovible dont il est issu, voire sur les prétendues aspirations autonomistes de cette communauté, pour se faire réélire, il la balaye d'un revers de la main. « Départementaliste à 100 % », il n'a qu'un pays : « La France, pas l'Inde », qu'un objectif : « Sortir les enfants des cases au sol de terre brûlée pour en faire des ingéieurs ». Ce qui est vrai cependant, c'est que les Tamouls, très

nombreux à Saint-André (ils sont à peu près 25 % dans l'île) se voient plus autant pour le PCR. « J'en ai fait, déclare-t-il, fièrement, des départementalistes ».

Jean-Paul doit son succès contre Vincent Vergès aux élections municipales partielles de 1984 à sa fibre populiste et à des méthodes qu'il a « piquées », explique-t-il, aux communistes : quadrillage systématique des quartiers, constitution de « cellules » par bloc d'immeuble et assemblées de discussion. Sa plus grande satisfaction est, de se faire remettre par les militants communistes qu'il réussit ainsi à convaincre leur carte du PCF, qu'il brandit comme un trophée. « Un joli succès, hein, perrain ? ».

Pupilet

L'UDF n'est pour Jean-Paul qu'une éternelle commode. Les mauvaises langues prétendent que sans son frère et lui elle n'aurait plus d'existence. A la Réunion, qui présume exact. Il est vrai que, occupé à satisfaire ses propres ambitions, Jean-Paul n'a guère le temps de faire du prosélytisme. Il lui suffit de se poser en seul vrai adversaire et en vainqueur des Vergès, un gros morceau.

Après le match des municipales, celui des cantonales a confirmé cette victoire de l'animal indolent. Sans doute Paul et Vincent Vergès commentent-ils l'absence de venir chercher Louis et Jean-Paul Virapoullé dans leurs cantons de Saint-André. Cela ne pouvait que valoriser exagérément ces derniers. Mais le docteur Raymond Vergès fut maire de la ville et c'est là, contre Paul Vergès, aux cantonales de 1969 que Jean-Paul Virapoullé remporta, à vingt-six ans, son premier succès politique.

Comment imaginer ailleurs le pupilet entre les Vergès et les Virapoullé. Car pupilet il y a. Les lois d'amnistie, les articles sur la diffamation, la prudence et le manque de place empêchant d'entrer dans les détails des recours et des plaintes pour fraude électorale que les Vergès ont déposés depuis plus de quinze ans contre les Virapoullé et les condamnations qui ont parfois suivi, sans parler des plaintes pour divers motifs des Virapoullé contre les Vergès.

Il y a là de quoi occuper à peu près à plein temps une chambre correctionnelle et un tribunal administratif ou période pré et post-électorale. Ainsi le ventent les mauvais politiques locaux qui se sont pourtant, au cours de ces dernières années, sans pour cela rentrer à cette guerre de clans son cachet authentiquement réunionnais.

BERTRAND LE GENDRE.

Une stratégie commune

(Suite de la première page.)

La « déclaration de politique générale » adoptée à l'unanimité par les participants à l'initiative d'une ligne départementaliste postule que « le suffrage universel n'est qu'un feu et un alibi en système colonial ». Le gouvernement de gauche, qui invite depuis 1981 les indépendantistes à s'exprimer dans la légalité des urnes, se voit donc opposer un refus catégorique.

Pour stériliser donc les solennels, les termes de la déclaration ne sont pas moins révélateurs de l'agressivité de leurs auteurs. L'état français y est accusé d'« occupation militaire permanente », d'« utilisation systématique de forces militaires à des tâches de basse police, occasionnant des exactions et des répressions sanglantes », de « concours de milices locales », de « pratique à l'encontre des populations d'une forme de génocide », d'« étouffer les cultures spécifiques afin de saper la base de la prise de conscience patriotique », etc.

Concrètement, la conférence a décidé de mettre en place, sans doute à Paris, un « secrétariat de liaison et d'information ». Ce secrétariat permanent entendrait très vite de saisir le comité de décolonisation de l'ONU pour demander que les DOM-TOM soient insérés « sur le libre des pays à décoloniser ». Il demandera aussi aux organisations internationales d'envoyer dans les départements et territoires d'outre-mer des « commissions d'enquête ».

Les indépendantistes antillais et guyanais se rejoignent également pour souligner « c'est le deuxième enseignement de la conférence » que l'idée d'indépendance a déjà fait assez de chemin dans leur esprit pour se traduire aujourd'hui par une autre certitude : sans indépendance économique, il ne peut y avoir d'autonomie politique. Partisans du non-alignement, leurs experts font le choix d'un développement économique « autarcisé et intégré ». Il ne s'agit pas, disent-ils, de préconiser l'autarcie, mais de repenser les échanges des anciennes colonies

avec l'extérieur. Le modèle qui leur retient consiste essentiellement en un projet d'autonomie alimentaire, pour chacun des DOM-TOM, qui serait fondé sur « la soumission de l'industrie à l'agriculture ».

Enfin, cette conférence a confirmé — troisième enseignement — que de tous les mouvements nationalistes de l'outre-mer français le courant guadeloupéen est actuellement celui qui est le plus avancé dans sa démarche. Au nom de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, principale organisation de la réunion, M. Roland Theureau a exposé quelle société les indépendantistes guadeloupéens pourraient organiser s'ils parvenaient un jour à leurs fins. Il s'agitrait par exemple d'être en Guadeloupe, au suffrage universel direct, une assemblée populaire nationale qui ferait un gouvernement chargé de diriger le pays en appliquant les décisions de l'assemblée. Dans la système judiciaire, il conviendrait d'assurer une meilleure représentation du peuple à la justice en nommant des « médiateurs locaux » chargés de « régler l'ensemble des litiges simples ». Dans la vie politique, il faudrait de « garantir la libre existence des partis politiques, à l'exception des partis rattachés à un parti politique français ou à un autre pays étranger ou luttant pour le retour à la tutelle coloniale française ».

Les hommes politiques « ayant agi jusqu'au bout pour maintenir le peuple sous le joug colonial français seraient privés de leurs droits civiques ». Dans la vie syndicale, le droit de grève et de manifestation serait « garanti et protégé », ainsi que « la libre existence des organisations syndicales » à l'exception « des filiales de syndicats français ou d'autres pays », etc.

A la fin de cette conférence, les nationalistes guadeloupéens apparaissent confortés dans leur ambition de partager, avec les indépendantistes canariques, le leadership d'un front indépendantiste en voie d'esquisse.

ALAIN ROLLAT.

Propos et débats

M. Seguin : un « certain courage »

Invité de l'émission de T.F.1, « Midi-Press », dimanche 7 avril, M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a estimé que la démission de M. Michel Rocard relève d'un « certain courage ». Toutefois, il a rappelé que M. Rocard avait fait campagne en faveur des 110 propositions de M. Mitterrand, qui prévoyait la proportionnelle, quant à la succession de M. Rocard au ministère de l'Agriculture. M. Seguin a déclaré : « A la limite, c'est M. Le Pen qui aurait dû le remplacer. La défection de M. Rocard est très largement compensée par l'appui sans réserve qu'il apporte au Parti à M. Mitterrand. Approuvant la position de M. Raymond Barre, qui soutiendrait en 1986 les candidats de la droite, M. Seguin a souligné que l'accord RPR et UDF n'était qu'un engagement verbal que le refus de toute collaboration avec le PS et le Front national.

M. Poniatowski : la pêche en eau trouble

Pour M. Michel Poniatowski, « une proportionnelle intégrée départementale » morcelait les forces politiques, en favorisant les marginaux, les groupuscules et l'extrême droite, fournit (à M. Mitterrand) les meilleurs moyens de pêcher en eau trouble ». Dans une interview au Journal du Dimanche, datée du 7 avril, l'ancien ministre évoque également l'immigration. Selon lui, « nous laissons s'organiser sous nos yeux de véritables petites Patotas à domicile » et, ajoute-t-il, avec « un million d'Algériens » en plus, il y aurait du « kadhafisme » et du « khoménisme » en France. Quant au Front national, M. Poniatowski distingue entre une « aile d'extrême droite fondamentaliste » et une « aile de droite classique » et une « aile d'extrême gauche devenue réformiste et une droite qui prend le grand virage de la radicalisation [choisir] la tendance moderniste ».

M. Schwartzberg : un scrutin de dégel

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat au université, qui participait, dimanche 7 avril au Grand Jury RTL-Le Monde, a expliqué que la proportionnelle « peut avoir le vertu d'être un scrutin de dégel ». Estimant qu'un « décongelant central » face la défection en 1986, le président d'honneur du MRG a affirmé que cet décret « entre une gauche devenue réformiste et une droite qui prend le grand virage de la radicalisation [choisir] la tendance moderniste ».

Selon M. Schwartzberg, l'« aile centriste de l'UDF pourrait avoir la proportionnelle » retrouver davantage d'autonomie dans son comportement électoral. A propos de la démission de M. Michel Rocard, il s'est déclaré étonné : « Je pense que c'est dommage [et] regrettable », a-t-il poursuivi, avant d'ajouter : « L'essentiel pour la majorité dans cette période difficile, c'est (...) le rassemblement de toutes les forces, de tous ceux qui peuvent incarner son action et la servir (...). Cette considération-là doit primer sur toute ou telle divergence qui peut advenir par ailleurs sur tel ou tel sujet. »

MATIERES
PREMIERES

Le Monde ECONOMIE

A LA RECHERCHE DE L'OR

Magie jaune

TOUJOURS plus bas : il faut sans cesse descendre davantage dans les profondeurs de la Terre pour trouver les reefs, ces veines de 2 à 3 centimètres de large qui, en Afrique du Sud, contiennent des paillettes d'or. Record : plus de 4 000 mètres sous la surface du sol, la hauteur des Grandes Jorasses. Une plongée à 65 kilomètres à l'heure.

L'or se gagne à la sueur du front des mineurs noirs, accroupis, agenouillés, recroquevillés au fond des failles. La chaleur, refroidie, atteint 34 °C, et la pression de la roche est comparable à celle qui est relevée à 10 000 mètres sous la mer. Deux morts par jour dans les cinquante-cinq mines sud-africaines, qui assurent près de la moitié de la production mondiale de métal jaune. Cent ans d'exploitation.

VAAL REEFS, sur le plateau, au sud-ouest de Johannesburg, un des plus importants gisements de la planète. Van Cleef, sur une place, au cœur de Paris, une des plus célèbres joailleries. Le contraste est brutal entre les trente mille travailleurs des ténèbres et les amateurs internationaux de bijoux.

Le fièvre de l'or persista depuis des temps immémoriaux. Au début des années 80, elle s'est emparée à nouveau du Canada, où le Hemlo a succédé au Yukon des orpailleurs. Dix mille sociétés détiennent des propriétés aurifères ; mais il n'y a que quarante-quatre mines en fonctionnement. Elle a saisi le Brésil, où, en Amazonie, les déshérités du Nord-Est cherchent fortune en creusant une terre souvent détrempée.

La contrebande est florissante dans ce pays, qui en fut, au dix-huitième siècle, le principal producteur, comme en Inde, où des chaloupes venues du Golfe transportent des « biscuits » d'or en dessous de cargaisons de dattes. Les Indiens détiennent, surtout sous forme de bagues, bracelets et colliers, plus de 5 000 tonnes d'or. Pour leur part, les Français en théauriseraient 4 000 tonnes.

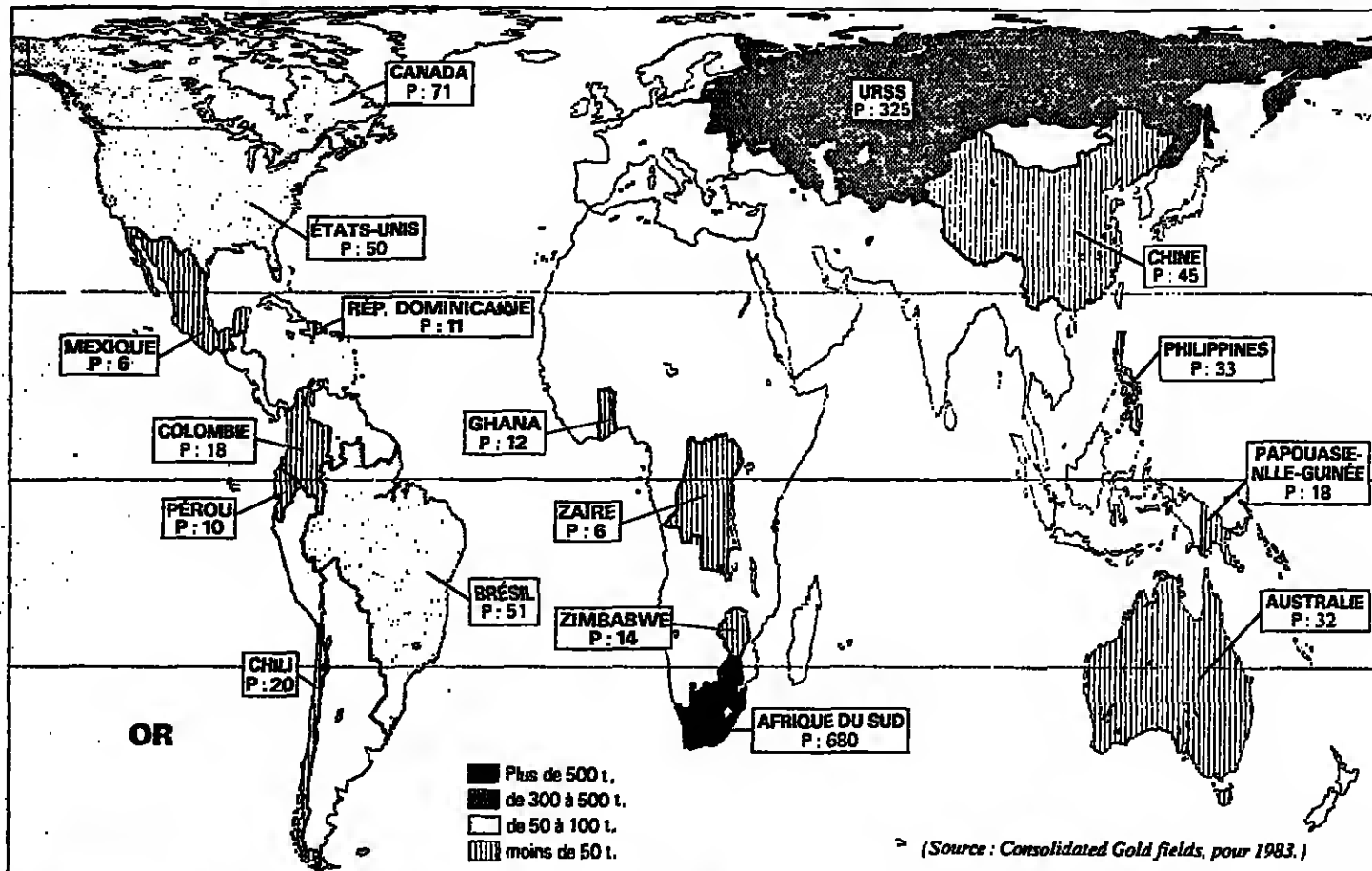
MAGIE jaune. Avec ses qualités particulières — il est inaltérable, malléable, ductile (1 gramme peut s'étirer sur 3 kilomètres), — l'or est apparu comme le plus parfait des métaux, et il fut un des premiers à être utilisé. Il y a six ou sept mille ans. Sa luminosité et sa pureté en firent un métal sacré, symbole du Soleil.

Aussi l'attrait de l'or a-t-il toujours été irrésistible. Les aventuriers du monde entier sont partis à sa recherche, lors des grandes ruées du dix-neuvième siècle, en Californie, en Australie, au Transvaal et au Klondike. Ni le désert ni les glaces n'ont arrêté leur quête — souvent vaine (les pépites sont très rares) — de richesses.

L'or est aussi lié au pouvoir. En Lydie, autrefois, le roi Crésus établit son influence sur les royaumes de la rivière Pactole. Les Egyptiens s'en servaient dans leurs rites funéraires, tandis qu'il tint un grand rôle dans les civilisations aztèque et inca.

Les alchimistes tentèrent pendant des siècles de trouver la pierre philosophale capable de transmuter les métaux en or. Plus prosaïquement, le métal précieux a facilité le commerce et cette « relique barbare », dont parlait John Maynard Keynes, a servi d'étalon dans les relations monétaires internationales.

MICHEL BOYER.



L'Afrique du Sud domine la production mondiale d'or (680 tonnes en 1983), très loin devant l'URSS (325 tonnes). Pour sa part, la France exploite les deux seules mines d'or d'Europe occidentale, à Salsigne dans l'Aude (1,7 tonne en 1983) et au Bourneix dans la Haute-Vienne (0,5 tonne).

La fortune de l'Afrique du Sud

L'OR synonyme d'Afrique du Sud : 43 % du métal produit dans le monde au cours des quatre-vingt-dix-neuf dernières années l'ont été dans ce pays, qui en est le premier producteur et le premier exportateur, tout en possédant 60 % des réserves terrestres. Depuis 1886, année de la découverte, la part sud-africaine dans la production de l'or n'a cessé de croître, passant de 0,8 % en 1887 à 63 % du monde non communiste actuellement.

En un siècle, l'or a assuré la fortune du pays, prenant une place de plus en plus grande dans l'économie nationale. Après une constante progression jusqu'en 1970, où le record de 1 000 tonnes est établi, la production a depuis cessé de baisser, enregistrant toutefois un petit redressement ces dernières années. De quoi remplir quelques coffres. Les quelque 20 000 tonnes encore enfouies dans le sous-sol selon les estimations permettent d'assurer une production de 700 tonnes en moyenne pendant trente ans, même si l'extraction coûte de plus en plus cher.

Il faut descendre toujours plus bas. Les mines d'or d'Afrique du Sud sont les plus profondes du monde — 4 000 mètres et plus. Des territoires où l'espèce humaine n'avait jamais pénétré et où mainte-

nant elle travaille pour s'emparer du précieux métal. A quel prix ? Au fil des ans, il faut de plus en plus extraire de minerai pour lui faire ensuite rendre le trésor qu'il renferme, solidement aggloméré au quartz.

Plus de 100 millions de tonnes de cailloux ont été sortis des entrailles de la terre en 1984 pour pouvoir récupérer de l'or (mais aussi de l'uranium qui lui est souvent associé) : 8 à 10 grammes par tonne en général, mais une moyenne nationale de 6,44. C'est peu apparemment, mais cela reste rentable.

Les coûts de production ne cessent de progresser, mais les bénéfices demeurent substantiels au fur et à mesure que la quête de l'or avance. Aussi, en dépit de la chute de l'or sur le marché mondial (300 dollars l'once en moyenne, alors qu'il avait passé la barre des 800 dollars en 1980), seize mines ont-elles repris de coûteux programmes d'investissement. Même si dans les années à venir, selon les prévisions, la part de l'Afrique du Sud diminuera dans la production mondiale, ce pays restera encore pour longtemps le numéro un.

Sur le rand

Le filon n'est pas près d'être tari et personne ne supposait, il y a un siècle, que sur ces terres arides, plates et balayées par le vent du Witwatersrand (criste des eaux blanches), à près de 2 000 mètres d'altitude, il y avait, cachée au cœur de la terre, une telle richesse. C'est en 1886 qu'un prospecteur du nom de George Harrison découvrit à la ferme de Landlaagte, à proximité de Johannesburg, une pierre contenant de l'or. Ainsi débuta la ruée, et une ville naquit qui, aujourd'hui, est la capitale économique et financière du pays, la ville de l'or.

Le bassin aurifère est constitué par un arc de 480 kilomètres de long, à cheval sur la frontière entre le Transvaal et l'Etat libre d'Orange. Le Reef, tel est le nom donné à cette veine qui court sous la Vaal-River. Sept principales zones d'exploitation, 55 mines — 21 modestes, 34 autres plus importantes — que se partagent six grands groupes industriels, dont le trust Anglo-American Corporation, qui extraient la roche contenant les fines particules d'or, le plus souvent invisibles à l'œil nu.

Dur travail. A 1 000 mètres sous terre, la pression de la roche est équivalente à celle relevée à 2 700 mètres sous la mer. A 3 600 mètres, c'est comme si on avait 10 000 mètres d'eau au-dessus de la tête. Travail dangereux, qui,

chaque année, coûte la vie à six cents mineurs. Les chutes de rochers sont la principale cause des accidents mortels. Travail inhumain, en raison de l'étroitesse de la veine, qui ne permet pas d'y accéder à l'aide de machines. La température peut atteindre 60 degrés. Elle est réduite au moyen d'air pompé à la surface, puis ventilé. On utilise même de la glace. L'installation de refroidissement de la mine de President Steyn consomme autant d'électricité que la ville de Kimberley (150 000 habitants). Le degré d'humidité atteint presque la saturation.

La production d'une once d'or (31,1 grammes) nécessite l'extraction de 3,3 tonnes de minerai, treize heures de travail, 5 400 litres d'eau, 572 kWh. 12 mètres cubes d'air comprimé. Une production qui est très chère, mais qui rapporte énormément d'argent. Après le coulage, les lingots sont entreposés à la Reserve Bank, puis vendus à travers le monde. La majeure partie est destinée à la joaillerie, et 16 % sert à fabriquer les célèbres krugerrands, dont la pureté est de 22 carats.

Chaque jour, 190 lingots de 12,5 kilogrammes sortent de la raffinerie, soit environ 2 400 kilos. L'Etat en bénéficie pour une large part, en prélevant 20 % sur les résultats (10 milliards de rands en 1984) des producteurs, soit 13 % du produit national brut. Le métal précieux représente en valeur 45 % des

exportations du pays, les trois quarts des ventes de minerais.

Principal moteur économique, l'or est pour l'essentiel le produit du travail des Noirs : 462 000 d'entre eux sont employés dans les mines d'or et seulement 47 000 Blancs, soit au total 70 % des mineurs sud-africains (717 000). Pourtant, la masse salariale des Noirs n'est que d'un tiers supérieure à celle de ceux qui les dirigent, les Blancs. Le salaire de base pour un débutant est de 166 rands (900 francs) par mois et la moyenne se situe à 355 rands (1 900 francs), ce qui marque de forts écarts selon les mines.

De l'argent qui, pour une très grande part, est envoyé dans les banquiers ou les Etats voisins d'où viennent les travailleurs noirs, et qui servent de réservoirs de main-d'œuvre : 80 % de ces travailleurs de l'or n'ont pas la nationalité sud-africaine, qu'ils viennent du Botswana (140 000), du Transkei (130 000) ou du Lesotho (95 000) ; 80 % également d'entre eux descendent sous terre et rentrent chaque soir dans les chambres communes qui servent de « reposoirs » (hostels) à ces déracinés. Longtemps exploités, ils ne bénéficient que très peu des retombées de ce qui, en un siècle, a contribué pour une bonne part à faire de l'Afrique du Sud une puissance régionale.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Dans les profondeurs de la Terre

L'OR mérite-t-il sa place ? Sa rareté et ses propriétés s'entrent pas seules en ligne de compte. Il existe d'autres facteurs, que la visite d'une mine fait apparaître : l'importance de l'infrastructure nécessaire à son extraction et surtout la quantité de sueur que cela nécessite. Une sueur qui ne coûte pas très cher d'ailleurs et qui rapporte énormément d'argent.

L'Anglo-American Corporation, l'immense trust sud-africain, exploite douze des trente-quatre plus grands « sièges ». Vaal Reefs est l'un d'eux. Neuf puits, à deux heures de route au sud-ouest de Johannesburg, dans cette fameuse ceinture dorée, à cheval sur la rivière Vaal. Expression ou ne peut plus appropriée, puisque cet arc ressemble tout à fait à un fer à cheval.

Il y a 2 400 millions d'années que l'or charrié par les rivières s'est déposé sur les 50 000 kilomètres carrés de ce qui était autrefois une mer. Des petites strates, plus ou moins larges, plus ou moins profondes, aujourd'hui prisonnières de

la roche et qu'il faut délivrer au prix d'un effort gigantesque. Ces strates s'appellent ici des reefs.

Les puits sont disséminés sur une étendue plate, monotone, un peu triste. Le puits numéro 4 ne diffère pas des autres.

Le silence s'impose de lui-même

Au milieu des terribles et de tout l'environnement industriel, un parallélépipède de béton auquel sont accrochés les monte-charge qui, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, véhiculent travailleurs et minerai. Mouvement perpétuel crachant par ce trou des hommes épuisés et, le prix de cette fatigue, des montagnes d'or. 82 tonnes en 1984. Vaal Reefs est le troisième producteur au monde, après l'URSS et l'Afrique du Sud dans son entier. Plus du dixième de la production mondiale.

Casqués, bottés, la descente commence. Une plongée de quelques

minutes dans les entrailles de la terre, et la cote de 6 600 pieds — un peu plus de 2 000 mètres — est atteinte. Pas même le temps d'un petit pincement au cœur, mais le silence s'impose de lui-même, comme si l'écoute du monde intérieur avait déjà commencé.

Ce n'est que le début de ce voyage des profondeurs. Arrivés dans une sorte de crypte, un petit train électrique vous emmène dans un dédale de tunnels vers l'un des quatorze points d'extraction. L'enfer plutôt que Disneyland. L'or est loin, très loin, souvent à plus d'un kilomètre, quelquefois deux, au bout du labyrinthe. Mins bout à bout, les tunnels de Vaal Reefs permettraient de se rendre de Johannesburg au Cap sans voir la lumière, soit une distance de 1 500 kilomètres. On en creuse une centaine de kilomètres chaque année.

M. B.-R.

(Lire la suite page 8.)

Maitrise de l'ENERGIE

LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE ET LES CONSOMMATEURS

- Comment nous comportons-nous ?
- Le propriétaire, le gestionnaire, le locataire et les autres
- Innovation et comportement : habiter en cité solitaire

MARDI 9 AVRIL
DANS « LE MONDE »
DATE 10

AGRO-ALIMENTAIRE : des tep en moins, des marchés en plus

ECOLE : un jeu interclasse pour consommateurs en herbe

مكتبة الامانة للاصل

ÉCONOMIE

A la recherche de l'or

Les nouveaux Klondike

GUY HEBERT est un homme d'affaires avisé... et qui tient ses promesses, même les plus farfelues. En 1982, ce jeune géologue québécois - il a alors trente-deux ans - a besoin d'argent pour poursuivre des travaux de forage en Abitibi, au nord-ouest du Québec, où il espère trouver de l'or. Il crée une société en commandite pour laquelle il demande des participations de 1 100 dollars (environ 8 000 francs). En contrepartie, il s'engage, à condition de trouver de l'or en quantité commercialisable, à remettre deux onces d'or aux investisseurs. Quelques mois plus tard, ces derniers reçoivent effectivement leur première once d'or, suivie, en mars 1984, d'une deuxième.

Depuis ce coup de poker, Guy Hebert est un homme respecté dans les milieux financiers de Montréal et de Toronto auprès desquels il a obtenu 30 millions de dollars pour financer les activités de sa compagnie minière, Ressources Aigüelle, dont le siège se trouve à Rouyn-Noranda, en Abitibi. En 1984, la mine de Des-Or, qui lui a permis de gagner son pari, a produit plus de 40 000 onces d'or, dont 6 000 ont été distribuées aux commanditaires. Le chiffre d'affaires de Ressources Aigüelle est passé de 1 million de dollars la première année à 24 millions.

La société a construit un concentrateur qui peut traiter 1 000 tonnes de minerai par jour. Cette nouvelle installation a permis de réduire le coût de production d'une once d'or de 300 à 225 dollars, mettant ainsi Ressources Aigüelle à l'abri de la

baisse des cours de l'or sur le marché international (environ 300 dollars américains l'once, soit 400 dollars canadiens) et à peu près au même niveau que les mines d'Afrique du Sud.

Tous les chercheurs d'or n'ont pas autant de chance et de flair que Guy Hebert. Selon un hebdomadaire de Toronto, *The Financial Post*, dix mille sociétés détiennent des « propriétés aurifères » au Canada. Mais il n'y a que quarante-quatre mines d'or actuellement exploitées dans le pays. On estime que 95 % des filons découverts ne sont pas exploitables, car les coûts de production dépasseraient de loin le cours de l'or. Plusieurs mines en activité fonctionnent à perte, avec des coûts qui sont au-dessus de 400 dollars l'once.

Fermeture

La plupart des sociétés minières, dont certaines sont entrées en production au début des années 80 au moment où le cours de l'or dépassait 800 dollars l'once, comptent sur une reprise de la demande du métal jaune. Elles préfèrent perdre de l'argent temporairement plutôt que d'assumer les coûts très élevés d'une fermeture des installations suivie d'une reprise de la production.

Certaines sociétés ont dû malgré tout se résoudre à fermer des mines. C'est le cas de Pamour Porcupine Mines qui a, en juillet 1984, licencié quatre cent quatre-vingts employés dans deux mines de la région de Timmins, en Ontario. La production d'une once d'or lui revenait à plus de

500 dollars. Au Québec, qui produit à lui seul environ 40 % de l'or canadien, plusieurs sociétés ont ralenti leurs activités au cours des derniers mois, sans pour autant fermer définitivement des mines.

Pour se protéger contre la baisse du cours de l'or, les sociétés minières tentent de vendre le maximum de leur production sur les marchés à terme - qui sont nettement plus favorables - ou de compenser leurs pertes par l'acquisition de mines d'or plus rentables. En fait, les difficultés de certains producteurs d'or, qui avaient ouvert plusieurs mines dans l'euphorie provoquée par la montée spectaculaire du cours du métal en 1980, sont largement compensées

par le succès des sociétés propriétaires de filons aurifères très prometteurs.

Une très grande partie de l'immense territoire canadien n'a pas encore été étudiée par les prospecteurs d'or. Depuis la grande époque du Klondike qui attirait au tournant du siècle des milliers de chercheurs d'or dans le territoire septentrional du Yukon, les géologues ont découvert de nouveaux Eldorado, provoquant à chaque fois d'importants déplacements de population et beaucoup de laissés-pour-compte. Le Yukon, où l'or se fait de plus en plus rare, a été remplacé par l'Abitibi et par la région

de Hemlo, au nord du lac Supérieur, en Ontario.

Depuis cinquante ans, la faille géologique Cadillac, qui traverse l'Abitibi d'est en ouest jusqu'à l'Ontario, fait vivre de nombreuses villes minières, comme Val-d'Or, Rouyn-Noranda, Malartic, Barrancé et quelques autres, qui doivent leur existence à la centaine de dépôts aurifères découverts dans la région au cours des soixante dernières années. Il reste encore à explorer les failles secondaires transversales, comme la faille Des-Or où Ressources Aigüelle a ouvert une mine.

La région de Casa-Berardi, près de la frontière avec l'Ontario, attire depuis peu l'attention de nombreuses compagnies minières, y compris des États-Unis (Getty Minerals et Amoco en particulier), qui suivent de près les travaux de forage de la société canadienne Inco. Selon un dirigeant de cette entreprise, il y aurait « énormément d'or » à cet endroit. Ces nouvelles découvertes pourraient permettre au Québec de retrouver son niveau de production des années 50 (environ 36 tonnes par an, soit 10 tonnes de plus qu'aujourd'hui). Déjà, l'or est redevenu en 1984 le premier produit minier en valeur au Québec (450 millions de dollars) devant le fer et le cuivre.

En Ontario, la découverte des fameux gisements de Hemlo en 1981 a provoqué une nouvelle ruée vers l'or dans la région de lac Supérieur. Environ deux cents sociétés minières ont acheté des concessions dans cette région revendiquée par les Indiens Ojibway qui exigent des compensations.

Les réserves d'or de Hemlo sont évaluées à 20 millions d'onces, soit huit fois la production annuelle du Canada, ce qui représente 9 milliards de dollars au cours actuel de l'or. L'exploitation des filons qui doit commencer en 1985, devrait permettre au Canada de maintenir sa position de troisième producteur mondial qui est actuellement menacée par la montée fulgurante du Brésil.

BERTRAND DE LA GRANGE.



Orpailleurs, d'après une gravure ancienne (L'or, Cahiers du Crédit suisse, n° 66).

Dans les profondeurs de la Terre

(Suite de la page 7.)

Après le train, des petites chaises pour descendre, encore et toujours. La chaleur augmente, les boyaux se rétractent, la lumière artificielle est plus éblouissante. Le contremaître attend, toujours un Blanc, en application du *job reservation*. C'est à cet endroit, sur des bancs alignés le long des parois sinueuses d'acier, que les consignes de travail et de sécurité sont données à une cinquantaine de mineurs noirs qui se relaient jour et nuit pour extraire des tréfonds de la terre, renfermant l'or, mais aussi de l'uranium (dont 2 000 tonnes sont produites chaque année à Vaal Reef).

6 750 pieds sous terre, direction nord-ouest. Chaque mineur prend sa

ration de « movit », une poudre jaune clair, sucrée, bourrée de vitamines et de protéines qui, mélangée à de l'eau, constitue pendant huit heures aliment et boisson. Petits minces, sans un gramme de graisse, les mineurs s'en vont accomplir la tâche assignée. Au fur et à mesure de la progression, l'espace diminue, le tunnel devient boyau, puis faille. Le soutènement métallique et les parois grillagées du début ont fait place à des soutènements enrobés de rochers et de piliers d'acier en bois. De chaque côté, de larges fissures horizontales par lesquelles on a suivi, jusqu'à ce que ce ne soit plus possible ou pas assez rentable, la veine aurifère. La pression a écrasé le bois et dans quelques mois les deux parois se seraient rejointes.

Ce n'est que lorsqu'on a atteint un fin fond de tunnel, que le fond du trou, la face de taille, le lieu de la bataille contre le roc. Assis, accroupis, les genoux recoins d'une protection de caoutchouc, le front coïné d'un morceau de toile qui dépasse du casque, les mineurs sont à l'œuvre par 34° C, dans la pétarade des marteaux-piqueurs. Ils percent et percent encore des trous dans une portion de quartz délimitée à la peinture rouge sur une paroi grisâtre qui fait à peine 1 mètre de hauteur. Au milieu de cette face, un filer plus foncé de 2 à 3 centimètres de large qui court le long de la paroi, c'est le reef, la fameuse veine qui renferme en son sein les paillettes convoitées.

A part les mineurs, seuls attendent ce cul-de-sac abyssal : le bois des étais, l'air comprimé et l'eau des marteaux-piqueurs, ainsi que la dynamite. Après chaque explosion,

une fois écoulé un défilé de quatre heures, commencent l'extraction et l'évacuation du minerai. Tout est exactement vers la surface, y compris la poussière que l'on a méticuleusement récupérée, parce que, paraît-il, elle contient une grande quantité d'or. La proportion totale n'est cependant pas énorme, la moyenne étant de 3 grammes par tonne de matériaux.

Lingots

Chaque année, près de 10 millions de tonnes de quartz sont hissées jusqu'à la surface avant d'être traitées notamment au moyen d'une solution à base de cyanure qui permet de séparer l'or du carbone. Puis c'est au tour de l'uranium d'être extrait, avant que la vile roche s'aile grossir les terribles environnements. Un travail de récupération qui nécessite d'importantes installations industrielles, avant que le métal en fusion ne vienne caresser les parois du moule à lingots. Des lingots que ceux d'en bas ne verront jamais, eux qui se contentent, si l'on peut dire, de lutter contre la matière.

C'est excitant, souligne le directeur général de la mine,

M. R.G. Williams, de se battre contre la nature. Peut-être, mais quelle épreuve de batailler huit heures durant, ruisselant de sueur et d'eau, toujours à la merci d'un éboulement, la source d'accidents la plus fréquente. Les mines d'or d'Afrique du Sud, parce que très profondes, sont souvent les plus meurtrières du monde. Les victimes en sont les travailleurs migrants venus des *homelands*

qui, après avoir signé un contrat, découvrent au bout de quelques semaines un univers dont ils n'avaient pas la moindre idée. Le *fanakalo*, une sorte d'espéranto rudimentaire des mines, composé à partir de six langues, leur sert de moyen de communication.

Quarante-deux mille mineurs noirs travaillent à Vaal Reef, dont trente mille au fond. Leurs salaires varient en fonction de leurs qualifications ; mais pour

celui qui s'échine contre la matière, le moyenne est de 600 à 700 rands par mois, plus un maximum de 200 rands quand la rentabilité est bonne (soit, au plus, de 4 000 à 5 000 F). Leur journée achevée, ils rentrent dans ce que l'on appelle les « hostels », des baraques pour célibataires souvent sordides.

A Vaal Reef, les responsables de l'Anglo-American nous ont montré celui du puits numéro 9. Un ensemble moderne, tout neuf, la preuve que la société sait récompenser le prix de la sueur. Six mille hommes logent dans ces bâtiments comme toute réussite. Une usine à dormir et à bouffer où l'entassement n'est plus de règle. Les cantines sont toujours ouvertes. Une cuisine gigantesque fonctionne en permanence, déversant des tonnes de nourriture par des canalisations à l'intérieur de charrettes tractées jusqu'à l'écotroire. Là, elle est distribuée à même un plateau en plastique pour reconstituer la force de travail de cette main-d'œuvre qui a fait la fortune de l'Afrique du Sud.

M. B.-R.

Un syndicat noir

DEPUIS sa création en 1982, l'Union nationale des mineurs (National Union of Mineworkers-NUM), un syndicat noir, a réalisé une progression étonnante. Il revendique 110 000 adhérents, soit la cinquième des quelque 500 000 Noirs employés dans les mines d'or et de charbon. Sa croissance et sa reconnaissance par vingt-neuf directions de mines en ont fait l'un des plus importants syndicats d'Afrique du Sud.

Pour la première fois, à l'automne 1984, le NUM a lancé une grève légale dans les mines d'or, qui s'est finalement terminée par un accord, mais a été à l'origine de violents incidents et a provoqué la mort de dix personnes. Ce jeune syndicat, dirigé par M. Cyril Ramaphosa, n'a pas peur de s'attaquer à la puissante Chambre des mines.

Son objectif est de faire abolir la fameuse *job reservation*, cette loi de 1911 qui destine les emplois qualifiés à tous les « non-Noirs ». Treize catégories de travail auxquelles les Noirs ne peuvent accéder - même si leur compétence le leur permet - notamment celle d'utiliser les explosifs, et qui les Blancs (10 % des salariés) entendent bien défendre. En 1981, la commission Wiehahn avait proposé de remplacer le terme de « *qualified* » par celui de « *competent* ».

Autre cheval de bataille : la sécurité et les augmentations de salaires. Cette dernière revendication a entraîné une progression sensible du nombre des conflits. 336 en 1983 ; 469 en 1984, dont 426 dans lesquels 167 948 Noirs ont été impliqués.

M. B.-R.

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE

Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. L'influence de la France dans le monde : culture, linguistique, puissance financière et armée. Défense, sciences de pointe : les armées, diplomatie et coopération. Économie : 2^e domaine territorial mondial (hors meritimes) de DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 326 pages, 78 F. France des 10 langues.

12 mois sur 12

COURS HUBERT LE FÉAL : DÉPASSER LE TRAC, S'AFFIRMER DANS LA PAROLE.

documentation sans engagement

387 25 00

Cote - 4 000

LES mines sud-africaines ont établi des records en tout genre. La plus grande profondeur avec la cote - 4 266 mètres au puits de Western Deep Levels ; les ascenseurs les plus rapides faisant 85,8 kilomètres à l'heure ; le câble la plus long soit 16,2 kilomètres. Autre performance : les mines d'or utilisent par an 18 milliards de kWh d'électricité, soit près du cinquième de la production nationale et plus du dixième de celle

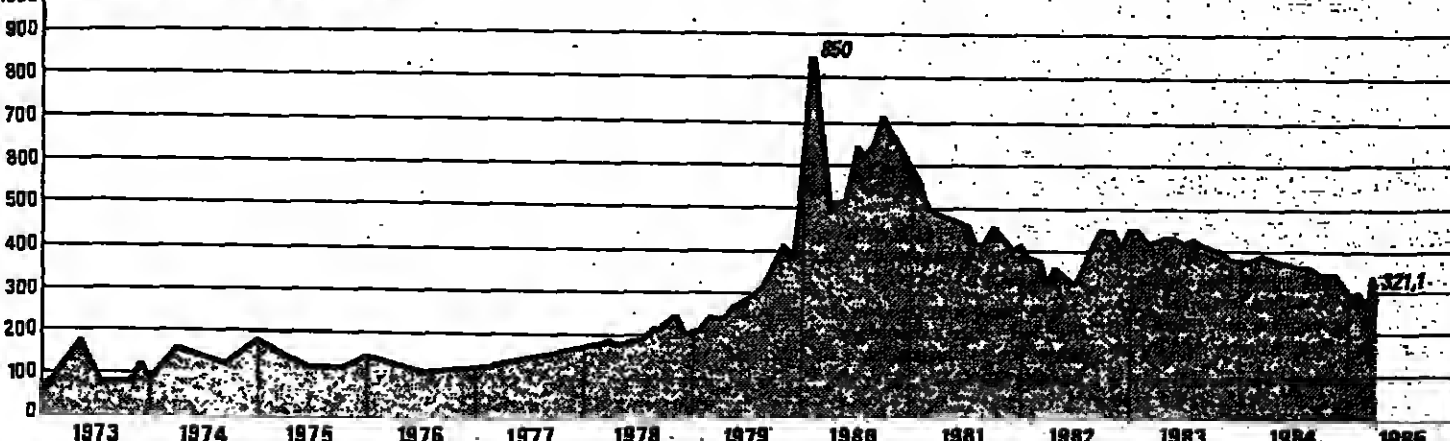
produite sur tout le continent africain.

Si l'on rassemblait tous les terribles en un seul, celui-ci atteindrait la hauteur du Kilimandjaro, soit 5 964 mètres. Enfin - dernier record qui lui, ne figure pas dans l'énumération - celui des morts par accident. Depuis 1911, environ 44 000 mineurs ont péri dans les mines d'or, dont 3 000 Blancs et 41 000 « non-blancs ». Une moyenne de 600 ces dernières années, 601 en 1984.

M. B.-R.

A l'inverse du dollar

Dollars par once (1 once = 31,103 g) à Londres



PRODUCTION	CONSUMATION
AFRIQUE DU SUD	ÉTATS-UNIS
URSS	ITALIE
CANADA	AFRIQUE DU SUD
BRESIL	JAPON
ÉTATS-UNIS	INDE
CHINE	ALLEMAGNE FÉDÉRALE
PHILIPPINES	CANADA
AUSTRALIE	ÉGYPTE
CHILI	TURQUIE
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	GRANDE-BRETAGNE
MONDE	MONDE (1)

En tonnes. SOURCE : Consolidated Goldfields, pour 1983.

(1) Consommation des pays non communistes. Elle se répartit entre la bijouterie (598 tonnes), la frappe de monnaie (165 tonnes), l'électronique (97 tonnes), la décoration (58 tonnes), l'art dentaire (53 tonnes) et les médailles (31 tonnes). La France a consommé 24 tonnes d'or (17 tonnes pour la bijouterie).

A la recherche de l'or

La chronique de Paul Fabra

S'INTERROGEANT sur les causes qui ont pu déterminer la décadence de la Chine, à laquelle on devait l'invention de la boussole, de la poudre, de la fabrication du papier, l'Occident donne à peu près l'explication suivante : un peuple entré dans le déclin quand il a oublié la raison d'être des instruments dont il continuait à se servir en quelque sorte machinalement. Ces instruments pouvaient être des outils matériels comme ceux qui ont été cités, mais aussi des institutions, des lois, des usages qui régissent la vie sociale.

N'est-ce pas en profondeur un motif de ce genre qui est à l'origine de la véritable déchéance qu'ont connue, depuis plus d'un demi-siècle, avec quelques sursauts passagers, les mécanismes monétaires ? Parmi ces sursauts, qui ne sont pas parvenus à redresser durablement le cours des événements, le plus remarquable aura été la reconstruction d'un système international au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Les fondements en avaient été définis à la conférence de Bretton-Woods tenue en juillet 1944. Mais c'est seulement au début de 1959 que l'ensemble des pays industrialisés de l'Occident ont commencé à se conformer aux obligations essentielles stipulées par les accords de Bretton-Woods. Le système n'aura vécu dans toute sa plénitude que douze ans à peine, ce qui est, au regard de l'histoire, une bien courte période, deux fois plus longue toutefois que celle pendant laquelle avait duré — disons de 1928/1929 à 1931/1933 — le système monétaire reconstruit après la première guerre mondiale.

A la faveur de cette brève stabilité, d'énormes progrès ont été accomplis : la naissance du Marché commun européen (en 1959), en particulier, et l'essor des échanges internationaux, symbolisés par l'issue heureuse des négociations sur l'abaissement des tarifs douaniers en

L'étalon-or, un système monétaire d'avenir

1967 (« Kennedy Round »). Il en est résulté une prospérité économique sans précédent, que l'interminable crise qui a blânié suivi l'effondrement du système de Bretton-Woods (1971/1973) a ramené, mais partiellement seulement, en cause.

Sil les hommes de notre époque ont été incapables de s'opposer à l'inflation et à leurs séquelles, qui ont conduit à une formidable dépréciation du pouvoir d'achat de toutes les monnaies, puis à la hausse des taux d'intérêt et à l'instabilité chronique des taux de change, il ne faut pas s'en étonner. On n'a aucune chance de conjurer les périls qu'on ne voit pas venir. Or l'histoire monétaire contemporaine aura été, avant d'être une histoire de crises successives, une histoire de l'imprévoyance due à des erreurs constantes de diagnostic. Citons, à titre d'exemples, deux bêtises magistrales.

Le projet d'une réforme du système monétaire international naît en 1963, à l'initiative de la France, et est adopté par les grands pays de l'Occident. On charge leurs experts de leur préparer une étude à ce sujet. Mais les gouvernements avaient soigneusement délimité le champ d'investigation de ceux que le général de Gaulle appelait les « idoles » : à leur était interdit d'envisager comme solution soit une revalorisation du prix officiel de l'or, qui est resté fixé à 35 dollars l'once jusqu'en 1971, soit les changes flottants. C'était là un mandat parfaitement contradictoire, car le prix officiel du métal précieux était déjà à l'époque manifestement sous-évalué. Quelques Cassandre avaient prédit que les tensions qui en résulteraient

finiraient par emporter la construction tout entière. Autrement dit, que le jour viendrait inévitablement où il serait impossible et de maintenir le prix de l'or à ce niveau et que, ce premier barrage sauté, il serait impossible de conserver des parités fixes entre les différentes monnaies. Les faits devaient confirmer ces prévisions combien minoritaires.

Il fut décidé à la fin des années 60 d'émettre des droits de tirage spéciaux (DTS) qui sont à l'échelle du monde un peu ce qu'est l'ECU à l'échelle de l'Europe communautaire : une unité de compte composite qu'on voulait promouvoir au rang de monnaie universelle. L'idée était qu'on aurait besoin de ce nouvel instrument pour pallier la pénurie de dollars le jour où les États-Unis auraient été déjà la préoccupation) supprimé leur déficit extérieur. Les premiers DTS furent émis alors que la monnaie allait connaître, sous l'effet d'une inflation longtemps réprimée, un véritable déluge de liquidités.

Au terme de ces péripéties aux conséquences, il est vrai, dramatiques, il fut convenu — en 1978 — de réviser la charta de Bretton-Woods, afin, en particulier, d'éliminer toute référence à l'or. Na a agissait-il pas d'un simple aggrément ? Les négociateurs de 1944 avaient bien placé l'or, étalon de valeur, au centre de leur système. Mais ce faisant n'avaient-ils pas sacrifié à un rite plutôt que posé la pierre angulaire de l'édifice ? A cette question, la grande majorité des économistes, des experts et, à leur suite, des hommes politiques ont depuis deux générations répondu par l'affirmative. Presque tous sont encore aujourd'hui prêts à faire leur la rumeur de John Maynard Keynes selon laquelle,

dans le monde moderne, l'or est une « reliqua barbare », un legs inutile du passé. A quoi bon conserver ce qui n'est qu'une survivance d'un autre âge ?

Cette idée presque universellement reçue repose en réalité sur un sophisme que je serais pour me part tenu d'appeler sophisme de Triffin, car le célèbre (et par ailleurs remarquable) économiste belge-américain a formulé en termes très précis un raisonnement implicitement tenu par la plupart de nos contemporains. En voici, résumé, l'enchâssement : à l'intérieur de chaque nation, on est passé graduellement d'un système de paiements au moyen d'espèces métalliques à la monnaie fiduciaire (billets de banque), puis scripturale (paiements par virement de compte à compte au moyen du chèque).

UNE nouvelle étape est en train d'être franchie sous nos yeux, avec l'essor des règlements par cartes de crédit, en attendant, d'ailleurs, l'avènement de la monnaie. Autrement dit, le progrès en matière monétaire consiste à avoir recours à des instruments de paiement de plus en plus dématérialisés. N'est-on pas fondé à s'attendre à une évolution semblable dans les rapports monétaires entre les nations, et n'est-ce pas servir la rationalité que de le favoriser en acclimatant des moyens de règlements internationaux de plus en plus « abstraits », devises (lesquelles ne sont pas autre chose qu'une créance libellée en monnaie étrangère), DTS, ECU ?

L'argumentation paraît d'autant plus convaincante qu'elle est, évidemment, pour sa part technique, entièrement vraie. Il est clair que payer son repas au

restaurant avec une pièce d'or ou d'argent qu'on sort de son gousset est un usage incommode et à jamais révolu (sauf période de régression, due à une guerre ou... à une inflation débridée faisant perdre toute confiance dans les « signes monétaires »). Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la pratique internationale a précédé cette évolution. Au début du siècle, apogée de l'étalon-or, les déficits de balance des paiements se réglaient pour leur quasi-totalité par des crédits à court terme ; les transferts matériels de métal jaune de pays à pays portaient sur des quantités minimes, en réalité beaucoup plus petites que les déplacements d'or en direction des États-Unis auxquels on a assisté pendant les années 30, puis en sens inverse, pendant les années 60. Quel pourrait être dans ces conditions la place de l'or dans un système monétaire moderne ?

La réponse à cette question, on la trouve chez les premiers théoriciens de l'étalon-or, dont la pensée a servi de guide pendant la longue période de stabilité qui a pris fin en août 1914. Les meilleurs d'entre eux étaient tous à fait conscients de l'évolution vers la « dématérialisation » à laquelle il vint d'être fait allusion. En 1817, David Ricardo écrivait : « Une monnaie est dans son plus grand état de perfection quand elle est entièrement constituée de papier monnaie [whan it consists wholly of paper money], mais de papier monnaie ayant une valeur égale à celle de l'or qu'il est censé représenter. »

Autrement dit, la progrès consiste à disposer d'une monnaie qui se présente de façon aussi abstraite que possible, mais dont la valeur est aussi réelle que possible. L'oubli de ce principe en faveur d'un modernisme rétrograde a provoqué bien des troubles et des sacrifices inutiles.

Envoûtement en Inde

DEPUIS le 6 février 1985, le public indien suit de près les péripéties des chaloupes de dattes franches en provenance du Golfe... c'est-à-dire depuis le jour où le Serpent a rejoint Mandi, son port d'attache, dans la baie de Kutch, une région marécageuse à l'extrême, frontalière avec le Pakistan, connue pour sa ligne côtière changeante à chaque marée et pour ses contrebandiers. Ce jour-là, agissant sans dénégation, les douaniers, qui diens passèrent le bateau au peigne

gots poinçonnés — tiennent lieu de sécurité en cas de coup dur. Il faut ajouter les occasions religieuses et matrimoniales, où l'offrande en or est de pratique courante.

Ainsi, chaque année, bien que les importations d'or restent interdites depuis le commencement de la seconde guerre mondiale, le marché intérieur brasse entre 150 tonnes et 250 tonnes de métal jaune. Si l'on exclut la production nationale, qui est négligeable, et le recyclage offi-

« perdu » sa dernière livraison extérieure d'or lorsqu'elle est devenue consignée au trésor que le dala-lama a pu emporter avec lui lors de sa fuite devant les troupes chinoises occupant Lhasa.

L'opposition au pouvoir, lors de la coalition Janata, s'est, elle aussi, intéressée au commerce de l'or en adoptant une approche radicalement différente. En voulant faire d'une pierre deux coups — éponger une partie du déficit national et couper l'herbe sous le pied des contrebandiers — le gouvernement organisa en 1978 les dernières ventes d'or ouvertes au grand public et mit aux enchères 13 tonnes d'or à un prix de base légèrement supérieur au cours londonien de l'époque. Une pareille quantité de métal jaune, au lieu de satisfaire la soif des indiens, n'a fait que de la stimuler... La contrebande redouble, et les bateaux interlopes défilent, dattes franches sur le pont et or dans la cale.

Les vieux filons

Selon le ministère des finances, les services des douanes ont, en 1984, saisi pour 10 millions de roupies (1) de métal jaune. A la suite des raids de février, la valeur saisie pour les deux premiers mois de 1985 est d'ores et déjà de 12 millions de roupies. Le gouvernement de Rajiv Gandhi a décidé, une fois pour toutes, de mettre le boia à ce trafic : la prime récompensant les douaniers efficaces a été élevée de 10 à 20 % de la valeur de la prise (une prise d'opium ou d'héroïne ne rapporte presque rien).

En outre, le département des mines redécouvre ses vieux filons. En 1984, comme chaque année, l'Inde a tiré 2,6 tonnes d'or de son sous-sol, dont 90 % proviennent de deux mines dans l'Etat du Karnataka (Kolar et Hutti), le reste ayant été récupéré dans les raffineries de cuivre. Le plus ancien de ces gisements, les Kolar Gold Fields, à l'est de Bangalore, ouvert en 1880, figure parmi les plus profonds du monde, puisque le minerai est puisé à plus de 3 000 mètres. Nationalisée en 1972, cette mine — comme le gisement voisin de Hutti — fonctionne à

(1) 1 ruppe = 0,8 franc.

(2) Le gouvernement permet les importations d'or uniquement pour approvisionner la bijouterie d'exportation. En effet, les exportations de bijoux en or ont accompli un bond fulgurant de 30 millions de roupies en 1980-1981 à 850 millions en 1983-1984. Ces ventes se font surtout auprès des communautés indiennes installées dans le Golfe et en Grande-Bretagne.

Le Monde

Dix matières premières

Une brochure consacrée à dix grandes matières premières — du café au diamant — sera mise en vente à partir du lundi 15 avril. Cet ouvrage de 96 pages, vendu au prix de 28 F, présente les enquêtes — actualisées et complétées — menées dans vingt-sept pays sur le périmètre des produits de base. Comportant cartes, tableaux, statistiques et graphiques, la brochure *Matières premières* permet de les suivre de la mine ou de la plantation jusqu'à l'usine ou la table. Coupant à travers les continents, elle fait mieux saisir l'enjeu des échanges entre les différents pays du monde du Nord comme du Sud, de l'Est comme de l'Ouest.

Fièvre au Brésil

LA grande aventure de l'or marque la forêt amazonienne. Plusieurs centaines de pilotes assurent les liaisons entre Itapira et les nombreux garimpos (mines d'or) dispersés sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés dans cette immense masse verte qui s'étend, au sud d'une ligne Manaus-Belem, du Rio Tapajós à Serra Pelada. Les avions surchargés transportent les garimpeiros (mineurs d'or) et les prostituées qui peuvent se payer ce luxe, le matériel de forage, la nourriture et, bico sûr, l'or qui est à l'origine de toute cette activité.

Depuis cinq ans, la fièvre de l'or s'est emparée du Brésil. Fuyant la sécheresse et la misère, les loqueteux du Nord-Est affluent par dizaines, par milliers dans le nouvel Eldorado. A Serra Pelada, entassés les uns sur les autres au fond d'un cotonnoir à ciel ouvert, ils creusent la terre détrempée à la recherche du filon, de la pépite qui les sortira de la misère. Rares pourtant sont les plus, même si l'or est abondant. Car il faut être propriétaire du *baranco* (parcelle) pour toucher le gros lot. Les autres, l'immense majorité, qui offrent leurs bras pour fouiller la terre, reçoivent au petit pourcentage, juste assez pour les forcer à continuer.

En 1983, Serra Pelada a « donné » à elle seule 14 tonnes. C'est plus que la production annuelle totale du Brésil en 1975 (12,5 tonnes). Aujourd'hui, ce pays, qui fut le premier producteur mondial au dix-huitième siècle, est sur le point, grâce aux garimpeiros, de supplanter le Canada et de prendre la troisième place. En fait, le Brésil produit déjà sans doute plus d'or que le Canada, si on tient compte du métal évacué clandestinement.

A Serra Pelada, les autorités contrôlent étroitement les activités des garimpeiros qui sont concentrés sur une zone minuscule. En revanche, plus à l'ouest, à 700 kilomètres de là, les mineurs du Rio Tapajós et de ses affluents sont dispersés sur des milliers de kilomètres carrés. Cent mille garimpeiros vont et viennent dans cet immense territoire, ce qui rend les contrôles très difficiles.

Les représentants du ministère fédéral des mines sont bien placés pour savoir que les mines du Rio Tapajós produisent davantage que les 10 tonnes annuelles officiellement déclarées. A Brasília, on estime que la production clandestine atteint au moins 10 tonnes. Les géologues, qui sont envoyés sur le terrain par le gouvernement fédéral pour apprendre aux garimpeiros à exploiter rationnellement les mines, parlent même de 40 tonnes non déclarées pour la seule région du Tapajós.

Ce ne sont pas les petits chercheurs d'or qui écoulent leur production au contrebande, mais les propriétaires de garimpos qui disposent d'avions pour transporter le métal vers les grandes villes du Brésil, au sud, et vers le Venezuela, au nord, où ils obtiennent un prix supé-

rieur à celui fixé par Brasília. Les transactions légales se font elles à Itapira, un ancien village de pêcheurs devenu une ville de soixante-dix mille habitants bruisant d'activités.

Tout a été construit très vite dans l'anarchie la plus totale. Les rues, d'ordinaire, ne sont pas goudronnées, sont une succession de nids de poule qui épuisent en peu de temps les meilleures suspensions. Itapira ne vit que de l'or. Une vingtaine de commerces annoncent sans détour leurs activités en grosses lettres multicolores : « Compramos ouro » (nous achetons de l'or).

Dans du papier

Ze Arrata achète à lui seul la moitié de l'or vendu à Itapira. Il possède plusieurs mines et des avions qui, par là, s'égarent parfois du côté du Venezuela. Les garimpeiros défilent dans son magasin avec leurs quelques grammes d'or dans un tube d'aspirine ou emballés dans du papier. Avant de proposer un prix, les employés procèdent à plusieurs opérations destinées à évaluer la qualité de l'or. Tout se fait au public dans un climat déteodu, même si certains employés portent ostensiblement un pistolet à la ceinture.

Le gouvernement brésilien aurait voulu mettre de l'ordre dans tout cela depuis longtemps. Mais, jusqu'à présent, ses tentatives de reprise en main des mines ont échoué. Les garimpeiros ont un avantage pour Brasília, ils servent de soupape pour réduire les tensions sociales provoquées par la misère dans le Nord-Est. Mais ils ont aussi un inconvénient : à cause de leurs méthodes artisanales, les garimpeiros perdent environ la moitié de l'or au cours de diverses opérations, ce qui fait autant d'argent de moins pour rembourser l'énorme dette extérieure du Brésil.

B da L.G.

BIBLIOGRAPHIE

- L'Or, Jules Lepidi. « Que sais-je ? » 776, PUF, 1971, 125 pages (épuisé).
- Le Marché mondial de l'or, *Etudes économiques*, décembre 1978-janvier 1979, Banque Sudaméril 4, rue Meyerbeer, 75009 Paris (épuisé).
- L'Or, commerce, usances, histoire, Cahiers n° 66, 1983, Cédit suisse, 92, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, 169 pages, 100 F.
- L'Histoire de l'or, René Sédillot, Fayard, 1972, 406 pages, 81 F.
- Sources et Aventures du pays de l'or, Jack London, 10-18, 1975, 306 pages (épuisé).
- L'Or, Blaise Cendrars, Folio, 1960, 169 pages, 14,30 F.

ماترئاء الاصل

société

SPORTS

LE TOURNOI DE MONTE-CARLO

Un crochet pour deux K.-O.

En grande ouverture de la saison sur terre battue, le Tchecoslovaque Ivan Lendl a remporté l'Open de Monte-Carlo, dimanche 7 avril, aux dépens du Sud-africain Mats Wilander, sur le score de 6-1, 6-3, 4-6, 6-4, après trois heures vingt-neuf minutes de jeu. Le match fut interrompu pendant dix-neuf minutes à cause de la pluie.

Monte-Carlo. — Événement peu courant sur le circuit du grand prix, les quatre meilleurs mondiaux ont été engagés parallèlement dimanche dans deux finales. Les Américains McEnroe (numéro un) et Connors (numéro trois) sur le ciment à Chicago, et le Tchecoslovaque Lendl (numéro deux) contre le Sud-africain Wilander (numéro quatre) sur la terre battue du Country Club.

En fait, venu contre son gré et par désignation à Monte-Carlo, entre deux tournois américains (il se trouve dès aujourd'hui à Dallas), en

Le matin même, il fallait au Tchecoslovaque quarante-deux minutes pour achever une demi-finale serrée interrompue samedi par la nuit contre le Sud-africain Wilander, tenant du titre. Le quarante-deuxième trophée de sa carrière est arrivé pour Lendl une semaine seulement après une victoire à Fort Myers aux États-Unis sur le ciment.

Correspondance

«atterrissage» forcé et presque en amorce du circuit américain de plus en plus concurrent, Lendl fit par Monte-Carlo un crochet magistral en éliminant deux des plus grands spécialistes mondiaux de la surface, chacun ayant plusieurs jours de préparation spécifique dans la requête et les mettant proprement K.-O. Finalistes tous deux ici l'année dernière et vainqueurs tous deux du même Lendl à l'occasion de leur dernière rencontre sur terre battue (en demi-finale de la coupe

Davis au mois de novembre dernier) ils ont été éliminés après presque sept heures et demie de jeu.

C'est un exploit authentique que réalise Lendl, exploit qui réclame à la fois un effort d'adaptation prodigieux de la part d'un garçon dont la première qualité n'a jamais été jusqu'ici la souplesse, et aussi une «santé» qui lui permet, devant l'obstiné Wilander, d'accrocher la cadence dans un quatrième set où son déplacement devint, ses réserves de puissance dans tous les compartiments du jeu, ont démontré une forme athlétique en fin de match qui rappelle, écho assourdi, une certaine finale tumultueuse à Roland-Garros.

Lendl, ici à Monte-Carlo, joue en contre, laissant largement l'initiative aux Sud-africains qui saisièrent bien maladroitement. «Il m'avait battu de la même façon à Roland-Garros, l'année dernière», se souvient Wilander.

Désormais sûr de sa résistance physique, il est mentalement moins sujet aux doutes et à la peur, plus apte à extérioriser colère, résolution et joie. Lendl s'extorça, brandit son poing, s'exprime, s'assume en champion battant qu'il est devenu. «C'est une vraie performance qu'il a réalisée», dira Wilander admiratif. «Pour Roland-Garros, cette année, oui, il est indiscutablement le favori».

Habile désignation de la cible privilégiée ou simple avertissement? Quoi qu'il en soit, le Lendl actuel ne fera pas ses responsabilités.

RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DU BRÉSIL

1. Prost (Fra. Marlboro-McLaren), les 306,889 kilomètres en 1 h 41 mn 26 s; 2. Alboreto (Ita. Ferrari), à 3 s 259; 3. De Angelis (Ita. Lotus-Renault), à 1 tour; 4. Arnoux (Fra. Renault-Elf), à 2 tours; 5. Tambay (Fra. Ligier-Giannini), à 2 tours; 6. Lauffe (Fra. Ligier-Giannini), à 2 tours; 7. Johansson (Sue. Tyrrell-Ford), à 3 tours; 8. Alliot (Fra. Ram-Hart), à 3 tours; 9. Brundle (G.-B. Tyrrell-Ford), à 4 tours; 10. Warwick (G.-B. Renault-Elf), à 4 tours.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Vingt-quatrième journée)
* Antibes b. Mulhouse 90-75
* Saint-Etienne b. Le Mans 96-87
* Orléans b. Limoges 106-98
* Villeneuve b. Caen 106-99
* Tours b. Avignon 80-74
* Vichy b. Monaco 96-79
* Stade Français b. Châlons 93-85
Classement. — 1. Limoges, 66 pts; 2. Villeneuve, 65; 3. Antibes, 62; 4. Stade Français, 54; 5. Orléans, 53.

Football

COUPE DU MONDE

Vainqueur du Chili par 2 buts à 1, dimanche 7 avril à Montevideo, l'Uruguay est le premier qualifié pour la Coupe du monde 1986. Le Mexique et l'Italie sont retenus d'office comme pays organisateur et comme vainqueur de la dernière Coupe du monde.

Groupe 4 européen
La Bulgarie a battu la RDA par 2 buts à 1, samedi 6 avril à Sofia, en match de qualification pour la Coupe du monde. Après ce résultat, le classement de qualification du groupe 4 (dors que toutes les équipes ont disputé quatre rencontres), est le suivant : 1. France, 7 pts; 2. Yougoslavie, 6; 3. Bulgarie, 5; 4. RDA, 2; 5. Luxembourg, 0.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Trente et unième journée)
Rouen b. Brest 2-0
* Paris-SG et Sochaux 1-1
Metz b. Bastia 3-1
Tours b. Auxerre 3-1
Toulouse b. Marseille 3-0
* Lille et Laval 0-0
* Toulon b. Strasbourg 0-0
* Nantes et RC Paris 1-1
* Bordeaux b. Lens 2-1
* Nancy et Monaco 1-1
Classement. — 1. Bordeaux, 50 pts; 2. Nantes, 44; 3. Toulon, 39; 4.

Rugby

COUPE DE FRANCE

(Demi-finales)
A Agen : Stade toulousain b. Brive, 38 à 9.
A Clermont-Ferrand : Narbonne b. Grenoble, 42 à 22.

Tennis

TOURNOI DE CHICAGO

(325 000 dollars)
DEMI-FINALES
McEnroe (E.-U.) b. Davis (E.-U.), 6-4, 6-1; Connors (E.-U.) b. Gomez (E.-U.), 6-4, 6-3.
Jimmy Connors qui souffrait de douleurs dorsales a dû déclarer forfait pour la finale.

Volley-ball

COUPE DU PRINTEMPS

La France a gagné pour la troisième fois la Coupe du printemps, réservée aux équipes des pays occidentaux et organisée au Danemark, en battant, en finale, les Pays-Bas par 3 sets à 0 (15-11, 15-12, 15-10), le 6 avril à Odense.

LE LIVRE D'OR DE L'ATHLÉTISME FRANÇAIS 1984

Alain Billouin

Il était une fois Hollywood... Les Jeux olympiques de Los Angeles ont fortement marqué l'année du sport mondial, en dépit du boycott des pays de l'Est. LE LIVRE D'OR DE L'ATHLÉTISME, ouvrage désormais traditionnel d'Alain Billouin, en retrace les faits les plus remarquables.
Ce fut d'abord le couronnement suprême de «Carl Lewis I», quatre médailles d'or, un clin d'œil à l'histoire qui en était resté sur les exploits de Jesse Owens à Berlin en 1936. Ce fut aussi le triomphe total des Américains avec encore Ashford, Briscoe-Hooks, Moses, entre autres, tandis que la chute de Mary Decker obligeait toute l'Amérique. Mais LE LIVRE D'OR DE L'ATHLÉTISME relate tous les autres coups d'éclat de ces Jeux olympiques où les Français, à l'image de Pierre Quinon, médaille d'or de la marche, jouèrent un rôle appréciable. C'est d'ailleurs Pierre Quinon lui-même qui, au-delà de sa victoire, évoque l'aspect humain de sa performance.
Bien entendu, outre les Jeux olympiques, LE LIVRE D'OR DE L'ATHLÉTISME contient tous les grands records de l'année, les événements marquants, les joies, les peines, etc., qui constituent les choses dernières mais intéressantes.
Collection : SPORTS 2015 Prix : 85 F
Editions SOLAR

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DU BRÉSIL DE FORMULE 1

Prost et McLaren comme en 1984

Rio-de-Janeiro. — Le Français Alain Prost, sur McLaren, a remporté, dimanche 7 avril, sur le circuit de Jacarepaguá, le Grand Prix du Brésil, première épreuve de la saison comptant pour le championnat du monde de formule 1. Au terme d'une course de 317 kilomètres, il a devancé de trois secondes Michele Alboreto, sur Ferrari, et d'un

tour Elio de Angelis, une deuxièmes, sur Lotus à moteur Renault. Trois Français ont pris les places suivantes : René Arnoux, sur Ferrari, Patrick Tambay, sur Renault et Jacques Laffite, sur Ligier à moteur Renault. Le champion du monde en titre, l'Autrichien Niki Lauda, sur McLaren et le Brésilien Nelson Piquet, sur Brabham ont abandonné.

De notre envoyé spécial

Jusqu'où iront-elles donc ces McLaren qui ont remporté en 1984 onze des seize Grand Prix? L'écurie britannique, qui possède les deux meilleurs pilotes du monde, l'ingénieur John Barnard, considéré comme l'égal du génial Gordon Murray chez Brabham, n'a pas vraiment modifié la conception de sa monoplace. Alain Prost dit à ce sujet : «Notre voiture est suffisamment compétitive en configuration de course avec le plein d'essence et des pneumatiques durs, pour n'avoir pas besoin d'être en première ligne sur la grille de départ». Démonstration a été faite à Rio-de-Janeiro.

McLaren, en effet, bénéficie de moteurs turboalimentés Porsche de la deuxième génération et de l'injection électronique mise au point par Bosch et soumise au régime difficile des interminables compétitions d'endurance. Aucune équipe n'a réussi jusqu'ici à égaler ses performances.

Nouvelle réglementation

Alain Prost se garde, toutefois, de tirer des leçons définitives d'un premier Grand Prix. La réglementation a été modifiée pendant l'hiver : l'essence réfrigérée jusqu'à des températures de -10 °C, -20 degrés, qui permettaient un gain de 2 à 3 % du volume autorisé de 220 litres, a été interdite, les écuries ont travaillé pour éviter de tomber

en panne d'essence, comme en 1984, à la fin de plusieurs Grands Prix.

Ferrari s'est penchée sur les problèmes d'aérodynamisme, de châssis et de moteurs. On a pu notamment voir, à l'arrière des deux monoplaces de l'écurie italienne, une plaque qui serait destinée à reproduire l'effet de sol. D'autres, sur des Lotus, également, dont les voitures sont conçues par Gérard Ducarouge, un ingénieur français de premier plan. Renault, pour sa part, a mis à profit le départ de Gérard Larrousse chez Ligier pour restructurer son équipe.

L'écurie française a, d'ailleurs, beaucoup travaillé pour réduire la surface, après les échecs de 1984. La voiture a été entièrement revue : elle est désormais dotée d'un système électromagnétique d'allumage et d'injection. Beaucoup de difficultés ont été toutefois constatées à Rio-de-Janeiro : problèmes d'arrière de freins, qui ont conduit hors de la piste Patrick Tambay au cours des essais ; problèmes également de moteurs. Reste que McLaren n'a pas trop de soucis à se faire dans le Grand Prix à venir. L'équipe britannique a même subi un handicap avec les pneumatiques du manufacturier américain Goodyear qu'elle a adoptés pour pallier le retrait de Michelin de la formule 1. Et l'abandon de Niki Lauda, de la même manière, n'a pas son plus étonnant dans le monde de l'écurie.

GILLES MARTINEAU.

CYCLISME

Vanderaerden le Flandrien

Pour être véritablement digne de son titre national, un champion de Belgique doit également inscrire le Tour de Flandres à son registre. Eric Vanderaerden a donc marqué un point important, dimanche 7 avril à Merveke, en gagnant la célèbre classique flamande avec le maillot noir-jaune-rouge sur les épaules.

A vingt-trois ans, il confirme sa valeur et justifie ses ambitions en démontrant qu'il n'est pas seulement un routier-sprinter ou un spécialiste des prologues contre la montre, mais qu'il possède aussi l'effort d'un attaquant.

Solide athlète du vété qui s'était déjà illustré dans le Tour de France, Vanderaerden vient en effet de remporter l'une des épreuves internationales les plus exigeantes au prix d'une échappée solitaire révélatrice du caractère de tempérament. Il a devancé son suivant immédiat, l'Australien Phil Anderson, de 45 secondes et il a laissé à plus d'une minute le Néerlandais Henrie Kuiper qu'il avait lâché sur les mauvais pavés du mur de Grammont. Sa performance prend une signification d'autant plus grande que le Tour de Flandres s'apparente à Paris-Roubaix dont il constitue en quelque sorte la répétition générale.

Si l'Irlandais Sean Kelly, le champion du monde Claude Criquielien et l'Américain Greg Lemond — retardé par une crevaillon — ont terminé au sein du premier groupe de poursuivants, les Français n'ont guère brillé dans cette course qui leur réussit rarement (seuls Louis Robet en 1953 et Jean Forestier l'année suivante figurent au palmarès). Cependant, Laurent Fignon conservait l'essentiel de ses chances quand il fut éliminé par une chute avant l'effroyable côte de Koppenberg. — J. A.

TENNIS DE TABLE

Hégémonie chinoise

Göteborg. — Les Chinois ont confirmé leur hégémonie sur le tennis de table en remportant six titres de champion du monde sur les sept attribués à Göteborg, rééditant ainsi leur performance de Tokyo en 1983. Curieusement, comme il y a deux ans, le double messieurs a échappé aux Chinois puisque les Sud-africains Mikael Appelgren et Ulf Carlsson ont offert à leur public, en battant en finale la paire tchécoslovaque Jindrich Pansky-Milan Orlovac, (21-15, 21-20) une médaille d'or fort attendue.

Vainqueurs des épreuves par équipes messieurs et dames, les pongistes chinois n'ont laissé dans les compétitions individuelles que des médailles à leur rivaux, en obtenant seize des vingt médailles mises en jeu. Le numéro mondial, Jiang Jialang, a nettement dominé en finale son compatriote Chen Longcan, gagnant en trois sets (21-14, 23-21, 21-18), en moins d'une demi-heure. Il remporte ainsi son premier titre de champion du monde et ajoute à cet or le bronze du double messieurs associé à Cai Zhenhua.

La Chinoise Cao Yankua, une spécialiste de la prise porte-plume, a confirmé qu'elle était bien la meilleure mondiale en conservant son titre de Tokyo. Cao a dominé en finale en quatre sets (21-12, 21-16, 10-21, 21-16), sa camarade Geng Lijuan, adepte de la prise «orthodoxe» Cao Yankua a aussi remporté le double mixte avec Cai Zhenhua en battant les Tchecoslovaques Jindrich Pansky et Marie Hrachova (9-21, 21-12, 21-8). Toutefois, elle a dû se contenter de la médaille d'argent du double dames, associée à Ni Xialan, et Geng Lijuan, finaliste malheureuse du simple, prenant sa revanche associée à Dai Lili (21-8, 21-17).

La victoire suédoise en double messieurs a sauvé l'honneur des Européens mais certains observateurs estiment que les deux équipes chinoises ont volontairement perdu en demi-finale pour offrir au moins un titre au pays hôte. Un geste de courtoisie dément par l'entraîneur chinois. — (APF)

SCIENCES

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET CULTURE SCIENTIFIQUE

L'esprit du marchepied

Il n'est point de culture sans culture scientifique, et les résultats les plus récents de la science et de la technologie doivent être intégrés dans l'enseignement. De pures évidences? Certes. Pourtant, il y a loin de l'idée à la pratique : les enseignants du secondaire, confrontés aux contraintes du programme et souvent mal formés à cette nouvelle tâche, y parviennent difficilement. Passe encore pour des professeurs d'histoire, de lettres ou de philosophie. Mais lorsqu'un professeur de physique déclare : «Nous enseignons aux élèves des sciences, nous ne formons pas leur esprit scientifique», il révèle un véritable malaise de l'enseignement français. Aussi, l'association «Echanges internationaux au service de l'éducation chrétienne», s'est-elle jugée utile d'organiser, du 30 mars au 1er avril à Paris, un colloque sur «L'enseignement secondaire et la culture scientifique contemporaine» (1) auquel ont participé quelque cent vingt personnes, enseignants du privé pour la plupart.

La science a conquis une place de choix dans le secondaire, dit-on. Comment expliquer alors que l'image que se font d'elle les élèves ne ressemble en rien à celle que transmettent les chercheurs, «enthousiastes, montrant une grande vitalité, une humilité allée de l'assurance», s'interroge

M^{me} France Rollin, formatrice et professeur de philosophie? Pourquoi les objectifs des instructions officielles précisant que «l'enseignement des sciences doit initier les jeunes aux valeurs de la culture scientifique» sont-ils si mal atteints? Le fait que les filières scientifiques, largement dominées par les mathématiques, servent surtout de «marchepied» de moyen d'aller ailleurs, contrecarre l'acquisition de l'esprit scientifique», remarque M^{me} Rollin. Les élèves n'étudient que pour «gagner» la moyenne.

Pour le professeur de philosophie, l'esprit scientifique n'est pas seulement rigueur, objectivité, logique, mais implique aussi curiosité, imagination, inquiétude, généralement considérées par les pédagogues comme caractéristiques de l'esprit littéraire. «Il faudrait que l'on cesse d'opposer dans l'école ces deux types d'aptitudes», remarque M^{me} Rollin. Certes, les enseignants doivent transmettre l'esprit de rigueur à tous les élèves, mais ils doivent amener ceux-ci à appliquer, dans les autres disciplines, les relations logiques apprises en cours de maths. «Opérer ce transfert est la condition-élé de la réussite des études».

Pour que ce «transfert» se fasse, il serait bon que les professeurs tra-

vaillent en équipes. Par exemple, comme l'ont proposé certains d'entre eux, qu'ils s'interrogent sur le langage et sur les moyens d'expliquer aux élèves que tel mot, tel concept, peut prendre des significations différentes dans la bouche d'un professeur de biologie ou de philosophie. Pourquoi, ont-ils suggéré, ne pas associer des enseignants de différentes disciplines pour expliquer aux élèves les Opuscules philosophiques de Pascal? L'idée, parmi d'autres, est lancée, et les enseignants ont décidé de se revoir pour poursuivre la réflexion. Combien seront-ils à manifester de l'intérêt pour cette activité et à trouver le temps de se consacrer? Combien de lycéens et de collégiens bénéficieront-ils de la mise en pratique de leurs conclusions? La question, à l'issue d'une tel-colloque qui demeure théorique, reste posée.

ELISABETH GORDON.

(1) Ce colloque fait suite à une réunion organisée par l'échange interdisciplinaire sur le thème thème l'année dernière à Strasbourg. Il était placé sous le patronage des Communautés européennes et de la Fondation européenne de la culture, et il a reçu la concours de la Mission interministérielle pour le développement de l'information scientifique et technique (MIDIST).

UNE QUATRIÈME NAVETTE POUR LA NASA

La dernière-née des navettes spatiales américaines, Atlantis, a été officiellement présentée, samedi 6 avril, lors d'une brève cérémonie à Palmdale, en Californie, où se trouve l'usine d'assemblage de la compagnie Rockwell International. Atlantis, qui aura coûté plus de 1 milliard de dollars, rejoint ainsi Columbia, Challenger et Discovery dans les rangs des navettes de la NASA. «La flotte est maintenant complétée», a constaté l'astronaute David Hilmers, qui devait participer à la première mission de la nouvelle navette, en septembre prochain.

Quatre navettes ne seront pas de trop pour mener à bien l'ambitieux programme que vient d'annoncer la NASA. Quarante et un vols, dont sept seront de nature militaire — sont, en effet, prévus d'ici à la fin de 1987 : neuf cette année, quinze en 1986 et dix-sept en 1987.

Libez
St. Made
PHILATELISTES

culture

LE WEEK-END de Jean-Philippe Domecq

- Pluies de printemps ● Feuilletons politique et sportif
- Un grand cirque s'ouvre, la nuit s'emboîte

Ce plomb de ciel avec une lueur jaune au fond du boulevard. Et le plus, chaque pluie de printemps. L'autre nuit pourtant, les corps s'étaient mis à tourner et retourner entre les draps, malgré les fenêtres ouvertes. De jour, les yeux étaient sortant des haies de bureaux ; entre deux rendez-vous les gens s'attardaient sur l'asphalte des trottoirs, juste un instant, le regard de-ci de-là. Les femmes respiraient plus profondément. Certains, certes, déjà sortaient leurs tables, et pour glisser une lettre dans le boîte il fallait tendre le bras au-dessus d'un buste ou d'une chevelure. Mais vendredi soir, l'essieu-glace balaie la vitre résistante des taxis. L'odeur d'insolence de taxi - et chaque fois se reconnaît à telle odeur - n'est plus de métal chaud, moins humaine aussi ; le temps est plutôt aux moqueries humides et creux de banquettes.

Dans le métro, beaucoup de journaux devant les visages, ces jours-ci. Il se serait passé quelque chose en politique, d'après les chroniqueurs, qui y sont allés de leurs prévisions, nous comme eux. Si la lecture du quotidien, selon Hegel, devient une forme de prière, c'est bien parce qu'à chaque fois notre besoin de prévoir s'y mesure avec le variable de l'histoire.

Un hausse le sourcil, l'autre serre les lèvres ou sourit, celui-là passe d'une colonne à l'autre l'air dubitatif. On dit qu'ils en ont assez de la politique. Ils le disent, quand on les sonde : signe que revient le besoin de dormir. Mais ce qu'ils ne se disent pas et qu'il faudrait ajouter au des des sondages, c'est que les épisodes les intéressent depuis quatre ans.

Parmi ces visages qui flètent les journaux, les plus retenus ont mon âge. C'est-à-dire qu'autrefois ils parlaient de révolution sans sourire ; aujourd'hui ils spéculent sur la dernière visée d'un président qui a bien lu Machiavel. Trop bien, peut-être : car si la politique est un jeu dont les règles secrètes se retrouvent d'une époque à l'autre, elle demande à chaque cycle un nouveau langage, l'histoire ne tournant pas en route mais en spirale. Nous autres, en tout cas, sommes passés d'une hygiène de l'indignation aux passions de la stratégie.

A qui la faute si nos illusions affèrent de révolution en circuit fermé ? Bien ou mal, c'est ainsi.

disait encore Hegel, auquel on montrait une chaîne de montagnes... Samedi, tous les journaux, et pas seulement sportifs, annonçaient un autre feuillet. Avec le Grand Prix automobile du Brésil commençait le championnat mondial de formule 1. L'œuvre ce que les spécialistes appellent « le grand cirque ». Les hebdomadaires multiplient les photos de ces hommes en cape qui entrent leur casque lentement, câblés de mécanos et de journalistes : « Un ingénieur en électronique branche (...) son ordinateur portable derrière le casque et tapote les touches. Les chiffres défilent sur l'écran (1). C'est vrai que cette narration populaire ne passionne que par des chiffres. A l'image des codes qui font notre réalité, si le code est le secret symbole d'aujourd'hui, « Dans son baquet de carbone, harnais souillé, vielle de caque juste entrouverte, le champion du monde attend (...). Unité de temps, unité de lieu, unité d'action. Dès les premières minutes des premiers essais de ce premier Grand Prix, les règles introuvables du grand théâtre classique ont été respectées... » (1).

« Comment, un sport pareil ? » elle posait son verre, entre deux délices de sport. « Je les ai vus aux informations, c'est d'un ennui, ces voitures qui tournent en rond sans qu'on n'y voit personne ! » « Oh, vous savez... », a-t-il dit comme ça, détournant les yeux vers le piste où les gens densaient, tournaient en rond dans le vacarme. Boîte de nuit, chance de calme au creux du bruit.

Le calme, la pluie froide, dimanche à Meudon. On longe la voie ferrée bordée de hangars gris, on entend claquer une porte métallique. On monte sur la gauche, on passe les ruelles trop tranquilles, poignantes comme des siestes de province. Plus haut, on longe les grilles de l'ancien Observatoire. Et derrière, en pleine forêt, une haute tour d'ondes hertziennes. On entend un murmure de torrent : bruit d'autoroute écouté depuis une forêt. On garde les poings dans le blouson, on est loin dans son corps, on se sent exister un peu et on s'en étourdit à peine.

JEAN-PHILIPPE DOMECQ, auteur de *Sirènes* (Editions du Seuil), un roman de sport consacré aux pilotes de formule 1.

(1) Gilles Perret, *L'Equipe* du 6-7 avril 1985.

VARIÉTÉS

LE PRINTEMPS DE BOURGES

A la rencontre de Léo Ferré

La onzième édition du Printemps de Bourges s'achève ce jeudi 8 avril. L'imagination et l'éclectisme ont marqué le week-end pascal, avec des spectacles aussi divers que ceux offerts par Léo Ferré, Alain Bashung et Charliette Couture, Francis Lalanne et Patrick Dupond ; mais encore la *Passion selon saint Jean* du chanteur ébénier Angel Parra, présentée par le comédien Michel Lomdale sous les voûtes gothiques de la cathédrale, les rockers Paul Young, Joe King Carrasco et Green on Red, et aussi le beau Karim Kacel, le Canadien Alain Lamontagne, le Louisianais Zacharie Richard.

A près du soixante-dix ans, Léo Ferré continue à rassembler naturellement des foules de jeunes de quinze à vingt-cinq ans. Sa voix monte du tumulte du « bas-fond », chaque comme un coup de fouet et éprouve l'émotion des passions de la vie. Nul besoin d'un titre au lit parade pour que des milliers de spectateurs aillent à la rencontre de ce dernier élan de la chanson française, toujours en train de réinventer les murmures et les fracs, de se raconter et de perler de coeurs-mêmes, avec ses débordements de mots et ses cris, avec son insolence, sa tendresse.

Finies les lunettes noires

Ferré ne chante pas les textes inédits de Jean-Roger Caussimon qu'il vient de mettre en musique et qu'il a rassemblés dans un album RCA. Il s'est passé un temps de la prendre par cœur. Il est tout le temps sur la route, avec Marie, sa compagne ; pour des tours de chant ou des concerts, comme celui qu'il va diriger en mai prochain avec l'Orchestre

de la RTB ou celui prévu en juillet avec l'Orchestre et les chœurs de Bratislava.

C'est du vrai et du bel ouvrage qu'a présenté aussi Alain Bashung. Longtemps les gens sont venus le voir pour écouter des « tubes » : *Gaby, Vertige de l'amour, Rebel*. Et puis le creux d'une vague lui a donné l'occasion de changer d'image (fioles les lunettes noires qui cachaient des restes de timidité), d'être plus extérieur, tout en préservant ses qualités d'introverti. Un nouveau succès, *Conquiescent*, l'a remis en selle. Pour la première fois, le chanteur sent qu'un large public

est présent, moins pour un titre popularisé par la radio que pour un répertoire où une sorte de gravité cynique côtoie la dérision et aussi une manière pleine d'humour de déverrouiller le langage de la chanson et de le replacer dans la vie.

Le beau spectacle de Bashung succédait à celui non moins émotionnellement fort de Charliette Couture. A 300 mètres de là, Francis Lalanne imposait à son jeune public, surpris et d'abord réticent, l'une des plus belles chansons d'Alain Bashung : *Bijou*. Francis Lalanne occupe aujourd'hui le créneau autrefois tenu par Maxime Le Forestier. Même public de lycéens. Même désir de jouer et de chanter cœur à cœur. Mais Lalanne va beaucoup plus loin dans le genre. Tout le spectacle est fondé sur le rapport entre le chanteur et le public. Celui-ci, avec ses deux mille voix remplace l'orchestre qui a définitivement disparu de la scène. Lalanne chante à capella ou en s'accompagnant au piano ou à la guitare. Les jeunes spectateurs qui sont venus dans la salle, une bougie à la main, constituent un écho immense qui escorte le troubadour. Il y a quelque chose de magique dans cette réunion, et Patrick Dupond, le danseur étoile de l'Opéra, qui, sur la même scène, près du chanteur, traduisait à sa manière la musique, en a été fasciné.

Dans l'après-midi du samedi, les élèves du Studio des variétés de la rue Ballu, à Paris, se sont présentés sur la « scène ouverte ». Avec les mêmes défauts que la plupart des jeunes interprètes venus les autres jours sur ce même podium ou au Tremplin : un manque de répertoire et une absence cruelle de mélodie.

CLAUDE FLÉOUTER.

CENT MILLE SPECTATEURS

Près de cent mille personnes (quatre-vingt-dix mille en 1984) ont participé à cette neuvième édition du Printemps de Bourges. Quarante-vingt-sept spectacles ont été présentés en dix jours ainsi que diverses expositions dont un hommage à Jean-Pierre Lalo, qui, depuis trente ans, photographie au rythme de son cœur et de sa passion le rock, le jazz et la chanson. Pourtant, le Festival, dont la billetterie rapporte 5 millions de francs, rencontre des difficultés dans son évolution. Les collectivités locales accordent 750 000 F de subventions, soit à peine la moitié de l'aide accordée par l'Etat. La région ignore pratiquement la manifestation, et la municipalité, qui avait sauvé le Printemps il y a cinq ans, se contente aujourd'hui de gérer les dividendes de l'opération.

C. F.

CINÉMA

COQS D'OR DU FILM CHINOIS

La fin du «cinéma de bois»

L'académie du film chinois a décerné, pour la cinquième fois ses coqs d'or. Les récompenses pour le meilleur film ont été attribuées à *La chemise rouge*, sorti le mois dernier à l'occasion du nouvel an chinois. Il raconte quelques semaines de la vie d'une collégienne de quinze ans. An Ran, qui désire voir la vie de ses propres yeux, rejette les idéaux que veut lui imposer la société. Symbole de son individualisme, le refus de s'adonner au conformisme, elle aborde une blouse rouge.

An Ran n'est pas une héroïne positive ou négative comme la cinéaste chinoise en a connu tant ces derniers lustres. C'est un personnage complexe, joué avec un grand naturel par une élève d'une école secondaire de Pékin, Zou Qitian. Elle refuse de se compromettre pour se faire élire chef de classe, critique un professeur qui se trompe, part un dimanche à vélo avec des camarades garçons, se gausse de la « mode pour cadres », costume Mao pour les hommes et complet sombre pour les femmes, et ne cache pas sa volonté de rester elle-même...

An Ran côtoie des camarades qui doivent quitter l'école avant terme pour des raisons économiques, ou à cause du divorce de leurs parents, des foyers prêts à toutes les compromissions, des enseignants capotés de former les yeux pour un « film » de cinéma « comédie ». Sa mère est algérienne, son père, peintre, aspire un succès qui se fait attendre, sa sœur aînée subit les foudres paternelles pour vouloir épouser un seul avec un petit enfant. Comme l'écrit le *Wen Hui Bao*, quotidien de Shanghai, ce film « reflète les contradictions de la société » et « la libération de la per-

sonne après le troisième plénum du cinquième congrès du PCC ».

En dépit de longueurs et d'un style qui, s'il peut paraître un peu vieillot et intimiste à nos yeux, est nouveau pour ceux des spectateurs chinois, *La chemise rouge* confirme le virage du cinéma chinois en direction de films qui reflètent davantage la réalité telle qu'elle est et non plus telle que les canons du PCC voulaient la voir. An Ran et son entourage ne parlent jamais de politique, tout comme le héros de la *Ville frontalière*, de Ling Zefang, secret meilleur metteur en scène dans ces coqs d'or. Meilleur acteur enfin, Li Xiaohu pour son rôle dans *Chouannes de fleurs au pied de la montagne*, film qui évoque le conflit sino-vietnamien et où l'on voit comment, avec des relations, on peut éviter d'être envoyé au front.

Le septième art, en République populaire, a besoin de ce changement d'attitude à attirer les suffrages du public, lassé du « cinéma de bois » dont il a été abrégé pendant plus de vingt ans. Bien des gens rechignent à aller au cinéma en dépit de la distribution de billets gratuits. Pour tenter d'améliorer un art encore « limité par la Révolution culturelle », selon le *Wen Hui Bao*, président de l'Association du film chinois, les studios vont aux autres films réformés et leurs revenus seront désormais fonction de leurs résultats financiers. En plus de ces œuvres d'un style nouveau, les producteurs des reconstructions historiques ou des films de kung-fu particulièrement prisés : ces films ont représenté 40 % des cent quarante-cinq longs métrages produits l'an dernier.

PATRICE DE BEER.

DEUX FILMS DE JOHAN VAN DER KEUKEN

La caméra récrit le réel



« Le Temps »

Orze films, une dizaine d'heures de projection étalées sur deux semaines, avec un programme, chaque jour, les *Vacances du cinéaste* (1974) et *Le Temps* (1984), réunis dans une même séance, sont les témoignages extrêmes du « réalisme » et du goût de l'abstraction du cinéaste hollandais Johan Van der Keuken, JVK pour les intimes. Van der Keuken, c'est quand le cinéma s'écrit pratiquement à votre existence, au moment où le physique du monde, mais aussi à une volonté de mise en ordre, de mise en forme, qu'il faut bien appeler poésie.

Dans les *Vacances du cinéaste*, JVK, sa femme Noëh, leurs trois enfants et un blond viking vivent la vie, entre deux bruits couverts de Charles Trénet, sur un coin de cette « douce France » célébrée par le fou chantant. Le plus grand bonheur rime avec la plus grande angoisse, la vitalité du paysage, des choses petites et grandes, avec l'absence d'un village pratiquement abandonné, où un couple se le retour, elle très active, bavardée, lui important, presque couronné en deux par l'âge et la maladie, monte une dernière fois la garde.

Toutes les qualités de l'homme à la caméra - JVK filme toujours seul, avec l'aide de Noëh pour la prise de son - sont comme réunies dans cette réflexion sur le temps et la mort qui balait tout sur leur passage, la sève vitale revenant chaque fois. L'artiste bondit à travers la durée et l'espace, retrouve d'anciennes images - son grand-père admiré qui découvre la photographie la soixantaine passée, et décide probablement de sa vocation, un musicien noir américain, Ben Webster, symbole de la beauté, de la grandeur de l'art, de l'amitié sans laquelle rien ne fait

sens. Et puis tout disparaît, l'histoire elle-même n'est qu'une suite de mémoires, avec en face l'eau, l'eau larmoyant contemplée, les enfants ravis. Noëh un peu plus tôt enceinte du dernier-né.

Par ailleurs, on songe à une œuvre en partie similaire du cinéaste américain Stan Brakhage, le papa, le père fondateur de l'avant-garde outre-Atlantique. Mais JVK refuse de se noyer dans les apparences. Si l'abandon est aux commandes, si Sartre et Camus, nos dieux de l'après-guerre, nous tendent cette méditation, le fol en l'homme rayonne de partout.

Le Temps déroule un peu, même s'il s'inscrit parfaitement dans la continuité de ce qui précède. Après un court prologue, un poème récit par un couple, une longue pièce musicale de Louis Andriessen est illustrée, découpée en séquences muettes. C'est de l'abstraction pure, dans le veiné de l'avant-garde américaine déjà citée. Une caméra qui rase les murs et capte des perspectives fuyantes. Seuls moments « humains » dans ce mouvement généralisé, deux ou trois visages arrêtés, angoissés, un enfant studieux, une jeune femme rayonnante de grâce et de promesse d'amour, mais aussi, entrecoupés, des bras qui rampent dans la boue ou, plus nombreux, se donnent l'accablée à tour de rôle. « Il faut de temps en temps faire des films comme ça », déclarait JVK après une projection publique. Ici l'éclectisme l'emporte sur la communication chaleureuse des *Vacances du cinéaste*.

LOUIS MARCORELLES.

* Studio 43 (v.o.).

NOTES

Elixir des mots

Pour ses débuts d'auteur, Constance Delaunay a créé deux personnages féminins qui font descendre jusqu'à elles rêves et délirés. Envoyées lyriques, phrases qui s'écrochent les unes aux autres sans logique, Edmée dans *La Donna* et Mona dans *Olympe Dort*, se moquent d'elles-mêmes, de leur entourage. Elles inventent des histoires, gambolent avec des riens et tentent de conjurer leur solitude, leur ennui, leur amour déçu.

Ces deux femmes ont un grain de folie qui les entraîne loin des conventions. Edmée, dans *La Donna*, dégage son mari impuissant et meurt en vieille dame et l'appelle Grand-Mère. Dialogue impossible, douloureux, que Claude Santelli met en scène, jouant avec la bizarrerie et l'ambiguïté d'Edmée. « Quand je ne parle pas, j'ai l'air », dit Mona dans *Olympe Dort*. Agacée, excessive, elle se perd elle-même dans les méandres de ses discours, elle éprouve sa famille et un mari pantouflard (Pierre Vernier), n'aspire qu'au repos.

Danielle Lebrun incarne ses sœurs jumelles qui vivent dans un monde où la parole joue le rôle de contre-poison. Naturelle, spirituelle, elle relève le texte de Constance Delaunay. Un texte simple qui témoigne d'un réel sens de l'humour et des mots, qui suggère toutes sortes de sentiments mêlés. Violence, désillusion, mystère, la mort rôde, probablement plus proche qu'on ne l'imagine.

C. de Ba.

* Petit Odéon. 18 h 30.

Les gais libertins

Comment capter, dans une photographie, ces événements confus recouverts sous un seul mot : le sexe, ses fracs, ses situations, ses défilés et ses emmêlés, ses constructions fictives ou effectives ? Le sexe est affaire suffisamment délicate pour être objet de réflexion et de réflexions. La galerie Samia Samoura suffisamment délicate pour ne pas s'en révéler directement à la pornographie... Son photographe, Maria Bonetti, suffisamment artiste pour la manier par des subtilités : par un trou de serrure ou par le clignotement d'une lanterne magique.

De la sexualité, Maria Bonetti, ne prend, en quelque sorte, que l'essence : celle d'une boutique friponne qui dévoilerait un petit manège naïf ou doit la façade s'avérer trompe-l'œil plus que rince-l'œil. Il commence par le dessin d'une scène de couple, d'une posture répertoriée. Il ef-

face ensuite la trivialité du détail en le noircissant et celle de la jonction des corps au découpage, en n'en faisant qu'une pièce soudée. Ne reste qu'une mince silhouette de papier qu'un enfant pourrait faire danser en l'air, tant du bout d'une règle frottée contre sa manche. Au contraire, il la plombe : il le colle sur un carton et la dispose dans un théâtre miniature, derrière un rideau presque transparent, éclairé en ombre chinoise. La scène est photographiée et tirée en grand format. On dirait des photographes du film d'un gamin qui se prendrait pour Murnau, mais qui se serait trompé de serrure et aurait glissé son objectif dans le château de Sade au lieu de celui de Nostalgia.

HERVÉ GUBERT.

* Maria Bonetti, à la Galerie Samia Samoura, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-1^{er}, jusqu'au 13 avril.

Giboulées à Strasbourg

Installés dans un ancien temple, la Maison des arts et loisirs (MAL) de Strasbourg, sous la direction d'André Pomarat, dispose depuis quatre ans d'un nouveau théâtre de quatre cents places : le Théâtre Jeune Public (TJP), qui vise un public plus large que celui des enfants avec l'« *Heure des cloches* de Marivaux, *La Légende des siècles* et les *Enfants de Victor*, d'après Hugo. Les Giboulées de la marionnette, récemment, y témoignaient de la bonne santé du genre.

Une fois de plus, les Pays-Bas y ont prouvé leur incontestable supériorité actuelle. D'abord avec le Stuffed Puppet Theater de l'Amsterdamer depuis plusieurs années. Ses *Sept Pêchés capitaux* procèdent humoristiquement et diaboliquement de quelques scènes du *Faust*, de Marlowe mais c'est encore dans ses *Studies in Fantasy* que Tranter est le plus éblouissant. En moins d'une heure, et en une quinzaine de sketches, ce manipulateur apollinien, tête d'art et collant blanc, livre à ses marionnettes de tout poil un combat singulier sans merci. A Amsterdam aussi travaille le Popstudio Henderik, qui présentait à Strasbourg *la Bête de la Chine* : ici, le mystère de la boîte de Pandore devient, pour deux comédiens goguenards, l'occasion de transformations impuissantes. On chercherait l'histoire aussi vaioement que dans *Hellpop*, mais le spectateur ne cesse de s'émerveiller devant tant de fugitives métamorphoses.

BERNARD RAFFALLI.

* MAL TJP. Petit Saint-Martin-Peute-France, 67000 Strasbourg. Tél. : (88) 35-70-10.

ملتان لا محل

RADIO-TÉLÉVISION

INFORMATIONS « SERVICES »

Lundi 8 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Cinéma** : *For de Mackenna*. Film américain de J. Lee Thompson (1968), avec G. York, O. Stant, C. Sparv, T. Savalas, K. Wynn, L.J. Cobb. Un bandit sanguinaire enlevé le chef Mackenna, seul à conquérir l'implacable secret d'un légendaire canyon de l'or. Ce western au budget de superproduction est bavard, moralisateur. Grand spectacle vers la fin.

22 h 40 **Étoiles et tables**. Émission de Frédéric Mitterrand et Mariette Josse. Des entretiens avec Claude Chabrol et Jean Cocteau (avec des extraits de leurs films) ; un portrait d'Orson Welles ; *Mou-Mou* et *Sandrine Bonnaire* parlent du film *Blanche et Marie*.

23 h 40 **Journal**.

0 h C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

50 AFFAIRES SINGER

EXEMPLE :

ASPIRATEUR

Réf. Super as 2
Compact électronique
Puissance de 250 à 1000 watts.

1.595' - 300'

1.295'

SINGER

Offre valable du 25 février au 27 avril 1985

20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre** : *Raymonda*. Ballet en trois actes de L. Pechkof et M. Petipa, sur une musique de Glazounov, chorégraphie R. Nouvot (enregistré le 8 décembre 1983 à l'Opéra de Paris). Au XIII^e siècle, dans un château de Provence, des dames et demoiselles trompent leur solitude en écoutant des chants de troubadours, dans l'attente de leurs valeureux époux et fiancés partis combattre en Terre sainte.

23 h 5 **Magazine** : *Pleins du théâtre*. De P. Laville, réal. G. Pannier. Invité : Danielle Darrieux. Au sommaire : « Les Oiseaux », au Théâtre du Rond-Point ; Tchekhov à Montparnasse ; Claude Santelli, metteur en scène, au Festival d'été ; l'heureux Stratosphère ; de Marivaux, à l'Odéon ; les quarante ans du Théâtre national de Belgique.

23 h 55 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** (cycle : *Rions français*) : *Le Pion*. Film français de C. Gion (1978), avec H. Guybet, C. Jade, C. Pélissier, M. Galabru, C. Dauphin, M. Kervin. Un professeur macabre dans un lycée de province, chahuté par ses élèves, écrit un roman en cachette. Cela lui vaut un coup de déshonneur. Documentaire que le film se termine dans un comique sans originalité car Henri Guybet est très bien.

22 h **Journal**.

22 h 25 **Théâtre**. Magazine de la nuit, de G. Pernoud. 24 heures de la vie du « Clem », reportage de Lise Blanchet et de Patrick Ballez, sur la vie à bord du porte-avions Clemenceau.

23 h 10 **Allegoria** : Pierre-Paul Rubens.

23 h 15 **Préface à la nuit**.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, *Oum le dauphin* ; 17 h 10, *L'Alsace gourmande* ; 17 h 30, *Feuilleton* : *Quentin Durward* ; 18 h 25, *Du réel au magique* ; 18 h 50, *Atout PIC* ; 18 h 55, *Feuilleton* : le grand César ; 19 h 15, *Informations* ; 19 h 20, *Paris imprévu* ; 19 h 45, *Dessins-moi nos chansons*.

CANAL PLUS

20 h 30, *Le Chat et le Canari*, film de R. Metzger ; 22 h 15, *Boxe* ; 23 h 20, *Bas-relief* ; 1 h 10, *Ghostkeeper*, film de J. Makichuk ; 2 h 35, *Top 50*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Les sept jours américains*, de Ryman Dale. Avec J. Topart, J.-F. Delacour, Hubert. 21 h 40 *Les Indes, musiques traditionnelles*. 22 h 30 *Nuits magiques* : Pina Bausch et le Tanz Theater de Wuppertal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (Festival de Berlin) : « Ouverture américaine », de Britten ; « Quatuor pour cordes et piano en sol mineur », de Debussy ; « Symphonie n° 5 en mi bémol majeur », de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. S. Karlo.

23 h *Les soirées de France-Musique* : la guerre des pianos, la belle époque du piano ou les rendez-vous d'une passion.

Mardi 9 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **ANTIOPE** 1-1.

11 h 45 *La Une chez vous*.

12 h *Feuilleton* : *Arnold et Willy*.

12 h 30 *La boutique à la mer*.

13 h *Jeux*.

13 h 45 *À plaines vives*. Série : *Galactica* ; à 14.40, *La maison de TF 1* ; à 15.15, *Mode d'emploi*, magazine du travail et des entreprises ; à 16 h 15, *Portes ouvertes*, magazine des handicapés.

18 h 30 *Croque-vocant*.

18 h 30 *La chance aux chansons*.

18 h 30 *Le village dans les nuages*.

18 h 30 *Mini-journal pour les jeunes*.

18 h 30 *Série* : *Cœur de diamant*.

19 h 10 *Jeu* : *Anagram*.

19 h 40 *Feuilleton* : *Les Bargeot*.

20 h *Journal*.

20 h 30 *D'accord pas d'accord (INC)*.

20 h 35 *Jeu* : *Enigmes du bout du monde*. Sur une idée de J. Antoine, présentation G. Schneider. Un roman de la « Course autour du monde ».

21 h 35 *Document* : *Romande d'amour*. De Jean-Louis et José Roy. Le rêve aujourd'hui pour une jeune Mauricienne, le conte de fées moderne, c'est de traverser l'Océan pour épouser un Suisse. Un phénomène en phase de devenir un fait de société. Jean-Louis et José Roy sont allés d'un côté à l'autre de ce courtier transatlantique qui finit par une baguette au doigt. Une extraordinaire émission, pleine d'intelligence et d'humour où il y a cette manière particulière de tout dire, sans cesser de juger, de dépasser la sociologie pour atteindre l'humaine condition. Ce document, initialement prévu le 27 mars, avait été déprogrammé à cause de la diffusion d'un match de football.

22 h 35 *Tintin* : *Ariz*. Magazine G.A. Gallien. *Autour de la Comédie-Française* : une institution culturelle vieille de trois cents ans, une entreprise qui fait vivre quatre cents personnes. Interviews d'acteurs, témoignage de M. Jean-Pierre Vincent, administrateur depuis deux ans.

23 h 35 *Journal*.

23 h 50 *C'est à lire*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h 45 *Télématin* (à 8.30, *Feuilleton* : *la Farandole*).

12 h 30 **ANTIOPE**.

12 h *Journal et météo*.

12 h 10 *Jeu* : *L'académie des neuf*.

12 h 45 *Journal*.

13 h 30 *Feuilleton* : *Les amours des années folles*.

13 h 45 *Aujourd'hui la vie*. Au nom des femmes : *Virginia Woolf*, racontée par Viviane Forrester.

14 h 50 *Série* : *Chips*.

15 h 40 *Reportage* : *Le grand raid*. Pékin-Fort Nelson (diffusé le 7 avril).

16 h 45 *Le journal d'un siècle*, de L. Bénot. 1907, le premier projet d'impôt sur le revenu ; la révolte des viticulteurs du Midi.

17 h 30 *Dessin animé*.

17 h 45 *Récré A2*. *Poochie* : les *Vivatoutins* ; *Lulu et Lili* ; *Antin A2* ; *Terre des bêtes* ; *C'est chouette* ; *Téléchat*.

18 h 30 *C'est la vie*.

18 h 50 *Jeu* : *Des chiffres et des lettres*.

19 h 15 *Emissions régionales*.

19 h 40 *Le théâtre de Boulevard*.

20 h *Journal*.

Mardi : **Cinéma** ! Et nocturne à la Samaritaine Rivoli jusqu'à 20 h 30 (comme tous les mardis et vendredis).

20 h 30 *D'accord pas d'accord (INC)*.

20 h 40 **Cinéma** : *Rends-moi la clef*. Film français de G. Frès (1980), avec G. Marchand, J. Birkin, J. Dutronc, N. Nelli, R. Beron, J.-P. Muel. Une jeune femme, séparée de son époux, doit se rem-

Sports et loisirs

276-54-54 : UNE LIGNE POUR GARDER LA LIGNE

Pour informer les Parisiens sur les activités sportives mais aussi pour mieux connaître les aspirations des habitants de la capitale, la direction de la jeunesse et des sports de la Ville de Paris a créé il y a deux ans un service de réponses par téléphone.

« Allo-Sports mairie de Paris » a reçu l'an passé plus de 15 300 appels, dont plus de 5 500 pendant les mois de septembre et octobre. La natation, le tennis, la gymnastique, intéressent en priorité la population de la capitale. Les Parisiens téléphonent aussi, parfois, lorsqu'ils souhaitent jouer au baby-foot, au golf miniature, aux dames et au tarot, quand ils veulent s'inscrire au Marathon de Paris, connaître la façon de passer le permis de pêche, faire du sport en province, louer un terrain, vendre un dérivé, assister à une compétition de slot racing...

Devant la grande diversité des questions posées, « Allo-Sports », chaque matin, enrichit et met à jour sa documentation. Il rappelle les usagers auxquels il n'avait pas répondu lors d'une première conversation. Il répond ensuite directement au public, de 10 h 30 à 17 h, du lundi au jeudi et jusqu'à 18 h 30 le vendredi, et ce pendant toute l'année.

« Allo-Sports » va bientôt être informatisé, afin de mieux traiter les informations toujours plus nombreuses qu'il est appelé à rassembler le service pourra, ainsi répondre, à l'avenir, à un nombre encore plus grand d'appels.

« Allo-Sports mairie de Paris ». Tél. : (1) 276-54-54.

COLLOQUES

ÉNERGIE ET COMPORTEMENT. — La maîtrise de l'énergie et le comportement des consommateurs fera l'objet d'un colloque international du 10 au 12 avril au Palais des congrès de Versailles. Ce colloque, organisé par le Centre scientifique et technique du bâtiment, réunira des chercheurs et des praticiens de plus de vingt pays.

* Renseignements : CSTB, 27, rue de Valenciennes, 93572 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 524-43-82.

CONCOURS

LIVRES D'ENFANTS. — La ministre de la jeunesse et des sports organise, comme chaque année depuis 1981, le Grand prix du livre pour la jeunesse, qui récompense un ou plusieurs romans inédits pour les jeunes de huit à douze ans. Ouvert à tous les auteurs d'expression française, il est doté de deux prix d'un montant de 30 000 francs chacun, décernés l'un par un jury adulte, l'autre par un jury d'enfants. Les manuscrits doivent être déposés avant le 30 avril.

* Renseignements (1) 523-40-00. Poste 2254.

CARNET

Décès

— M. et M^{me} Mario Durand-Viel, M. et M^{me} André Berthault, M. et M^{me} Jacques Berthault, ses enfants, ses petits-enfants et ses vingt et un arrière-petits-enfants. Les familles Berthault, Halluette, Carad, Duval-Arroult et Frache, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Charles BERTHAULT, née Geneviève Frache, pieusement décédée le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année. Ses obsèques seront célébrées le mardi 9 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Il y a un an

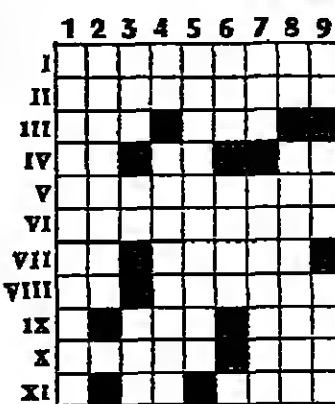
Denis BARBIER

sous quinzain. Que ceux qui l'ont connu et aimé, dans sa trop courte vie, aient une pensée pour lui.

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^{ie}
320-74-52

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3940



HORIZONTALEMENT

1. Elle ne fait que passer. — II. Avec elle, il faut s'attendre à avoir des pépins. — III. Arrose Northampton et Peterborough. Instrument à corde. — IV. Découvert. Symbole chimique. Symbole de la réussite. — V. Certains, pour leurs loisirs, la recherche dans la grève. — VI. Jules pour Jules. — VII. Abréviation religieuse. Haut lieu de l'agriculture ou grand nom de la culture en Espagne. — VIII. Démonstratif. Fait partie des huiles. — IX. Plus on en prend, et plus on peut en tirer bénéfice. Qui n'a donc pas de « cœur ». — X. On pouvait les voir en peinture, mais lui, peu de gens pouvaient le sentir. En place. — XI. Démonstratif. Fit tomber de haut Jézabel.

VERTICALEMENT

1. A donc toutes les chances d'être épousé. — 2. A combattu

d'urgence si on ne veut pas faire chou blanc. — 3. « Consommation » difficile à renouveler. Conjonction. Petit bagage. — 4. Abréviation. Relation entre voisins. — 5. Plus c'est vaseux et plus cela a donne des chances de leur plaisir. — 6. Fin de service. On en trouve à tous les rayons. — 7. Lettre grecque. Fise donc beaucoup. — 8. Note. Peut être considérée, à juste titre, comme le livre de l'année. — 9. Préposition. Fleuve côtier. Perdit un avantage naturel pour un avantage en nature.

Solution du problème n° 3939

Horizontalement

1. Décapitation. Me. — II. Epica. Néron. — III. Sa. Cumulard. A.R. — IV. Cuvé. Émman. (dampné). — V. Elancement. Ali. — VI. Na! Sabordages. — VII. Drouf. Niobé. — VIII. Adrenaline. Ru. — IX. Evier. — X. T.V.A. Empotés. Ali. — XI. Énim. (mince). Trone. — XII. Siderale. Loi. — XIII. Asse. Age. Loir. — XIV. Litteries. Sirène. — XV. E.E.E. Ille. Adresse.

Verticalement

1. Descendante. Ale. — 2. Epaulard. Vessie. — 3. Ci. Va! Organiste. — 4. Accentué. Idée. — 5. Peu. Enième. Ri. — 6. Iambes. Rail. — 7. Mallophages. — 8. Eb. Les. — 9. Tua. Nonnette. — 10. Retriever. L.S.D. — 11. Onde. Do. Isoloir. — 12. Ne. Able. Noire. — 13. Ramage. Racines. — 14. Mrrale. Ns. — 15. En. Disqualifié.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 9 AVRIL

« Le siège du Comité central du PC, chef-d'œuvre d'architecture moderne ». 15 heures, métro Clémenceau-Fabius, M. C. Lamière.

« Le Concubinage ». 14 h 45, quai de l'Horloge (ATTC) ou 14 h 30 (visite de la salle gothique et de la prison révolutionnaire), E. Renan.

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain ». 14 h 30, métro Solferino, Michèle Polver.

« La Sainte-Chapelle et ses vitraux ». 15 heures, boulevard du Palais, devant les grilles (Arènes).

« L'Hôtel Dieu, autrefois ». 15 heures, devant l'entrée, côté parvis (Paris autrefois).

« Le quartier des Gobelins ». 11 heures, sur les traces de la Bièvre, métro Corvisart ; 14 h 30, la manufacture et les ateliers, 42, avenue des Gobelins.

« Le Marais ». 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine.

« L'Hôtel de Lannin ». 15 heures, 17, quai d'Anjou.

« La Bourse en activité ». 11 h 15, métro Bourse, P.-Y. Jaslet.

« La maison de Victor Hugo ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 7 avril :

DES ARRÊTÉS

« Relatif à la commission nationale de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. »

« Relatif au taux de la taxe intérieure de consommation sur le foin domestique. »

UN DÉCRET

« Portant modification du chiffre de la population et attribution de populations fictives aux communes membres des agglomérations nouvelles prévues par le titre VII du livre I^{er} du code des communes, aux agglomérations nouvelles et aux communes intéressées par lesdites agglomérations. »

LOTO N° 14

NATIONAL

TIRAGE DU SAMEDI 6 AVRIL 1985

11 28 34 35 40 45 41

BONNEJO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 10 AVRIL 1985 ET SAMEDI 13 AVRIL 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE POUR 1F	
6 BONS N°	1	8 329 210,00 F	
5 BONS N°	21	185 090,00 F	
5 BONS N°	1 198	10 195,00 F	
4 BONS N°	81 276	150,00 F	
3 BONS N°	1 653 377	10,00 F	

SUPER BONUS D'AVRIL 96 599

3 BONS N° + COMPLEMENTAIRE : 10 F x 10 = 100 F

BOULET DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

LA MESURE ARMAND THIERY.

UN CHOIX DE PLUS DE 1000 TISSUS. VOTRE COSTUME LIVRE EN 15 JOURS, GRÂCE À NOTRE SYSTÈME DE COMMANDES PAR MINUTEL.

EXEMPLE : Costume 3/4 à 3/4 à partir de 2 590 F.

مكتبة الأمل

LÉGION D'HONNEUR

Grande chancellerie

Est promu commandeur :
M. Maurice Le Lannou, professeur honoraire au Collège de France.

Sont promus officiers :
MM. Jean Berail, contrôleur général honoraire de la Police nationale; Paul Boisson, président de section de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur; Jean Debellet, doyen honoraire de la faculté de médecine de Poitiers; Pierre Payen, trésorier-payeur général honoraire; Pierre Poirier, ingénieur en chef honoraire à la SNCF.

Sont nommés chevaliers :
MM. Gaston Canchy, professeur honoraire de lycée; René Drouin, président de la section saine de l'Association des membres de l'Ordre national du Mérite; Charles Eckenfelder, ancien agent de la SNCF; Edouard Fournier, ancien directeur d'UER, d'université; Guy de la Mennette, ingénieur en chef honoraire du génie rural; Jules Plateau, ancien sous-chef de bureau à la SNCF; Maurice Prens, inspecteur divisionnaire honoraire de la Police nationale.

Premier ministre

Sont nommés commandeurs :
M. Claude Fréjacques, président du CNRS; M. Marguerite de Crayencour, dite Marguerite Yourcenar, écrivain, membre de l'Académie française.

Sont promus officiers :
MM. André Nivollat, sous-directeur à la Documentation française; Alain Tiwaye, avocat; Michel Tournier, romancier; Salomon Weinberg, dit Sammy, PDG d'une société de prêt-à-porter.

Sont nommés chevaliers :
MM. André Collin, président du conseil d'administration d'une société nationale; Jean Elieinstein, maître-assistant dans une université; Yvonne Joseph, chef de section au secrétariat de la défense nationale; René Lefrançois, président d'association d'anciens combattants; Maurice Maïre, docteur en médecine; M. Louise Marais, épouse Aulnette, institutrice honoraire; MM. Jean Moretti, ancien négociant; Bernard Pache, PDG d'un groupe d'industries d'électro-mécanique; Yves Poullé, médecin-chef d'un service d'ophtalmologie; Jean-Claude Probst, dit Jean-Claude Casadesu, chef d'orchestre; M. Geneviève Salacrou, attachée d'administration; MM. Henri Tournoux, grand maître de la Grande Loge de France; Robert Toungue, ancien receveur des impôts; Francis Windsor, président du conseil supérieur de l'ordre des experts comptables.

DROITS DE LA FEMME

Sont nommés chevaliers :
M. Simone Ballet, épouse Iff, membre du Conseil économique et social; M. Antoinette de Bergeron, chef de musée; M. Yvonne Tolpau, dite Tolpau-Guillard, avocate à la cour.

FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Sont nommés chevaliers :
MM. Marcel Devaux, ancien maire de Beauvoisin-en-Cambrésis (Nord); Lucien Leprieux, chef de section au secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants; Louis Roze, attaché d'administration.

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Sont nommés chevaliers :
MM. Pierre Bourge, journaliste; Jean Forest, président de l'Agence centrale pour le développement de la presse; Stéfano Lorenzini, metteur en scène; Guy Thomas, journaliste; Gilbert Vial, secrétaire général de la Régie française de la publicité.

PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Est promu officier :
M. Pierre Darou, directeur des services administratifs du Nord.

Sont nommés chevaliers :
MM. Marc Burgas, vice-président du comité économique et social de Provence-Alpes-Côte d'Azur; Claude Fourquagnat, directeur du Céprémap; Louis Goutier, avocat à Tarascon; Lucien Mayeux, chef de section au bureau du cabinet du ministre des PTT; Michel Souliac, secrétaire général pour les affaires régionales de Midi-Pyrénées; Raphaël Squerionni, PDG de la Sicom Corsica.

Économie, finances et budget

Est promu commandeur :
M. Robert Berta, président d'un groupe d'assurances.

Sont promus officiers :
MM. Yves Béchade, conseiller-maître à la Cour des comptes; Pierre Chavard, ancien commissaire du gouvernement; Pierre Chevigny, conseiller-maître honoraire de la Cour des comptes; Jean Philippe, conservateur du registre de la cinématographie; Gustave Rambaud, conseiller d'un président de banque; Jean Vassallo, trésorier-payeur général honoraire; Claude Vuilleumier, chef de service à la Caisse des dépôts et consignations.

Sont nommés chevaliers :
MM. Ralph Aguerreber, chef de service de l'administration centrale; Marcel Barthe, directeur de la Banque de France; Claude Bédar, PDG de compagnies d'assurances.

MM. Jean-Paul Cheruy, secrétaire général dans une banque; Gérard Clays, président du directoire d'un établissement financier; Michel Dailly, chef de fabrication aux Monnaies et médailles; Jacques Delhommie, contrôleur financier; Jean Dervergès, président de la Caisse d'aide sociale de l'éducation; Francis Fabre, conseiller-maître à la Cour des comptes; Michel Fessler, administrateur de sociétés; André

Fleury, directeur des services fiscaux; Jean-Pierre François, ancien président de banque; Yann Gallard, président de banque; René Gize, chef d'atelier à la SEITA; Roger Giraudon, receveur des finances; M. Geneviève Jacob, née Goulet, attachée de direction dans une banque; M. Bruno de Mauné, administrateur d'entreprises internationales; M. Janine Molinier, chef de service à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer; MM. Roger Prain, directeur de banques; Michel Schmitt, contrôleur financier.

Justice

Sont promus commandeurs :
MM. Jacques Chardieu, président de section au Conseil d'Etat; Guy Pinot, président honoraire de la Cour d'appel de Versailles.

Sont promus officiers :
MM. Edouard Bourge, président du tribunal de grande instance de Lyon; Raymond Brunner, conseiller à la Cour de cassation; Maurice Chameau, président de la Cour d'appel de Grenoble; Pierre Fabre, procureur près la Cour d'appel de Montpellier; Gaston Fedou, conseiller à la Cour de cassation; Jean Fontana, président à la Cour d'appel de Paris; Edouard Hardy, avocat général près la Cour d'appel de Paris; Les Montanier, avocat général à la Cour de cassation; Jean Mouton, conseiller à la Cour de cassation.

Sont nommés chevaliers :
MM. Georges Amado, substitut près de la Cour d'appel de Pau; Jacques Arnaud, président à la Cour d'appel de Nîmes; Bernard Aubry, président du tribunal de grande instance d'Orléans; Lucien Aveneg, conseiller à la Cour d'appel de Paris; M. Claude Blum, substitut à l'administration centrale; MM. Gilbert Bony, président honoraire du conseil de prud'hommes de Marseille; Maurice Colomb, conseiller à la Cour d'appel de Paris; Jean Dumont, président de chambre à la Cour d'appel d'Amiens; Samuel Fleischer, expert honoraire; Xavier Garcia, président de chambre à la Cour d'appel de Versailles; Paul Huck, greffier de la Cour d'appel de Paris; Dominique Jolivet, vice-président au tribunal de grande instance de Créteil; Pierre Jondet, conseiller prud'homme à Paris; Philippe Lemaître, avocat à Paris; Joseph Le Pave, notaire à Paris; Michel Le Troquer, avocat à Paris; Pierre Loutch, conseiller référendaire à la Cour de cassation; Paul Marchand, substitut près la Cour d'appel de Paris; Michel Mantel, avocat général près la Cour d'appel de Paris; Michel Meyer, président de chambre à la Cour d'appel de Paris; Victor de Montchem, substitut près le tribunal de grande instance de Créteil; Robert Philippiot, vice-président au tribunal de grande instance de Paris; René Pin, vice-président de la société mutualiste du ministère de la justice; Bernard Poullain, secrétaire général du Conseil constitutionnel; M. Louise Pouchard, épouse Perraudin, conseiller à la Cour d'appel de Paris; MM. Jean Reygobert, avocat général près la Cour d'appel d'Alençon-Provence; Louis Trialet, substitut près la Cour d'appel de Riom; André Valdes, président de chambre à la Cour d'appel de Paris; Robert Weil, avocat à Strasbourg.

Relations extérieures

Sont promus commandeurs :
M. Jean-Paul Angit, ministre plénipotentiaire; Mgr Charles Lefebvre, doyen du tribunal de la Sainte Rote romaine; M. Gabriel Nabes, chef de laboratoire; M. Jean-Pierre Pichard, directeur de Columbia, à New York.

Sont promus officiers :
MM. Bernard Bochet, ambassadeur au Mexique; Yves Boulange, conseiller à l'ambassade de France en Yaguajay; Marcel Laugel, premier conseiller à l'ambassade de France au Liban.

Sont nommés chevaliers :
MM. Pierre Card, secrétaire de chancellerie; Michel Chatelet, ambassadeur au Togo; Jean Chauvet, ambassadeur à Belize; Roger Chereau, secrétaire adjoint des affaires étrangères; Jacques Royet, conseil général à Djibouti.

PROTOCOLE

Sont promus officiers :
Mgr René Boissier, chargé par le Saint-Siège de suivre la communauté catholique italienne de Grande-Bretagne; le Père André Demersman, père blanc en retraite; M. Pierre Jugnot, médecin conseil du consulat général de France à Tunis; le Père Louis Second, père dominicain missionnaire au Brésil.

Sont nommés chevaliers :
M. Antoine Apep, née Grime, présidente de l'Association pour la conservation des sépultures françaises; Annaba (Algérie); Mgr Maxime Charles, recteur de la basilique de Montmartre; MM. Jean-Baptiste Esiga, conseil honoraire en Colombie; Jean Fane, homme d'affaires résident en Argentine; Henri Lousteau, PDG de sociétés en Haïti; Jacques Navade, journaliste à Télé-Luxembourg; Mgr Ernest Nyary, archevêque de Bagdad; M. Marie-Suzanne, née Mérygnot, journaliste en Afrique du Sud; Daisy Thorol, née Matosian, fondatrice d'œuvres sociales au Suisse.

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

Sont promus officiers :
MM. Guy Coïc, professeur de géographie; Georges Marras, chef de la mission de coopération à Yaoundé.

Sont nommés chevaliers :
MM. Henri Bouillard, adjoint au sous-directeur de la recherche et de l'information scientifique à l'administration centrale; Claude Cabrol, conseiller du

premier vice-ministre du Gabon; Marc Cosé, directeur d'une société pétrolière au Gabon; M. Yvonne François, en religion sœur Claire, médecin à Biakourou au Togo; MM. Jacques Juif, conseiller à la mission de coopération de Nouakchott; Maurice Pailler, exploitant forestier au Cameroun; Victor Renard, directeur de l'Agence de la caisse de coopération économique au Mali.

Défense

Sont promus officiers :
MM. François Bedaux, PDG d'une société; Philippe Giscard d'Estaing, directeur délégué dans une société.

Sont nommés chevaliers :
MM. Roger Barlier, pilote de réception; René Bertrouille, directeur dans une société; Henri Boissou, professeur agrégé; MM. Maurice Carpentier, administrateur civil; Jacques Denat, magistrat délégué au tribunal; Jean Jacquemont, vice-président d'une mutuelle; Jacques Maxime, ingénieur; Armand Ors, agent ser contract.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Sont promus commandeurs :
MM. Emile Cornu, président de l'Union des veuves de guerre; Léon Rogez, président d'une association; Gaston Saurat, ancien membre du Mouvement national des prisonniers de guerre.

Sont promus officiers :
MM. Marcel Jacomet, trésorier départemental de l'Union des associations de combattants; Louis-Marie Raymond, président de Libération-Sud; Pierre Sierns, ancien directeur interdépartemental.

Sont nommés chevaliers :
MM. Paul Albert, trésorier départemental des anciens de la brigade Alsace-Lorraine; Alphonse Barry, président d'honneur d'une section de la Fédération des combattants républicains; Léon Bassot, président d'un comité de l'Association des combattants volontaires de la résistance; Théophile Chuvet, président départemental de la Fédération des blessés du poumon; M. Jacqueline Etienne, épouse Grichard, membre de la Fédération des déportés et internés; MM. Marcel Hachid, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre; Jean-Baptiste Lalanne, président d'une association d'anciens combattants; Paul Linsag, vice-président départemental de l'Association des combattants volontaires de la résistance; M. Jean Loutch, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre; Louis Rambaud, président départemental de la Fédération des combattants prisonniers de guerre; André Renaudin, vice-président de l'Association des anciens combattants de la ligue Maginot.

DÉPORTÉS ET INTERNES

Est promu officier :
M. Maurice Fessy, interné-résistant.

Sont nommés chevaliers :
M. Les Charpentier, épouse Le Pen, interné-résistant; M. Edouard Coz, interné-résistant; Jean Godin, interné-résistant; André Motteux, interné-résistant; Norbert Paulet, interné-résistant; Sabia Salinas, interné-résistant.

Intérieur et décentralisation

Est promu commandeur :
Jean Le Coz, préfet, directeur de cabinet du commissaire de la République d'Indonésie.

Sont promus officiers :
MM. Etienne Campuzano, ancien conseiller municipal d'Agua; Charles Champy, adjoint au maire de Micon; Armand Delaunoy, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne; Marc Ricard, directeur des services d'incendie des Yvelines.

Sont nommés chevaliers :
MM. René Arnold, attaché à la préfecture de Haut-Rhin; Pierre Barbas, secrétaire fédéral du syndicat Force ouvrière; Pierre Bouteau, ancien sous-directeur de la police nationale; Gérard Calixte, commissaire adjoint de la République de La Trinité; Robert Castaing, maire de Lezoune (Gers); M. Madeleine Chancel, épouse Musil, adjoint au maire de Vienne (Isère); MM. Domit Chimal, doyen d'honneur du conseil général de la Savoie; Pierre Devivier, président du tribunal administratif de Pau; Guy Delbut, commandant de groupement au CIRCOSC; Gérard Depierre, commissaire de la République au Cher; Léon Deschamps, adjoint au maire de Thiers (Puy-de-Dôme); Maurice Gavet, médecin-chef des services d'incendie de la Charente; Georges Greco, sous-directeur de services de la police nationale; Mgr Guy Herbolot, évêque de Cerbell-Essames; MM. Raymond Hugues, conseiller général des Hautes-Alpes; Pierre Jacq, ancien maire de Sainte-Sève (Finistère); Guy Jourdain, conseiller général de la Nièvre; Michel Lajus, commissaire de la République; Guy Lapeze, ingénieur au laboratoire de la préfecture de police; Albert Marzau, officier de paix honoraire; Marcel Meiffret, ancien adjoint au maire de Dragagnac; Jean-Pierre Monsterrat, président du conseil de l'Eglise réformée de France; Paul Padovani, administrateur civil; Henri Pagès, directeur général de la Nièvre; Robert Penit, ancien conseiller général de l'Aisne; Sauveur Piguellem, commandant de la police nationale; Pierre Sanvignes, ancien conseiller général de l'administration de l'éducation nationale; Lucien Soullac, contrôleur général de la police nationale.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Est promu officier :
Mgr Michel Coppenrath, archevêque de Papete.

Sont nommés chevaliers :
MM. Pierre Brayard, contrôleur général de la police nationale; Luc Houreau, président du conseil de la Réunion; Hédia Tapeta-Monars, ancien fonctionnaire de police en Polynésie.

Agriculture

Est promu officier :
M. Jacques Rool, directeur du fonds d'intervention du marché du sucre.

Sont nommés chevaliers :
MM. René Amour, président d'associations canotières; Roger Charles, inspecteur général de l'agriculture; Pierre Chavero, président du Comité interprofessionnel de l'horticulture; Pierre Dumont Saint-Priest, agriculteur-éleveur; Henri Falguères, directeur de l'Union des coopératives agricoles d'approvisionnement; Jean Garigou, directeur à la Caisse de crédit agricole; Bernard Jollet, président de la chambre d'agriculture de l'Indre; Pierre Julien, directeur des domaines viticoles de la Compagnie des sables du Midi et des salines de l'Est; Claude Maréchal, directeur de l'agriculture de la Bourgogne; Claude Peltreman Villeneuve, président de l'Institut pour le développement forestier; Albert Raymond, éleveur; M. Irène Trepo, sous-directeur de la protection sociale à l'administration centrale.

Redéploiement industriel et commerce extérieur

Est promu commandeur :
M. Philippe Hue, président du conseil d'administration des Charbonnages de France.

Sont promus officiers :
MM. Roger Georges, conseiller d'une société d'appareils ménagers; Henri Hemic, PDG d'une compagnie; Jean Mersch, vice-président d'une association; Michel Molbert, directeur industriel au CEA; Fred Samuel, PDG d'une société.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean Balazac, directeur à GDF; Julien Barthes, cadre EDF-GDF; René Boute, chef d'entreprise; Michel Bonberger, délégué général d'une société; Louis Bruch, ancien mineur de fond; Françoise Chiffre, épouse Allaire, PDG d'une entreprise textile; MM. Bernard Delage, directeur de succursales de banque au Japon; Louis Dmy, vice-PDG d'une compagnie pétrolière; René Desmoussier, PDG d'une société de construction électrique; Daniel George, chef des services d'expansion en RFA; Hubert Jaquet, PDG d'une société de produits pétroliers; Georges Jollet, dit Tauxe, président de directoire d'un groupe de sociétés de construction; Claude Lefebvre, directeur dans une société de construction d'automobiles; Jany Parise, ingénieur-conseil; André Poch, directeur à l'Institut français du pétrole; Francis Sauter, directeur d'une société; M. Marie-Thérèse, épouse Derouet, président de laboratoires; M. Eric Wolf, chirurgien, chef de service des Hôpitaux du bassin de Lorraine.

PTT

Sont promus officiers :
MM. Paul Chauvet, chef de service des postes à Poitiers; Jean Masson, inspecteur général à la direction des télécommunications d'Ile-de-France.

Sont nommés chevaliers :
MM. Pol Anbriot, inspecteur général à l'Etat; Richard Raskowski, directeur d'un office public d'aménagement et de construction; Alain Trepo, PDG d'une banque coopérative.

Éducation nationale

Sont promus officiers :
MM. Jean-Baptiste Duroselle, professeur de philosophie; Théodore MA, attaché d'administration; l'Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes; Jacques Muglioni, inspecteur général de l'éducation nationale.

Sont nommés chevaliers :
M. Jean Andrieu, conseiller pédagogique à l'Ecole normale d'Agde; M. Henriette Brier, épouse Durand, agent de bureau à l'Ecole normale de Vesoul; MM. Jean Castagnet, professeur au collège de Vie-Fezennes (Gers); Jean Colade, directeur du centre régional de documentation pédagogique de Clermont-Ferrand; René Deberd, directeur de l'école nationale supérieure de chimie de Rennes; M. Elise Duxet, épouse Krieger, agent contractuel; MM. Georges Dupaix, professeur à l'université Paul-Elie-Sorbonne; Jacques Georges, recteur de l'Académie de la Réunion; M. Martine Guillot de la Brosse, directeur adjoint du centre d'études littéraires et scientifiques à Paris; MM. Michel Hulin, directeur du Palais de la découverte; Jacques Le Roux, principal de collège honoraire; André Marchal, professeur de lycée à Lyon; Yvan Mirocholski, président de la commission des titres d'ingénieurs; Luc-Olivier Picon, professeur à l'université Paris-VII; Gilbert Varet, professeur d'université honoraire.

Affaires sociales et Solidarité nationale

Est promu commandeur :
M. Robert Margery, médecin-chef de service honoraire des hôpitaux.

Sont promus officiers :
MM. Philippe Farine, président du Centre d'information et d'études sur les migrations; Louis Fiebert, inspecteur général de la Sécurité sociale.

Sont nommés chevaliers :
MM. Robert Bague, président de l'Institut des associations de retraités; Bernard Boquet, président de la commission administrative d'une maison de retraite; Robert Cotte, membre d'une commission d'orientation professionnelle; Aré Edwards, chirurgien-dentiste; Robert Grossenbacher, ancien directeur-adjoint d'une caisse d'assurances-maladies; Georges Hippert, vice-président de la Fédération de la mutualité française; Berard Kaldjian, dit Jacques, président d'une association d'aide sociale; Guy Le Moigne, sous-directeur à l'administration centrale; Paul Midgry, ancien président du conseil d'administration d'une caisse d'allocations familiales; Roger Parmelas, président d'une association d'entraide; Alphonse Romanzin, directeur d'un groupe d'institutions de retraite; M. Maguerite Simon, veuve Hélice, assistante sociale honoraire; MM. René Turpin, vice-président de la Confédération de la famille rurale; Maurice Weinberg, vice-président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA).

SANTÉ

Sont promus officiers :
MM. Jean Canne, ancien médecin oto-rhino-laryngologiste; Roland Clin, trésorier de la Fédération hospitalière de France; Jean Pocher, médecin-chef de service hospitalier.

Sont nommés chevaliers :
M. Yvonne Bellamy, secrétaire général d'une fédération syndicale; MM. Michel Bonnel, médecin-chef de service hospitalier; Marcel Chaigneau, président de l'Académie de pharmacie; Michel David, secrétaire d'une fédération syndicale; Maurice Gohaux, président d'honneur d'une fédération syndicale; Albert Lacire, directeur d'un centre hospitalier; Jean Luron, médecin; Guy Lecomte, directeur d'un centre hospitalier; Raymond Pautrizel, médecin-chef de service hospitalier honoraire; Jean Socrate, vice-président du syndicat de l'industrie pharmaceutique.

RAPATRIÉS

Est promu officier :
M. Paul Bellat, ancien rapporteur général de l'assistance sociale aux assemblées algériennes à Alger.

Est nommé chevalier :
M. Raymond El Bez, vice-président du Front national des rapatriés de Lyon.

Urbanisme, logement et transports

Est promu commandeur :
M. Alfred Florin, dit Florin, entrepreneur de bâtiment et de travaux publics.

Sont promus officiers :
MM. Romain Germain, directeur d'une société d'autoportés; Jacques Walter, directeur adjoint d'un journal.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jacques Brunier, président d'une fédération de bâtiment; Bernard Favreau, directeur du service d'études techniques des routes et autoroutes; Michel Laffay, président d'une société d'ETILM; Claude Pux, président d'un syndicat de constructeurs de maisons individuelles; Richard Raskowski, directeur d'un office public d'aménagement et de construction; Alain Trepo, PDG d'une banque coopérative.

TRANSPORTS

Sont promus officiers :
MM. Albert Dubrouil, conseiller technique auprès du PDG d'une compagnie aérienne; Christian Malaurie, inspecteur général des transports et des travaux publics.

Sont nommés chevaliers :
MM. Louis Berard, technicien au Centre d'études techniques de l'équipement de Bordeaux; Henri Brail, sous-directeur des télécommunications d'une compagnie aérienne; Jean-Marie Delquignies, président de la Fédération des commissionnaires et auxiliaires de transport; Bernard Féliz, directeur dans une société industrielle; MM. André Fleischmann, président de la Fédération des transporteurs routiers; Georges Frangon, conducteur principal à la SNCF; Philippe Guibert, secrétaire du conseil d'administration de la RATP; Pierre Kleitz, directeur adjoint dans une compagnie aérienne; Louis Paulhas, directeur de la navigation aérienne; Jean Quereux, directeur d'une filiale de la SNCF.

MER

Est promu officier :
M. Yves Boissereau, attaché au conseil général des ports et chenaux.

Sont nommés chevaliers :
MM. Henri Dina, président du comité des pêches maritimes de Brest; Roger Leguillon, officier océanicien; Emile-François Thomas, commandant du port de Boulogne-sur-Mer.

Commerce, artisanat et tourisme

Est promu officier :
M. Michel Guin, PDG de société.

Sont nommés chevaliers :
MM. Francis Denogé, directeur d'un groupe de sociétés commerciales; Antoine Grédel, directeur de société; Jean-Pierre Hussenot, président de la chambre de commerce de Grasse-Ventim; Serge Michel, directeur dans une compagnie; Jacques Papon, directeur d'un groupe d'assurances; Paul Rapp, PDG de société; Charles Savy, directeur de société; Claude Ségalot, PDG de société.

Travail, emploi et formation professionnelle

Sont promus officiers :
MM. Martin Barlogio, président honoraire de la section des meilleurs ouvriers de France de la Côte-d'Or; François Scellier, ancien contrôleur social de la main-d'œuvre nord-africaine.

Sont nommés chevaliers :
M. Camille Beltramo, directeur du travail et de l'emploi de la région Champagne-Ardenne; MM. François Biblioni, chef du personnel chez Colfimes-Sélines; Pierre Boismard, vice-président de l'Union régionale de la Fédération de l'Association des directeurs et chefs de personnel; Théodore Berrut, président de l'Union CFDT des retraités de Puy-Monsson; Roland Charniaux, technicien aux établissements Scudette à Mantes-la-Jolie; Jean Chavrier, dit Harbert, président du syndicat des directeurs de théâtre de châteaux de Paris; René Despont, retraité des Hôpitaux; Georges Demizet, ancien conseiller économique et social; Claude Georges, président du Syndicat de l'information médicale; Raymond Gieret, médecin-inspecteur de travail; Claude Guizard, commissaire de la République de l'Aisne; Gabriel Jardin, vice-président de l'Union régionale de la CGC; Pierre Macardier, président adjoint des meilleurs ouvriers de France; André Maréchal, ancien directeur du centre de formation d'ouvriers de la chambre des métiers de l'Indre; Raoult Mazoyer, chef de centre Provence-Alpes-Côte d'Azur de l'ANPE; Henri Sarvines, administrateur de l'AFSC; Jean Wagner, chef de fabrication à la Société des Hâbles Jack Zimmermann, directeur de la foire de Lille.

Environnement

Est promu officier :
M. Paul Ramchand, membre de la mission Environnement et qualité de la vie.

Sont nommés chevaliers :
M. Alain Andrieu, née Eochard, fondatrice du relais Nature de Jouy-Vézilly; MM. René Bourny, ingénieur des ponts et chaussées à la retraite; Jean Chazal, pharmacien; Georges Gordon, agent contractuel à l'administration centrale; Laffont, président de la Fédération des chasseurs de la Vienne; Jean Petit, délégué à l'architecture et à l'environnement pour le Limousin; Pierre Trucy, chef de division à l'Agence de bassin Loire-Bretagne.

Recherche et technologie

Sont promus officiers :
MM. Jacques Guin, ancien directeur de recherche au CNRS; Guy Oudiz, professeur d'université.

Sont nommés chevaliers :
MM. Henri Bruck, ancien chef de service au CEA; Yves Fary, directeur dans une société; Martine Le Ferre, directeur au Centre d'études spatiales; Christian Marbach, directeur de l'Agence nationale de valorisation de la recherche; Michel Petit, directeur au CNRS; Alain Touchet, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales; Robert Tullier, directeur de société.

Culture

Sont promus commandeurs :
M. Robert Fiebert, dit Fiebert, président d'honneur de l'Association du Festival international du film à Cannes; Pierre Jacob, dit Tal Coat, artiste peintre; Pierre Liberman, dit Jean Liberman, directeur du Théâtre de la Ville.

Sont promus officiers :
M. François Agostini, ancien directeur de l'Opéra et de l'Opéra-Comique; M. Jeanne Agostini, conservateur au département des peintures du Musée du Louvre; M. Georges Daugères, producteur de films; M. Antoinette Gachet, épouse Fanchoux, dit Oudin, commandant, auteur régionaliste; MM. André Girard, chef d'orchestre; Séphian Hadji, dit Edime, sculpteur, dessinateur, graveur; Alfred Mancoske, artiste peintre; Emmanuel Rami, romancier; Joseph Tcheou, animateur d'associations.

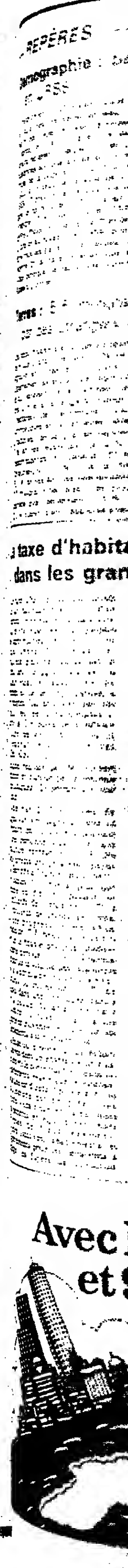
Sont nommés chevaliers :
MM. Michel Annot, artiste dramatique; Gilbert Amy, directeur du Conservatoire supérieur de musique de Lyon; M. Brigitte Bardot, comédienne; MM. Guy Barrois, maître de recherche au CNRS; Martin Bertou, chargé du service de politique et d'action culturelle de la CGT.

MM. Philippe Charnet, publiciste et médecin; Michel Foulon, PDG de la librairie Stedier; Philippe Girard, dit Philippe-Girard, compositeur de musique; Augustin Girard, chef du service des études et recherches au ministère; Lucie Herran, secrétaire perpétuelle de l'Académie; M. Marc Laffay, président du groupement technique des entrepreneurs de taille et pose de pierre; Jean Massin, écrivain, historien, essayiste; Marie Planchet, dit Henry, auteur dramatique; Roger Planchon, codirecteur du Théâtre national populaire de Villeurbanne; Claude Samuel, musicologue; Philippe Tiry, directeur de l'Office de diffusion artistique; Arthur Van Hecke, artiste peintre.

JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus officiers :
MM. Pierre Allain, ancien alpiniste; Louis Trepo, ancien président de l'Union des arbitres de football.

Sont nommés chevaliers :
MM. Jean-Louis Lang, journaliste sportif; Pierre Talbot, inspecteur de la jeunesse et des sports; Jean-Jacques Vaudouze, ancien entraîneur de patinage artistique.



économie

REPÈRES

Démographie : baisse de la natalité en URSS

La natalité en URSS aurait baissé brutalement après une remontée au cours des dernières années, si l'on en croit une information publiée par l'agence Tass : à propos de la Journée internationale de la santé, le 7 avril, celle-ci a déclaré que « près de trois mille enfants naissent chaque jour en URSS ». Ce qui ferait 4 740 000 naissances sur une année et correspondrait, sur la base du chiffre officiel de la population (276,3 millions d'habitants au 1^{er} janvier 1985), à un taux de natalité de 17,2 pour mille, le plus bas depuis 1985 (17 pour mille). Après une baisse ininterrompue jusqu'à cette date, la natalité en URSS avait remonté progressivement, pour atteindre 18,9 pour mille en 1982 et même 20,1 en 1983 ; ce chiffre officiel, publié par la Pravda le 6 décembre dernier, ramenait la natalité au niveau de 1964, avant la grande chute de la fécondité dans tous les pays industrialisés. Une grande partie de la remontée récente de la natalité était due aux populations musulmanes de l'Asie centrale, la fécondité continuant, semble-t-il, de baisser en Russie d'Europe.

Terres : 5,6 millions d'hectares détenus par des étrangers aux Etats-Unis

Les ressortissants étrangers possèdent 5,6 millions d'hectares de terres aux Etats-Unis, soit 1 % de la totalité du patrimoine foncier agricole et forestier du pays, indiquent les statistiques du département américain de l'Agriculture, arrêtées au 8 octobre 1984 et qui viennent d'être publiées. Les propriétés forestières détenues par des citoyens étrangers comptaient pour 57 % (3,2 millions d'hectares) de l'ensemble, précise ce rapport. Les sociétés commerciales et industrielles détiennent 91 % de ces 5,6 millions d'hectares, tandis que les personnes privées n'en possèdent que 7 % et les associations 2 %. Les personnes ou sociétés ressortissantes du Canada (20,4 %), de Hongkong (12 %), du Royaume-Uni (11 %), de la République fédérale d'Allemagne (6,1 %) et des Antilles néerlandaises (3,98 %) possèdent ensemble 3,7 millions d'hectares. Les propriétés françaises viennent loin derrière avec seulement 0,5 % du total (30 016 hectares) ou 2,3 % quand ils sont associés avec des firmes américaines.

La taxe d'habitation est trois fois plus élevée dans les grandes villes qu'à la campagne

La taxe d'habitation, cet impôt local payé par chaque occupant d'un logement, propriétaire ou locataire, reste mystérieuse pour la plupart des contribuables qui l'acquittent chaque année. Son injustice, puisqu'elle n'est pas assise sur le revenu des ménages mais sur la « valeur locative cadastrale » du logement et de ses dépendances, a été maintes fois dénoncée par des associations de consommateurs, comme la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) ou la Confédération syndicale des familles (CSF) (1).

L'étude réalisée par M. Hubert Neymann et publiée par *Economie et Statistiques* (2) permet d'y voir plus clair.

Payée par 23,9 millions de ménages (un « ménage » au sens où l'entendent les statisticiens pouvant être une personne seule), la taxe d'habitation représente 11 % des impôts directs des personnes physiques. Servant à financer les collectivités locales (3), elle a plus que quintuplé en dix ans, passant de 5,6 milliards de francs en 1973 à 27,1 milliards de francs en 1984, soit une progression moyenne annuelle de 17 %, beaucoup plus élevée que la hausse des prix pendant la même période (11 %). Fournissant parfois la totalité des ressources de la commune (communes-dortoirs) ou même de 10 % de celles-ci dans une commune rurale qui a accueilli une centrale nucléaire, la taxe d'habitation apporte en moyenne le quart de ses financements à la municipalité.

L'étude qui a porté sur un échantillon pris dans un ensemble de quatre cent mille contribuables, dans six départements, révèle que le montant de la taxe est d'autant plus élevé que la commune est peuplée : les grandes villes financent ainsi leurs équipements et équilibrent leurs dépenses de fonctionnement. Valeurs locatives, abattements et dégrèvements pour les personnes à charge, les foyers de condition

modeste ou les personnes âgées, varient d'une commune à l'autre. Mais en règle générale, le montant moyen de la taxe passe de 470 F dans une commune de moins de deux cents habitants à 1 500 F dans une ville de plus de cent mille habitants, donc du simple au triple. Le cas de Paris n'était pas dans le champ de l'étude, ce qui est logique puisque la capitale constitue, en la matière, un exemple sans signification : les taxes locales et surtout la taxe d'habitation y étant beaucoup moins élevées que dans les métropoles régionales.

La comparaison à partir d'un échantillon homogène entre la taxe d'habitation et l'impôt sur le revenu fournit également de précieuses informations. Environ 18 % des contribuables de cet échantillon sont totalement dégrévés de la taxe d'habitation (soit 2,7 millions de foyers), alors que 33 % des ménages (soit près de 6 millions) ne paient pas d'impôt sur le revenu.

A l'autre extrême, la dixième des contribuables les plus fortement taxés fournissent 15 % du produit de la taxe tandis qu'en matière d'impôt sur le revenu, le dixième des contribuables les plus imposés fournissent 60 % du produit de cet impôt.

Du simple au quintuple

Bien que la taxe d'habitation soit un impôt de répartition (la commune définissant son taux en fonction de la fois de ses besoins et du nombre de ses contribuables), elle s'ajoute au moyen avec le revenu imposable : du simple au quintuple : 859 F pour un revenu imposable annuel de moins de 20 000 F à 4 111 F pour un revenu imposable de plus de 400 000 F. Pourtant, la pression fiscale de cette taxe, très faible pour les hauts revenus, et les revenus moyens (1 à 2 %) peut atteindre 5 %, 10 % voire 21,6 % du revenu. Il ne s'agit que de moyennes, et c'est bien là que le bât blesse : la famille aux revenus tout à

fait moyens, qui a en la chance d'être logée dans une HLM confortable, classée dans une catégorie élevée, peut se retrouver devant payer des sommes sans aucune mesure avec ses moyens. De la même façon, une personne âgée, dont le revenu se trouve situé juste au-dessus du seuil de dégrèvement, pourra se retrouver dans la totale incapacité d'acquiescer le montant de sa taxe d'habitation.

Une de nos lectrices ayant un enfant à charge, habitant les Hauts-de-Seine, nous signale avoir acquitté 6 182 F de taxe d'habitation, soit deux fois et demi le montant de son impôt sur le revenu. Le gouvernement s'est préoccupé de ce problème, puisqu'il a cherché dès 1982, à « mieux prendre en compte les ressources des redevables dans l'assiette de la taxe d'habitation ».

L'étude de M. Neymann, fonctionnaire de la direction générale des impôts, est née de ce souci. Quelles que soient les réglementations mises en place en la matière, elles n'empêcheront pas, décentralisation aidant, que des cas individuels demeurent aberrants. Des incantations de recours, cas par cas, devraient pouvoir être mis en place, même si la taxe d'habitation, tout comme les trois autres « vieilles » que sont la foncière bâtie, la foncière non bâtie, et la taxe professionnelle (l'ancienne patente) sont pour l'Etat d'une gestion particulièrement lourde et difficile.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) CSCV, 12, avenue du Général-de-Gaulle, 94300 Vincennes. CSF, 35, rue Riquet, Paris 19^e.

(2) *Economie et Statistiques*, février 1985 - en vente dans les Observatoires économiques de régions - 31 F.

(3) Les deux tiers de la taxe d'habitation vont aux communes et groupements de communes, plus d'un quart aux départements. Le régime s'en répartissant que 3 %. L'Etat en reçoit 3,7 % qui correspond aux frais de recouvrement de l'impôt.

Les jeunes du quart-monde à Reims

« Pour travailler, j'aurais fait n'importe quoi »

De notre envoyée spéciale

seussent leur ont dit : « allez donc à la SES (section d'enseignement spécialisée), vous serez avec vos copains ».

Les dix étaient jetés. José (vingt-cinq ans) voulait être menuisier, passer son CAP. Il serait même « allé à Charleville pour suivre des cours », mais on l'a « envoyé dans un stage de ténisme ». Cela ne lui plaisait pas, mais il n'a pas désarmé. « J'ai fait un petit boulot chez un soudeur, puis j'ai passé trois jours chez un maçon. Pour travailler, j'aurais fait n'importe quoi ».

Aujourd'hui, handicapé d'une jambe à la suite d'un accident de bicyclette, il retourne régulièrement à l'ANPE, mais « il n'est même pas de place de manœuvre ». Sa femme ne peut pas travailler. Elle « voit trop mal » et attend « une pension ».

Pour les autres, l'histoire se répète : l'ainée voulait être dactylo, mais « elle n'a pas assez bien appris à l'école ». Il aurait fallu payer un établissement privé. Au chômage. Didier (trente-cinq ans), lui, un CAP de maçon. Au chômage. Il espère « trouver un stage de chauffeur routier ». Marcel, le gendre (trente-six ans), ouvrier qualifié. Au chômage. « Lorsque j'ai perdu mon travail de maçon, raconte-t-il, j'ai essayé de m'installer comme artisan. J'ai voulu demander un emprunt à la banque. On m'a dit que je devais d'abord verser de l'argent. Comment voulez-vous que je fasse ? »

Patricia, la dernière, est sortie d'une école spécialisée à dix-huit ans. Elle voudrait « s'occuper de bébés », mais on lui a proposé un stage d'insertion sociale. Seul revenu de la famille, les 3000 F de pension de la mère. « Quand on a payé le loyer et l'électricité, il ne reste plus grand-chose ».

Dans la maison voisine, les mûchères de la misère se sont aussi refermées. « 3 700 F de secours par mois » pour les six enfants (sur onze qui restent encore à la maison). M^{me} X... avait également de voir ses enfants « trouver du travail ». Sa fille aînée est sa fierté. « Elle sait lire et écrire, elle est depuis vingt ans chez Citroën ». Pour les autres, le cercle infernal recommence. Ils vont de stage en stage, marqués par l'échec scolaire.

« Ne dites pas que c'est de notre faute »

Aller plus loin, pour entendre la même chose. Encore un fils pensionné parce qu'il a mal au dos. Un cadet âgé de quinze ans « qui n'a pas de mauvaises notes à l'école ». « Et ne dites pas que c'est de notre faute. Nous ne cessons de leur dire : travaillez en classe, plus tard, vous aurez un métier », ne peut s'empêcher de préciser la mère. Ici aussi on vit « d'allocation et d'Assedic ». Le père est au chômage depuis 1978.

Sur les cent cinquante jeunes dont ATD (Aide à toute détresse) Quart-Monde (1) s'occupe à Reims, 4 % seulement ont un travail (ils étaient 26 % en 1980, 9 % en 1984) ; 12 % étaient en stage en 1980, 21 % en 1984. « Mais cela ne sert à rien », ne cessent-ils de répéter. « Ces jeunes sont rejetés par le système de formation mis en place par les pouvoirs publics parce qu'ils n'ont pas le minimum de connaissances nécessaires », déplore M. Philippe Vigier, de l'Institut de recherche et d'application pour la promotion (IRAP), lors d'une opération organisée par l'Association des journalistes de

l'information sociale (AJIS). Ils ne savent ni lire ni écrire et n'ont aucune autonomie. Ils ne peuvent pas par exemple prendre un bus parce qu'ils ne peuvent pas décrypter le nom de la station. Ils ne savent pas reconnaître les jours de la semaine, se comportent socialement comme des sauvages. Lorsqu'ils commencent un stage et qu'on leur demande leur nom, ils sortent un papier de leur poche et recopient. On propose à ces jeunes des stages de six mois, alors que pour obtenir un CAP il faut trois ans d'études après une scolarité normale ».

L'IRAP, associé à ATD-Quart-Monde, a donc mis en place des stages spécifiques. Les adolescents doivent s'inscrire à la mission locale pour les jeunes. « On leur apprend à s'exprimer, à manger avec les autres, à lire, à calculer ; ils font des visites en entreprise ». Mais cette formation ne met pas fin à l'exclusion dont ils sont victimes. « Ils ont découvert la vie sociale, le monde des entreprises, souligne M. Vigier. En six mois, nous leur avons donné assez de clés pour qu'ils découvrent leur misère. Cela pourrait être un moteur, mais c'est une catastrophe car nous n'avons plus rien à leur offrir ».

L'IRAP a supprimé les stages pour les dix-huit/vingt et un ans car il n'y avait pas de suite possible. Seuls sont maintenant les stages pour les seize/dix-huit ans.

Afin de redonner une chance aux jeunes Reimois, ATD-Quart-Monde a ouvert le 1^{er} février dans une ancienne forge de la ville un « atelier de promotion professionnelle ». Pour financer l'opération, le mouvement a mis à profit les TUC. Cinq jeunes (ils seront dix en juillet) travaillent actuellement à la réflexion

des bâtiments où un atelier de menuiserie sera ouvert le 1^{er} avril. Tous ces jeunes avaient déjà fait des stages de préformation ou de formation pour adulte. La encore la pédagogie de l'éducation nationale est remise en cause. « Je leur apprendrais à poser des prises électriques en fonction de la couleur des fils. Puis je leur enseignerais la théorie, et non l'inverse », explique le professionnel qui travaille avec eux. Pour poser du papier, faire une installation électrique, les jeunes sont obligés de savoir lire et calculer. Ce sont autant de bonnes raisons d'apprendre. Une première étape pour permettre aux jeunes de s'intégrer ultérieurement dans leurs propres MJC.

Lorsque le Père Joseph Wresinski a créé le mouvement ATD-Quart-Monde, en 1957 à Nîmes-le-Grand, il a commencé par supprimer la soupe populaire pour créer une bibliothèque de rue. C'était un symbole. « Les familles du quart-monde ne demandent pas l'assistance, mais des droits qu'elles n'ont pas reçus : celui de se loger, d'apprendre, de s'exprimer. Elle vivent l'exclusion sociale, mais refusent d'être enfermées dans la fatalité », affirme M. Bruno Couder, délégué national du mouvement. Pour intégrer les jeunes à la vie sociale et économique, le mouvement a créé des clubs de savoir, des cours d'alphabétisation, des pré-initiations à l'informatique. Des ateliers de promotion professionnelle fonctionnent déjà à Caen, Noisy-le-Grand, Lille.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) ATD-Quart-Monde estime à trois cent cinquante mille familles, soit trois millions de personnes, le nombre des Français qui vivent dans la pauvreté. Trois cent volontaires travaillent dans les familles.

Le bafouillage économique

(Suite de la première page.)

En revanche, nous savons mieux aujourd'hui que :

- 1) que la politique budgétaire demeure l'instrument le plus puissant et le plus prévisible dont disposent les gouvernements pour infléchir la demande à court et à moyen terme ;
- 2) il existe une étroite interdépendance entre les politiques budgétaires et monétaires, à laquelle il convient d'être attentif en raison du rôle important que jouent les anticipations sur les marchés financiers ;
- 3) dans une région de taux de change flexibles, ce n'est pas l'unité des courbes de transmission les plus efficaces entre la politique monétaire et le niveau de la production et des prix intérieurs.

Si ce genre de constatations résiste à l'épreuve du temps, il convient également de regarder comment, sous nos yeux, se transforment les systèmes de production, de répartition des revenus et de prises de décision. Alain Biénaymé s'est livré à cette analyse (3) et a remis en lumière des phénomènes connus et d'autres beaucoup moins. Le mélange des activités tertiaires et des productions manufacturières se poursuit à belle allure, et les services rendus aux entreprises constituent un secteur en grande expansion. Les métiers eux-mêmes se « tertiarisent », et nombre d'entra eux sont consacrés à la transmission de la communication.

Autre particularité : les produits manufacturés tendent aujourd'hui à être de moins en moins stockés à

l'avance, alors que beaucoup de services reposent sur des connaissances qui, elles, ont été ou préalable stockées. Les frontières sont donc de plus en plus floues entre l'industrie et le « tertiaire ».

Dans un autre domaine, celui de la répartition des revenus, mêmes frontières poreuses : il n'y a plus de lieu indiscutable entre l'argent que touche un travailleur et la contribution qu'il apporte à la production. Autre bizarrerie, fruit de la revalorisation collective : la dispersion des salaires selon les branches est relativement faible, alors que celle de la productivité peut aller de 1 à 10. La victoire contre ces rigidités et bien d'autres, réussies lors des négociations ratées sur la flexibilité, donnerait, au-delà de toute discussion théorique, un coup de fouet à l'économie française.

En revanche, la stricte rationalité économique ne peut plus être observée dans les prises de décision tellement est complexe le mode de gestion qui associe des stratégies marchandes et celles qui intéressent l'environnement, les administrations, le pouvoir politique et les moyens de communication de masse.

Ne pleurons donc pas trop sur le bafouillage des théories économiques. On a moins besoin de guide intellectuel, aujourd'hui, que de flair, d'intuition, de réflexe et de sens de l'adaptation.

PIERRE DROUIN.

(3) *Chroniques SEDEIS*, 15 février 1985, 141, boulevard Haussmann, Paris.

Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 90 villes en correspondance aux U.S.A.



Arrivé là-bas, il vous est très facile de prendre une correspondance Delta pour Washington, La Nouvelle-Orléans, Miami, Orlando, Denver, Los Angeles, San Francisco.

Au total, ce sont plus de 90 villes américaines que Delta vous offre.

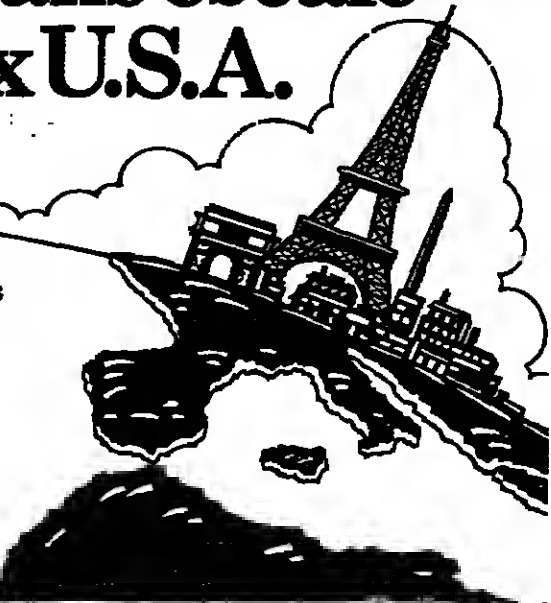
Au départ de New York et de Boston,

Delta vous propose aussi de fréquents vols quotidiens vers les villes du Sud des U.S.A.

Pour en savoir plus, appelez votre agence de voyages ou l'agence Delta à Paris. Tél. : 335.40.80.

Adresse : 24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS.

DELTA : ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS



مكتبة الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- DÉBATS**
2. NICARAGUA : « Ne pas trahir la liberté », par Georges Castella ; « Les vœux pieux ne suffisent pas », par Robert Jelin.
3. LI : Les Hommes de la fraternité (tome V), de Michel Clévencat.
- ÉTRANGER**
34. La situation au Soudan après le coup d'État.
4. AFRIQUE
- AFRIQUE DU SUD : le pèlerinage de l'Église de Sion.
5. EUROPE
5. DIPLOMATIE
- POLITIQUE**
6. La situation dans les DOM-TOM.
- LE MONDE ÉCONOMIE**
- 7 à 9. A LA RECHERCHE DE L'OR : Magie jaune, par Michel Boyer ; La fortune de l'Afrique du Sud ; Dans les profondeurs de la Terre ; Les nouveaux Klondike ; Enviolement en Inde ; Fière au Brésil.
9. La chronique de Paul Fabra : l'évolution, un système monétaire d'avenir.
- SOCIÉTÉ**
10. SPORTS : le Tournoi de tennis de Monte-Carlo ; le Grand Prix de formule 1 du Brésil.
- CULTURE**
11. Le week-end de Jean-Philippe Domergue.
- CINÉMA : deux films de Johan Van der Kouwen.
- ÉCONOMIE**
15. SOCIAL : les jeunes du quart-monde.
- RADIO-TÉLÉVISION (13)**
- INFORMATIONS « SERVICES » (13) : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto.
- Légion d'honneur (14) ; Carnet (13) ; Programmes des spectacles (12).

TROIS ATTENTATS A PARIS

Trois attentats à l'explosif, qui n'ont pas fait de victimes, ont eu lieu au cours du week-end pascal dans la banlieue parisienne.

Le premier s'est produit dimanche 7 avril vers 15 h 15 et visait des locaux EDF, 42, rue de Rocher. Le deuxième, qui a eu lieu lundi peu avant deux heures, avait pour cible une annexe des Charbonnages de France, 9, avenue Percier. Le troisième s'est produit le même jour à 6 heures, devant le 33-35, rue Marbeuf. On ne savait pas, lundi en fin de matinée, qui était visé. Le 21 avril 1982, un grave attentat contre le journal libanais pro-irakien *Watan al Arabi* avait eu lieu juste en face, faisant un mort et une soixantaine de blessés.

Les trois attentats du week-end n'ont causé que des dégâts matériels sans gravité et n'avaient pas été revendiqués lundi matin.

La marche antiraciste de Miramas

« JUSTICE POUR NOREDDINE »

Mille cinq cents personnes ont manifesté, samedi 6 avril à Miramas (Bouches-du-Rhône), pour marquer leur révolte, sept jours après l'assassinat dans cette ville d'un jeune Algérien, Noredine Hassan Daoudji. Les jeunes du quartier, des maghrébins en majorité, se sont regroupés devant le maire et ont marché jusqu'à l'habitat de la cité « la Rousse », où avait été tué leur camarade, en scandant des slogans comme « Justice pour Noredine » ou « Première, deuxième, dixième génération. Nous sommes tous des enfants d'immigrés ».

L'association SOS-Racisme, organisatrice du défilé, a annoncé la création à Miramas d'un comité Stop-racisme. Elle avait auparavant son mot d'ordre pour samedi matin la non-participation de l'Amicale des Algériens en Europe et de la municipalité de Miramas (PCF) qui avaient préféré participer à la manifestation de vendredi à Marseille (le Monde daté 7-8 avril). Mais M. Michel Pezet, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PS) a rejoint en fin de parcours les manifestants, samedi à Miramas.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 avril 1985 a été tiré à 395 798 exemplaires

A B C D E F G

LE MESSAGE PASCAL DE JEAN-PAUL II

L'état de la paix quarante ans après

Devant trois cent mille pèlerins massés place Saint-Pierre à Rome, le pape Jean-Paul II a dénoncé dimanche 7 avril dans son homélie pascal la violation des droits de l'homme et les « idéologies qui conduisent à l'incapacité de la paix », quarante ans après la seconde guerre mondiale. Jean-Paul II a rappelé la menace de dizaines de millions d'hommes, l'holocauste du peuple juif et les premières explosions nucléaires.

« Aujourd'hui encore, a-t-il déclaré, l'humanité s'interroge sur la signification de ces événements. Avant tout, elle ne peut oublier les hommes et les femmes qui, dans tous les pays, ont offert leur vie en sacrifice pour la justice, la cause de la dignité de l'homme ».

Évoquant les violences et les injustices du monde actuel, le pape s'est demandé : « Voilà quarante ans que la guerre a pris fin. Peut-on dire que la paix, comme fruit d'un ordre fondé sur la justice, s'est vraiment affirmée ? »

AVEC UNE NOUVELLE « ACTION DE RECHERCHE INTÉGRÉE »

Le CNRS va faire travailler ensemble les diverses disciplines de la communication

Comment se construisent les connaissances humaines, comment sont-elles stockées en mémoire d'action ? Quel sera l'impact des nouvelles techniques de communication sur le fonctionnement de la démocratie ? Comment analyser les rapports entre l'informatique et le langage ?

Ces questions, et bien d'autres, qui toutes ont trait à ce que l'on nomme aujourd'hui les sciences de la communication (1), mettent à bas les barrières rigides qui séparaient jusqu'ici les différentes disciplines scientifiques. Elles ne pourront en effet trouver des éléments de réponse que si des spécialistes des neurosciences, des biologistes, des informaticiens, des sociologues, des psychologues, des linguistes, des juristes, des économistes... parviennent à travailler de concert.

Pour favoriser les contacts entre des chercheurs qui le plus souvent s'ignorent et pour initier des rencontres difficiles et du point de vue scientifique, institutionnel et humain, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a récemment mis en place une section de recherche intégrée (ARI) sur les sciences de la communication. Placée sous la responsabilité de M. Dominique Wolton, sociologue (2), elle a pour objectif de réunir autour de trois axes : la communication dans ses rapports avec le cerveau, qu'il s'agisse de la perception, de la mémoire, du traitement des informations, ou du langage ; la communication entre l'individu et les machines ; enfin l'impact des techniques de communication (informatique, télécommunication, audiovisuel) sur le fonctionnement de la société. Dans ces trois « pôles » en effet, note M. Wolton, apparaissent les mêmes questions : « Quels sont les mécanismes selon lesquels les individus perçoivent les informations, les traitent, communiquent avec l'exté-

NOUVELLES BRÈVES

- Mgr Lustiger : chrétiens et musulmans. — Le cardinal Jean-Marie Lustiger a été reçu à Paris, invité de l'émission « Forum », sur Radio Monte-Carlo, le dimanche 7 avril, à déclaré, au sujet des musulmans vivant en France : « Nous devons les respecter, quels qu'ils soient. S'ils sont étrangers, nous devons les respecter comme des étrangers [ce qui] ne nous oblige pas à ne pas défendre notre propre identité et ce que nous sommes, comme citoyens et comme citoyens. S'ils sont nos concitoyens, nous devons les respecter comme ils sont, c'est leur droit ».
- M. Fuchs répond à M. Poniatowski. — Répondant aux propos de M. Poniatowski, M. Gérard Fuchs (PS), président de l'Union nationale de l'immigration, estime : « En jouant à son tour des fantasmes et des simplismes — la crainte des envahisseurs africains, l'assimilation de l'islam au hémisme —, Michel Poniatowski rejette la triste caricature de ceux qui préfèrent s'adresser aux Français en faisant appel à la peur et à l'intolérance plutôt qu'à la lucidité et à la raison ».
- Sondage sur le mode de scrutin. — Selon un sondage publié par l'Express daté 5-11 avril et réalisé par la SOFRES auprès de mille personnes entre les 12 et 28 mars (soit avant que ne soit connue l'issue du conseil des ministres du 3 avril), 50 % des Français donnent leur préférence au scrutin majoritaire, « qui diminue la représentation des partis vaincus majoritaires », et 37 % à la proportionnelle « qui rend difficile une majorité stable, mais permet une représentation de tous les partis proches de leur pourcentage de voix ».
- William Schroeder a quitté l'hôpital. — M. William Schroeder, cinquante-trois ans, qui vit avec un cœur artificiel depuis 133 jours, a quitté samedi 6 avril, l'hôpital de Louisville (Kentucky), pour s'installer dans un appartement voisin spécialement équipé. Tout en indiquant que son patient « bénéficierait psychologiquement » de ce changement, le Dr William Derricks, qui l'a opéré le 25 novembre dernier, a précisé que M. Schroeder avait été victime de petites attaques affectant le côté droit de son corps et qu'il souffrait d'anémie. (Reuters, AFP).
- Yugoslavie : Trente-sept morts dans un accident. — Un autobus est tombé dans un lac après avoir heurté un camion, samedi 6 avril, dans la région de Sarajevo. Trente-sept des quarante-cinq occupants qui se trouvaient à bord de l'autobus ont péri, ont annoncé les autorités locales.

EN MULTIPLIANT LES ACCORDS AVEC LES PAYS PRODUCTEURS

La Turquie veut devenir une plaque tournante du transport des hydrocarbures

Ankara. — Les ports turcs deviendront-ils, à l'an 2000, les « Rotterdam du Proche-Orient » ? C'est bien l'intention du gouvernement d'Ankara, qui multiplie les accords avec ses riches voisins afin de transformer la Turquie d'ici quelques années en un carrefour international du transport et du commerce des hydrocarbures. Après qu'il ait été accrue, l'an passé, la capacité d'écoulement de l'oléoduc reliant les champs pétrolifères de Kirkuk, près d'Amman, au port turc de Yumurtalik, le projet d'oléoduc, parallèle au précédent, progresse. En outre, le gouvernement vient de conclure successivement avec l'Iran et le Qatar deux accords de principe pour acheminer vers l'Europe, via la Turquie, leur gaz et leur pétrole. La

SUR LA BANDE FM PARISIENNE

La Mecque en direct chaque vendredi

C'est une radio pirate qui rêve de légalité. Un corsaire des ondes qui défie la filibuste et n'éprouve aucun goût pour les risques, les procès-verbaux, l'indiscipline. Radio Orient a trois ans, des locaux somptueux dans un immeuble de l'avenue Foch à Paris, un « mecène » — homme d'affaires libanais — le soutient important des ambassades arabes et une voix officielle précise : faire la radio unique de la communauté musulmane de Paris.

« Comment pourrions-nous refuser aux musulmans, dans la religion, ce que l'on a autorisé aux chrétiens et aux juifs ? », observent ses responsables. L'argument porte, assurément. Il embarasse même tout le monde, notamment la Haute Autorité qui regrette d'avoir en connaissance de cause trop tard pour pouvoir le réintégrer dans le club très fermé des radios autorisées.

Des promesses ont été faites, une liste d'attente a même été établie sur laquelle Radio Orient figure, dit-on, en bonne place, mais la station, qui émet depuis 1982, avec seulement quelques mois d'interruption, s'empêche aujourd'hui, trébuchée par les arbitres de la Haute Autorité, de se développer. Les engagements n'ont pas été tenus, accuse M. Moussa, directeur des programmes. Toutes les règles sont faussées par la protection de certaines radios dites « touchables » et auxquelles on a même fait par actoyer des fréquences supplémentaires au service public. Manque de place, nous dit-on ? Il en est pour qui l'on trouvera toujours de la place ! Tout indique, en fait, qu'aucun Français n'accepte de se mouiller pour défendre une radio musulmane ; qu'aucun homme politique en période postélectorale ou préélectorale n'acceptera de se salir du dossier. On préfère laisser pourrir la situation...

Propriétaire de la station et PDG de la société de production de films arabes « Arabvision Salsau International », M. El Shama prépare également une lettre mensuelle à l'intention des « deux mille destinataires français » intitulée « L'Orient diplomatique », se dit prêt à lancer à l'heure du jour la semaine, une télévision musulmane pour laquelle il dispose déjà de plusieurs milliers d'heures de programmes. Mais sans doute faudrait-il alors voir davantage la gracieuse Marianne qui, hissée sur un dromadaire, consomme l'un des logos de Radio Orient.

La place de la musique arabe

Le mot est excessif car malgré sa tentation et ses menaces récurrentes de s'établir sur 95,7 MHz (fréquence réservée au service public), Radio Orient fonctionne actuellement librement sur 24 heures sur 24 sur 106,5 MHz. Encore n'a-t-il qu'un emplacement illégal et précaire, puisque étant situé au-delà de 104 MHz, il appartient théoriquement à l'armée. Les

Havas Tourisme se lance dans la vente par correspondance

Filiale du groupe Havas, Havas Tourisme poursuit la politique de diversification annoncée en 1984. Après la création d'une chaîne hôtelière de loisirs — Latitudes — en association avec Bouygues (le Monde du 10 novembre 1984), la mise sur pied d'un système de réservation de places de vacances par Minitel — « Vacances » — et la vente de places d'avion à bas prix sous la marque Air Havas, le groupe s'apprête, à partir du 17 avril, à diffuser, en collaboration avec La maison du bonheur (une société spécialisée dans la vente par correspondance), un catalogue de quarante pages qui proposera une sélection de plus de quatre cents articles de voyage et de loisirs. Havas Tourisme entend ainsi procéder, auprès de deux cent mille foyers des régions parisiennes et Rhône-Alpes, à un test dont les résultats détermineront l'avenir de l'opération. Celle-ci illustre la volonté de cette société d'inscrire plus délibérément encore son action dans le secteur des loisirs.

Une politique qui, estime-t-elle, devrait porter ses fruits en 1986 et conforter le redressement financier enregistré en 1984 où, après un exercice 1983 déficitaire de 5,7 millions de francs, on enregistre un résultat bénéficiaire de 4,5 millions de francs attribués à la bonne activité du réseau Havas Voyages (le premier dans le domaine du tourisme avec deux cent quarante-sept agences de voyages), au succès de contrats de garantie (le Monde du 3 mai 1984), à l'élargissement de la gamme des produits offerts et à la restructuration d'activités déficitaires.

La Turquie veut devenir une plaque tournante du transport des hydrocarbures

De notre correspondant

Turquie, pauvre en hydrocarbures, dont les importations pétrolières (3,3 milliards de dollars par an) représentent un tiers de sa facture totale d'importations, pourrait, si tous ces projets se concrétisent, tirer parti de sa situation géographique privilégiée.

Selon l'accord de principe signé en janvier dernier, lors de la visite officielle à Ankara du chef de gouvernement de Tchécoslovaquie, M. Mousavi, la Turquie et l'Iran ont accepté d'étudier sérieusement la construction en commun d'un oléoduc qui transporterait le brut iranien vers un port turc en Méditerranée et en mer Noire, avec une capacité de 1,5 million de tonnes par jour (75 millions de tonnes par an).

Des avantages financiers

Si ces projets aboutissent, Ankara pourrait non seulement toucher des royalties de transport, mais aussi obtenir le brut iranien moins cher, via le régime du chah. Téhéran avait systématiquement bonifié ce projet. Il y a deux ans encore, le nouveau pouvoir islamique avait jugé le même projet « non praticable », après des études préliminaires faites par ses propres experts. Cette fois, le vent semble avoir tourné, en raison des difficultés de transport de brut iranien par le golfe Persique dues à la recrudescence des attaques sépiennes irakiennes.

L'accord sur le transport du gaz iranien permettrait également à la Turquie d'approvisionner ses régions de l'Est en énergie à bon marché, et de toucher des revenus supplémentaires. Dans le domaine gazier, Ankara a déjà signé, fin 1984 avec Moscou, un accord de fourniture sur vingt-cinq ans, prévoyant la livraison, via la Bulgarie, de 6 milliards de mètres cubes de gaz naturel soviétique par an à partir de 1990, contre des produits locaux.

Enfin, début mars, Ankara a signé avec le Qatar, pendant la visite officielle en Turquie de l'émir Cheikh al Thani, un autre accord de principe pour la construction entre le Qatar et la Turquie d'un gazoduc qui se prolongerait vers d'autres pays d'Europe, l'Italie en premier lieu, et dont le coût est estimé à quelque 12 milliards de dollars. Une commission mixte sera créée en vue de réaliser des études de faisabilité de ce projet ambitieux.

Actuellement, on en est toujours au stade des principes, mais ces projets, souligne la Turquie, seraient non seulement rentables, mais aussi après le retour à la paix dans le Golfe.

L'ambassadeur américain à Tokyo

Tranchant avec le climat de scepticisme général, M. Mike Mansfield, ambassadeur des États-Unis à Tokyo, est convaincu que le Japon a déjà satisfait 90 % des demandes américaines sur l'ouverture du marché nippon des télécommunications aux industriels américains, rapporte le *Herald Tribune* du 8 avril. Et les 10 % restants seront acquis dans un délai de trois mois. Il précède au président Reagan qu'il a rencontré deux fois cette année.

M. Mansfield s'apprête à voir les membres du Congrès traiter le Japon en bon débiteur du déficit commercial américain de 123 milliards de dollars, dont 36,8 milliards de dollars avec le Japon. Pour leur part, les officiels américains accusent généralement le Japon de renouer sur la libéralisation officielle par des pratiques favorisant les fournisseurs nationaux. Ils préconisent des mesures de rétorsion.

Saïssa des exportations de Datsun en 1984. — Le chiffre d'affaires de la société Avions Marcel Dassault-Breguet-Aviation, qui construit notamment les avions de combat Mirage, a progressé en 1984 pour atteindre 15,69 milliards de francs contre 13,98 milliards en 1983, selon un bulletin d'informations des cadres CGC. La part du chiffre d'affaires réalisés à l'étranger (10,85 milliards de francs) est en baisse, représentant 69,1 % des ventes totales contre 71,5 % en 1983. Pour 1985, la direction, selon la CGC, prévoit un chiffre d'affaires en très légère diminution se situant à 15,58 milliards de francs.